

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
AVRIL - MAI – JUIN 2022

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE
RAA
AVRIL - MAI-JUIN 2022

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 28/06/2022*)

P. 2

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 28/06/2022*)

P. 307

PARTIE 3 : ARRETES

P. 600

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	P. 9
HORS COMMISSION	P. 94
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	P. 154
RESSOURCES	P. 194
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	P. 254

PARTIE I - DELIBERATIONS

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-154	Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Hérault Énergie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour la réalisation d'une chaufferie bois-énergie commune et d'un réseau technique pour le groupe scolaire Anne Franck, Charles Dickens et le collège des Aiguerelles - Autorisation de signature	10
V2022-155	Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	12
V2022-158	Participation à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune dans le cadre du programme Territoires à VivreS - Attribution d'une subvention à l'association FR CIVAM Occitanie - Approbation - Autorisation de signature	14
V2022-164	Quartier Centre Les Arceaux - Acquisition de l'immeuble Hôtel Les Fauvettes - 8 rue Bonnard - Parcelle cadastrée BW 64 - Approbation	17
V2022-165	Adhésion à l'association "Organisme de Foncier Solidaire (OFS) de Montpellier Méditerranée Métropole" - Désignation - Approbation	19
V2022-169	Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Cité de l'alimentation - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°34 - 53 avenue du Marché gare - Approbation	22
V2022-170	Politique alimentaire - Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) sur le sujet des pédagogies culinaires et leurs impacts sur le discours de prévention des risques de pathologies associées à l'alimentation des enfants - Approbation - Autorisation de signature	25
V2022-171	Marché global de performance pour la Cité de l'alimentation - Approbation du recours à la procédure de dialogue compétitif, jury, primes	28
V2022-172	Soutien de la Ville de Montpellier pour le premier Festival d'Agropol'Eat - Approbation	31
V2022-177	Protocole de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction départementale des finances publiques de l'Hérault (DDFIP34) en matière de changements d'usage - Autorisation de signature	34
V2022-178	Quartier des Cévennes - Projet de création d'un périmètre délimité des abords du Château et du Parc de la Piscine protégés au titre des monuments historiques - Avis favorable	37
V2022-179	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature de Bacotec (Lot n°5c1) - Approbation	40
V2022-180	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Oc Santé - Lot 11 A - Approbation	43
V2022-181	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Modification d'agrément de candidature - Société PB Saint Roch - Lot VIII b3 - Approbation	45
V2022-182	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation	47
V2022-183	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation	50
V2022-184	Zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SE 106, SE 264, SE 260, SE 261 et SE 114a situées avenue Nina Simone à Montpellier - Approbation	53

PARTIE I - DELIBERATIONS

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-185	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition à SNCF Réseau des parcelles cadastrées OL n°22 et OL n°76p - Rue du Mas Saint Pierre / Rue de Montels Saint Pierre - Approbation	56
V2022-186	Quartier Les Cévennes - Acquisition à l'Etat du Gymnase Bernard Jouanique Rue Coligny - Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260 - Approbation	59
V2022-187	Halle des Sports - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue du Val de Montferrand - Parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 - Approbation	62
V2022-188	Contournement Nîmes Montpellier - Cession de parcelles à SNCF Réseau - Approbation	65
V2022-189	Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont (CEMG) - Bilan de la Concertation et arrêt du dossier définitif du projet - Avis du Conseil municipal	67
V2022-190	Projet de Zone à Faibles Émissions (ZFE) - Avis du Conseil municipal	73
V2022-191	Poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement dans le quartier Celleneuve - Mise à jour du règlement - Approbation	76
V2022-206	Appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" - Soutien de la Ville de Montpellier à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	78
V2022-207	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	82
V2022-211	Foyer Le Parc, 227 rue du Mas de Villaret à Montpellier - Projet de réhabilitation et agrandissement des chambres des Unités 2 et 3 - Garantie d'emprunt à l'association UNAPEI - Approbation - Autorisation de signature	8487
V2022-223	Convention de mise à disposition d'un local associatif entre la Ville de Montpellier et l'Association Chèvre-feuille étoilée - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature	87
V2022-224	Chapelle Saint-Charles - Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	89
V2022-225	Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature	91
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-151	Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	95
V2022-166	Dénominations de voies et espaces publics - Approbation	97
V2022-197	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	104
V2022-201	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2022 - Approbation	109
V2022-203	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2022 - Approbation	112

PARTIE I - DELIBERATIONS

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-205	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	114
V2022-212	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2022 - Approbation	117
V2022-213	Subventions des thématiques "Egalités et droits des femmes" - Exercice 2022 - Approbation	122
V2022-214	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	125
V2022-215	Prévention spécialisée - Convention pluriannuelle 2019-2022 entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et l'Association de Prévention Spécialisée de l'Hérault (APS34) - Avenant - Approbation - Autorisation de signature	128
V2022-222	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	131
V2022-242	Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation	134
V2022-243	Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Constitution de la société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation	138
V2022-244	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation, la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon, la Banque Populaire du Midi, la Chambre des Métiers de l'Hérault et l'association CLCV - Approbation	144
V2022-245	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation	147
V2022-250	Procès-verbal du Conseil municipal du 29 mars 2022 - Approbation	152
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-159	Conseil des étrangers de Montpellier - Création	155
V2022-160	Soutien à l'action du docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier - Nîmes - Autorisation de signature	159
V2022-173	Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat de l'AOC Languedoc pour l'organisation d'une manifestation vin, terroir, et culture au Domaine d'Ô 2022 - Autorisation de signature	162
V2022-192	Exonération des droits de terrasses - Place de la Comédie - Approbation	165
V2022-193	Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation	167
V2022-194	Bar-Restaurant Théâtre Jean Vilar - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature	170

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-195	Bar-Restaurant-Cafétéria-Complexe sportif Léon Cazal - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature	173
V2022-196	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la société Artpress dans le cadre de l'exposition "Après l'école, biennale Artpress des jeunes artistes" - Autorisation de signature	176
V2022-198	Travaux de rénovation des terrains de sports - Approbation	179
V2022-199	Convention de mise à disposition d'un local associatif à l'Association Sportive Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature	181
V2022-200	Convention d'occupation du domaine public d'une partie d'une parcelle cadastrée OB n° 0049 au MUC Omnisports - Approbation - Autorisation de signature	184
V2022-219	Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de signature	186
V2022-220	Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Premier d'Aragon à l'association Hola-là - Approbation d'un loyer minoré - Autorisation de signature	190
V2022-221	Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau du Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors) - Approbation	192
N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2022-153	Achats publics durables - Adoption du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) 2022/2026	195
V2022-156	Compte administratif et compte de gestion 2021 de la Ville de Montpellier - Approbation	199
V2022-157	Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre exercice 2021 - Approbation	204
V2022-226	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobilier de bureau - Approbation - Autorisation de signature	207
V2022-227	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour la location de tentes, bungalows et WC autonomes - Approbation - Autorisation de signature	209
V2022-228	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels pour l'achat d'outillages tous types - Approbation - Autorisation de signature	211
V2022-229	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Juvignac, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez pour l'achat de fournitures et la maintenance des matériels de protection incendie - Approbation - Autorisation de signature	213

PARTIE I - DELIBERATIONS

N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2022-230	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature	215
V2022-231	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audiovisuels - Approbation - Autorisation de signature	217
V2022-232	Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs - Approbation	219
V2022-233	Autorisation permanente accordée au comptable public dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier - Approbation	221
V2022-234	Revalorisation du taux des vacations des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et des centres de loisirs adolescents des Maisons Pour Tous - Approbation	223
V2022-235	Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	225
V2022-236	Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature	227
V2022-237	Modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile - Modification - Approbation	230
V2022-238	Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	233
V2022-239	Tableau des Emplois et des Effectifs - Modification - Approbation	236
V2022-240	Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures - Approbation	239
V2022-241	Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Approbation	242
V2022-246	Rapports Annuels des Délégués de Service Public de l'exercice 2021 - Approbation	245
V2022-248	Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation	248
V2022-249	Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation	251
N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2022-152	Solidarité envers les déplacés ukrainiens - Attribution de subvention et mise à disposition gracieuse - Approbation	255
V2022-161	Dispositif Maguelone - Réseau de zones refuges - Convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault - Règlement d'engagement - Autorisation de signature	258

PARTIE I - DELIBERATIONS

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2022-162	Dépistage du cancer du sein par une unité mobile dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville - Approbation - Attribution de subvention	261
V2022-163	Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Autorisation de signature	264
V2022-167	Création d'une crèche municipale dans le quartier de la Pompignane - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature	267
V2022-168	Convention entre le Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) et la Ville de Montpellier pour la réservation de berceaux dans les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature	270
V2022-174	Parution du recueil de nouvelles "Mystères de Montpellier", Tome 13 à l'occasion de La Comédie du Livre 2022 - Convention de Partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Approbation - Autorisation de signature	272
V2022-175	Participation de la Ville de Montpellier aux séjours vacances d'été 2022 - Approbation	274
V2022-176	Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en faveur d'associations - Conventions d'occupation - Subventions en nature - Approbation - Autorisation de signature	277
V2022-202	Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Approbation	281
V2022-204	Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous - Approbation - Autorisation de signature	283
V2022-208	Convention relative à la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et des associations locales de protection animale - Autorisation de signature	286
V2022-209	Attribution d'une subvention pour la création d'un chenil solidaire dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	288
V2022-210	Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2022 - Approbation	291
V2022-216	Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature	296
V2022-217	Organisation d'activités "Sécurité Routière" dans les écoles maternelles et élémentaires - Interventions de la Police Municipale - Convention 2022-2023 entre la Ville de Montpellier et l'Éducation nationale - Approbation - Autorisation de signature	298
V2022-218	Réserve Communale de Sécurité Civile - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture du risque - Autorisation de signature	300
V2022-247	Rapport 2020-2021 de la Commission Communale pour l'Accessibilité - Approbation	303

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Mikel SEBLIN

**Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Hérault Énergie, le
Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour la réalisation d'une
chaufferie bois-énergie commune et d'un réseau technique pour le groupe scolaire
Anne Franck, Charles Dickens et le collège des Aiguerelles - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite développer l'usage des énergies renouvelables sur son propre patrimoine.

Hérault Energies, le département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques baptisé « *HERable* ».

La Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont sollicité Hérault Energies pour étudier les possibilités de remplacement des chaufferies à énergie fossile par des solutions d'énergies renouvelables thermiques et la mise en œuvre d'un réseau technique. L'étude menée conclue à une faisabilité technico-économique pertinente de ce projet de chaufferie bois-énergie commune avec une répartition des consommations de 70 % pour le collège des Aiguerelles et de 30 % pour le groupe scolaire Anne-Franck / Charles-Dickens. Il est proposé que ce ratio soit appliqué pour le plan de financement.

Hérault Energies, dans le cadre de ses compétences, assurera pour le compte de la Ville de Montpellier et du

Département de l'Hérault, la maîtrise d'ouvrage déléguée de la réalisation de l'opération ; une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée est proposée en ce sens.

Selon le plan prévisionnel de financement :

- Le montant total de l'opération est estimé à 416 000 € HT, soit 499 200 € TTC ;
- Le montant des subventions est estimé à 256 000 € pour les collectivités ;
- Le reste à payer pour la Ville de Montpellier est de 72 960 € TTC soit près de 30 % de la part incombant aux collectivités ;
- Les 70% restant sont à la charge du département de l'Hérault, soit 170 240 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le plan de financement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention maîtrise d'ouvrage déléguée Aiguerelles

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192745-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Mikel SEBLIN

**Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) -
Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les communes concourent à la lutte contre l'effet de serre par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le projet porté par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC) poursuit notamment les buts suivants :

- Actions de sobriété et efficacité énergétiques ;
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bois-énergie, géothermie...) ;
- Lutte contre le dérèglement climatique ;
- Utilisation rationnelle de l'eau.

Son rôle est aussi d'accompagner les collectivités et plus globalement les professionnels dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie et de l'eau, et de développement des énergies renouvelables. Son action peut prendre plusieurs formes : information, conseil, formation, accompagnement et expertise technique, veille juridique et technologique, etc.

Ainsi, l'ALEC a pris en charge le Guichet unique de la Rénovation énergétique qui consiste à apporter un conseil personnalisé aux particuliers qui souhaitent engager des travaux de rénovation thermique de leur

logement et à les accompagner à toutes les étapes de leur projet. Sur la Ville de Montpellier, le public-cible identifié est celui des copropriétés, notamment les passoires thermiques. Cette action auprès des publics les plus fragiles contribuera à réduire la précarité énergétique.

L'ALEC a sollicité auprès de la Ville de Montpellier une subvention de 45 798 € pour le fonctionnement de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation d'une subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ALEC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192663-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD

**Participation à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune dans le cadre
du programme Territoires à VivreS - Attribution d'une subvention à l'association
FR CIVAM Occitanie - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du programme national Territoires à VivreS, 26 organisations du territoire montpellierain se sont regroupées pour concevoir une expérimentation visant à lutter contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès à une alimentation durable pour tous.

On estime à 61 000 le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté à Montpellier, soit 26 % de la population. Ce taux atteint 60 % dans certains quartiers prioritaires comme la Mosson. Ces chiffres permettent d'appréhender le nombre d'habitants susceptibles de vivre des difficultés financières d'accès à l'alimentation, qui plus est de qualité.

Via Territoires à VivreS, il s'agit d'expérimenter de nouvelles formes de solidarités et de coopérations territoriales autour de l'alimentation, qui puissent répondre aux problèmes d'inégalités d'accès à une alimentation de qualité et de santé publique, tout en contribuant au développement d'un système alimentaire local plus démocratique, écologique, solidaire et inclusif. A la suite d'un travail de réflexion où la Ville de Montpellier a été associée, il a été décidé d'expérimenter la mise en place d'une caisse alimentaire commune inspirée du principe universel de Sécurité Sociale de l'Alimentation.

Cette caisse vise à favoriser l'accès des habitants à des aliments sains, produits dans des conditions écologiques, et de contribuer au développement de l'agriculture locale et de circuits de distribution durables (en termes de santé, d'environnement, d'égalité d'accès, de juste prix pour les producteurs, etc.). Elle est pensée comme un budget commun issu de fonds publics, privés, et citoyens. Elle est gérée de manière démocratique par un comité citoyen de l'alimentation qui décide de son fonctionnement. Elle est accessible à tous les habitants volontaires, en situation de précarité ou pas, dans un objectif de mixité sociale et de non stigmatisation. Chacun cotise en fonction de ses moyens et tous dépensent 100 € chaque mois dans un circuit de distribution conventionné, via La Graine qui est la monnaie solidaire, locale et citoyenne de Montpellier. La cotisation varie selon les moyens de chacun, allant de 0 % de prise en charge des 100 € pour les plus modestes, à plus de 100% pour ceux le souhaitant.

Territoires à VivreS projette d'expérimenter la caisse avec 350 habitants a minima la première année.

Les quartiers prioritaires pour lancer l'expérimentation sont la Mosson, Celleneuve, Près d'Arènes, Les Aubes, Croix d'Argent et le centre-ville. Les lieux identifiés en fonction dans le circuit de distribution conventionné sont le Marché paysan des Aubes, le Marché de Celleneuve, l'Esperluette, les groupements d'achats de Vrac & Cocinas, le groupement d'achat de produits frais de la 5e saison, et le supermarché coopératif La Cagette. D'autres lieux pourront s'ajouter sur décision du comité citoyen.

La Ville de Montpellier a confirmé son intérêt pour s'impliquer dans l'expérimentation, dans une démarche de co-construction d'un dispositif pérenne d'action publique et dans la perspective de l'alimentation comme « commun ». La Ville mobilise donc toute son énergie pour tendre vers une ville plus solidaire, inclusive et égalitaire sur les questions d'accès à une alimentation de qualité et de lutte contre la précarité.

Il est ainsi proposé d'accorder une subvention de projet de 15 000 € à l'association FR CIVAM Occitanie pour abonder la caisse alimentaire commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 8 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Territoires à Vivre S

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192317-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 11/07/22
Réception en Préfecture : 11/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Charles SULTAN, Annie YAGUE

**Quartier Centre Les Arceaux - Acquisition de l'immeuble Hôtel Les Fauvettes - 8
rue Bonnard - Parcelle cadastrée BW 64 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé une politique volontariste en matière d'action sociale à destination des publics en grande précarité ou difficulté sociale. Cette volonté s'est traduite notamment par le développement de l'habitat intercalaire depuis plusieurs mois sur le territoire communal en partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de la cessation de son activité, la SAS JACQUIN, propriétaire de l'hôtel des Fauvettes, 8 rue Bonnard, a informé la Ville de Montpellier et le CCAS de la mise en vente de ce bien et de son fonds de commerce.

Cet hôtel, régulièrement mobilisé pour reloger des personnes en situation d'urgence gérées par la Ville de Montpellier dans le cadre des astreintes, par le CCAS ou le Département de l'Hérault, permettrait à la Ville de se doter de façon pérenne de places d'hébergement en centre-ville.

Cet établissement permet à ce jour l'accueil d'environ 27 personnes réparties dans 18 chambres distribuées dans deux corps de bâtiment séparés par une cour jardin. Le premier corps de bâtiment, de belle facture, date de la fin du XIX^{ème} siècle et ouvre sur la rue Bonnard. Le deuxième, construit dans les années 50, très certainement remanié dans les années 70, se situe à l'arrière de la cour intérieure. Les deux constructions

sont reliées par un petit bâti qui abrite la buanderie et la chaufferie. La surface totale loi Carrez est de 325 m².

La SAS JACQUIN a donné son accord pour céder à la Ville de Montpellier, les murs ainsi que le fonds de commerce de l'hôtel situés sur la parcelle bâtie cadastrée BW 64, moyennant le prix de 1 000 000 € (un million d'euros) toutes indemnités confondues. Ce prix se décompose selon les modalités suivantes : 600 000 € pour l'acquisition des murs et 400 000 € pour l'indemnisation du fonds de commerce. Ce prix est conforme à l'avis du Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès de la SAS JACQUIN de la parcelle cadastrée BW 64, située 8 rue Bonnard à Montpellier, d'une superficie cadastrale de 289 m², ainsi que du fonds de commerce de l'hôtel des Fauvettes, moyennant le prix de 1 000 000 € (un million d'euros) toutes indemnités confondues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193299-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSÉ, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN,
Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia
HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA,
Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON,
Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard
TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN,
Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à
Mustapha MAJDOUL, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant
donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie
MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia
HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à
Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant
donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ
ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Catherine RIBOT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK

Adhésion à l'association "Organisme de Foncier Solidaire (OFS) de Montpellier Méditerranée Métropole" - Désignation - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération n°M2021-513 de novembre 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création de
l'association « *Organisme de Foncier Solidaire de la Métropole de Montpellier* » pour répondre aux besoins
de production d'une offre de logement abordable pérenne dans le temps à destination des ménages modestes
et de la classe moyenne.

L'Organisme de Foncier Solidaire (OFS), sans but lucratif, est le seul dispositif d'accession abordable à la
propriété pérenne dans le temps, le montage reposant sur la dissociation entre le bâti et le foncier :

- L'accédant à la propriété achète à TVA réduite uniquement son logement c'est-à-dire les murs ;
- Il loue le terrain sur lequel est construit son logement (ou une partie du terrain pour les immeubles
collectifs), à l'OFS qui reste propriétaire du terrain ;
- Le dispositif cible des ménages sous conditions de ressources à la première acquisition et à chaque
mutation avec maintien du plafonnement des prix de cession (caractère solidaire et anti-spéculatif).

L'OFS métropolitain se fixe comme objectif à moyen terme la réalisation de 400 logements en Bail Réel
Solidaire (BRS) à produire chaque année, dont une majorité à Montpellier, avec une montée en charge
progressive. L'OFS Métropolitain se conformera aux plafonds de prix et de ressources définis pour
l'accession abordable par Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n°M2021-216 de juin 2021.

Par ailleurs, le montant de la redevance que les ménages devront acquitter pour le loyer du BRS devra se situer aux alentours de 1,30€/m²/mois.

Les statuts de l'OFS métropolitain, approuvés par l'ensemble des membres fondateurs lors de l'Assemblée Générale constitutive de l'association le 30 mars 2022, prévoient 3 collèges de membres :

- Les membres fondateurs : Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, la SERM et FDI Habitat ;
- Les membres de droits : toutes les communes de la Métropole intéressées par les projets de l'OFS ;
- Les membres associés : personnes physiques ou morales intéressées pour soutenir le projet de l'OFS.

Les instances de gouvernance de l'association inscrites dans les statuts sont :

- Un Bureau constitué de représentants des membres fondateurs ;
- Un Conseil d'Administration constitué des représentants des membres fondateurs et d'un représentant de chacun des deux autres collèges (1 commune et 1 membre associé) ;
- Une Assemblée Générale avec l'ensemble des membres fondateurs qui fonctionne avec une pondération des droits de votes (60% pour le collège des membres fondateurs, 20% pour le collège des membres de droit et 20% pour le collège des membres associés).

Le Conseil d'Administration de l'OFS Métropolitain du 14 avril 2022 a élu Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Madame Claudine VASSAS-MEJRI, à la Présidence de l'association.

Il est proposé l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'OFS moyennant une cotisation annuelle de 500 €. Il est également proposé la désignation d'un élu titulaire pour représenter la Ville de Montpellier au sein de l'OFS.

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Caroline DUFOIX.

Il est proposé au Conseil municipal de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée, cette désignation prend effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association « Organisme de Foncier Solidaire de la Métropole de Montpellier » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver la désignation d'un élu titulaire en tant que représentant de la ville de Montpellier au sein de l'Organisme de Foncier Solidaire et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline DUFOIX.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-190320-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michael DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michael DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN

Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Cité de l'alimentation - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°34 - 53 avenue du Marché gare - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, par une délibération en date du 26 juillet 2021, a approuvé la création d'une Cité de l'alimentation, inscrite dans le vaste projet de rénovation de la restauration scolaire de la Ville visant à une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire et à l'éducation des jeunes générations.

Il a été décidé d'implanter cette Cité de l'alimentation sur un terrain jouxtant le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole, qui conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre. Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant

pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, en particulier de logistique urbaine à ce titre, ou de dynamisation commerciale. Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Cependant, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) *La Restanque* de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de ville. La modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le secteur du MIN pour le conforter dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la Cité de l'alimentation à proximité.

Afin de saisir les opportunités foncières, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pré-opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) le 30 décembre 2019 portant sur le Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable. Dans le cadre de cette convention, l'EPF Occitanie a acquis les parcelles cadastrées OL32-34-73. La convention prévoit un rachat des fonciers acquis par la Métropole ou tout opérateur qu'elle aura désigné.

Dans le cadre de la construction de la Cité de l'alimentation, la Ville de Montpellier a sollicité l'EPF Occitanie afin de se porter acquéreur de la parcelle cadastrée OL34, située 53 avenue du Marché Gare, d'une superficie de 9 663 m², sur laquelle se situent un entrepôt et des bureaux destinés à la démolition.

Il est proposé d'acquérir ce bien au prix de revient transmis par l'EPF Occitanie, soit 3 466 877,20 € TTC (trois millions quatre-cent soixante-six mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt centimes toutes taxes comprises), conformément à l'avis des Domaines.

Le prix de l'acquisition sera versé en trois paiements : une première échéance de 500 000 € (cinq cent mille euros) à la signature de l'acte authentique en 2022, une deuxième échéance de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) en 2023 à la date anniversaire de l'acte au plus tard, puis le solde en 2024 au plus tard douze mois après la deuxième échéance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée OL34 située 53 avenue du Marché Gare, dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, propriété de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, au prix de 3 466 877,20 € TTC (trois millions quatre-cent soixante-six mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt centimes toutes taxes comprises), frais de notaire en sus ;
- D'approuver l'échéancier de versement en trois fois du prix de vente en 2022, 2023 et 2024 ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis domaines OL 34

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193138-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Tasime AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN,
Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET,
Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha
MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan
NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia
SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN,
Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à
Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARLY, Clare HART ayant donné
pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane
MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu
REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Patricia MIRALLES ayant
donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-
MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ,
Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT,
Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia
SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Politique alimentaire - Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) sur le sujet des pédagogies culinaires et leurs impacts sur le discours de prévention des risques de pathologies associées à l'alimentation des enfants - Approbation - Autorisation de signature

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier développe une politique alimentaire ambitieuse notamment dans ses restaurants
scolaires et le concrétise dans son projet de Cité de l'alimentation. Elle travaille notamment à la structuration
des filières d'approvisionnement local pour permettre un approvisionnement en produits locaux de qualité et
ou sous label Agriculture Biologique. Les menus proposés sont élaborés par les équipes diététique et
production pour proposer une grande qualité sanitaire, gustative, le plus de plats faits maison, et de diminuer
la part des aliments ultra transformés, à l'origine de nombreuses maladie telle l'obésité ou le diabète. De plus
un programme de sensibilisation à une alimentation durable est conduit dans un panel d'écoles chaque
année.

Dans le cadre de la création de la Cité de l'alimentation et les enjeux forts liés au projet de mandat actuel,
l'apport d'une doctorante en thèse sur l'accompagnement pédagogique de la transition alimentaire en faveur
de la santé préservée de l'enfant est une opportunité exceptionnelle pour la Ville de Montpellier et la
Direction de la Politique Alimentaire. Le programme, validé par la recherche et le savoir-faire d'un

chercheur, dont l'intérêt est national et sociétal, fait l'objet d'une thèse. Cette thèse portera sur deux axes :

- 1/ Comment la pédagogie culinaire centrée sur les pratiques végétariennes proposées en restauration scolaire soutient-elle un discours de prévention des risques d'obésité chez les digitales natives ?
- 2/ Comment la pédagogie culinaire centrée sur des pratiques de consommation de proximité soutient-elle un discours de prévention des pathologies associées à l'alimentation des enfants ?

La candidate Madame Marjorie MALLET CONSTANTIN, doctorante au sein de l'école Territoires, Temps, Société et Développement est particulièrement sensible au projet de la cité de l'alimentation porté par la Ville de Montpellier, et souhaite participer à cette construction.

Une Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) a pour objectif de cofinancer la formation d'un doctorant qui servira de support à la préparation de sa thèse. Il est ainsi proposé d'engager une thèse de « recherche action », sous la forme d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry – Montpellier 3 qui fera l'objet d'un contrat à durée déterminée de droit privé financé par la Ville, et pour une part par une subvention de l'Etat versée par l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT), organisme responsable de la gestion des fonds dédiés. La rémunération de la doctorante sera de minimum 23 484 € par an sur 3 ans.

Sous réserve de sa validation par l'ANRT, la direction de thèse sera assurée par le LERASS (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales) – Université Paul Valéry Montpellier 3, et le tutorat par la Direction de la Politique Alimentaire de la ville de Montpellier dans le cadre d'une CIFRE.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la Convention Industrielle de Formation par la Recherche ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CIFRE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-187707-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHIE

**Marché global de performance pour la Cité de l'alimentation - Approbation du
recours à la procédure de dialogue compétitif, jury, primes**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 30 juillet 2020 la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, en engageant une étude sur l'optimisation de la production alimentaire. Il s'agit d'inscrire la restauration scolaire dans une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts (filieres locales d'agriculture urbaine et/ou péri-urbaine), qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire, et à l'éducation des jeunes générations.

L'Unité Centrale de Production (UCP) de la restauration scolaire de la Ville de Montpellier est en service depuis 1982. Elle a été réhabilitée une première fois dans les années 1993/1994 afin de se mettre aux normes et de pouvoir répondre à un besoin croissant ; ces travaux lui permettant d'assurer dans un premier temps, la fabrication et la livraison de 8 500 repas par jour en moyenne. En septembre 2020, la production conjuguée de l'UCP atteint un seuil de production de 12 600 repas/jour. L'évolution du nombre de repas à servir chaque jour implique une évolution des infrastructures.

Par délibération du 26 juillet 2021 la Ville de Montpellier a approuvé la construction d'une Cité de l'Alimentation adossée au Marché d'Intérêt National (MIN) contenant :

- Une Unité de Production Alimentaire (UPA) de 16 000 repas pour la Ville dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Une Base Logistique de Transformation Primaire (BLTP) pour la Ville et la Métropole dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Un tiers lieu (épicerie solidaire, lieu ressource pédagogique...) avec des cours de cuisine, notamment pour les enfants dont l'objectif est une ouverture en 2025 ;
- Un bus pédagogique itinérant, permettant de décentraliser les animations dont l'objectif est une mise en service en 2025 ;
- Un jardin pédagogique, dont l'objectif est une ouverture en 2026.

Le projet global de la Cité de l'Alimentation est estimé à 39.2 M€.

Pour réaliser ces travaux, il est proposé, conformément à l'article L.2171-1 du Code de la commande publique, de passer un marché global de performances qui permet de mener conjointement la conception, la réalisation mais également l'exploitation et la maintenance de ce nouvel équipement. Ce type de contrat est particulièrement adapté au projet envisagé car il permet :

- Une approche globale du projet et une appréhension transversale des problématiques, qui devrait réduire les risques d'interface entre les intervenants et optimiser les délais ;
- Une responsabilisation du constructeur sur la conception et la réalisation ;
- L'assurance d'une garantie dans le temps, pendant la phase d'exploitation, des performances contractuelles, la rémunération du titulaire du contrat pour l'exploitation et la maintenance étant liée à l'atteinte des engagements de performances.

En effet, comme le précise l'article L.2171-3 du Code de la commande publique, le marché global de performance comporte des objectifs et engagements de performance mesurables, définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique.

En application de l'article R. 2171-15 du Code de la commande publique, la procédure suivie pour conclure ce marché global sera celle du dialogue compétitif. C'est en effet la procédure qui semble la plus adaptée aux objectifs de performance fixés dans le cadre des marchés globaux de performance, puisque l'acheteur :

- Définit ses besoins et ses exigences dans l'avis de marché et, le cas échéant, dans un programme fonctionnel ou un projet partiellement défini ;
- Dialogue avec les candidats retenus afin d'identifier et définir avec chacun d'entre eux, les moyens et solutions de nature à satisfaire au mieux ses besoins, tous les aspects du marché pouvant être discutés avec les participants sélectionnés ;
- Invite chaque candidat, lorsqu'il estime que le dialogue est arrivé à son terme, à déposer une offre.

Un jury sera sollicité afin d'émettre un avis motivé sur les candidats à retenir, d'examiner les prestations remises, d'auditionner les candidats et de formuler un avis motivé. Il se prononce notamment concernant l'octroi des primes aux candidats sélectionnés. En effet, dans la mesure où ils doivent remettre des prestations comprenant notamment un Avant-Projet Sommaire (APS), une prime, représentative du coût des études de conception, avec un abattement maximum de 20 %, doit leur être attribuée.

A l'issue, et tenant compte de l'avis du jury, la commission d'appel d'offres choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le planning de l'opération prévoit le lancement de l'appel à candidatures au cours de l'été 2022, avec une phase de consultation qui permettra de désigner un titulaire à l'automne 2023, les phases études, construction et mise en route des équipements permettant d'envisager une mise en service en 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement d'une procédure de dialogue compétitif afin de conclure un marché global de performance concernant la future Cité de l'Alimentation ;
- De décider que trois candidats seront admis au dialogue, après la phase de sélection des candidats, chaque équipe recevant une prime maximale d'un montant de 200 000 € HT ;
- De dire que le jury sera composé comme la commission d'appel d'offres, à laquelle se joindront des personnalités ayant une qualification équivalente à celles des candidats dans la matière objet de la consultation ;
- D'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192668-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Soutien de la Ville de Montpellier pour le premier Festival d'Agropol'Eat -
Approbation**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier œuvre en faveur de l'agroécologie, de la biodiversité et de l'alimentation durable à travers de nombreuses actions participatives : le déploiement des jardins partagés et familiaux sur le territoire de la Ville, des ateliers de jardinage biologique Montpellier Main verte, le développement de l'Agriparc du Mas Nouguier, les nouveaux Agriparcs municipaux en projets comme les Buisses, mais aussi le programme « *ma cantine autrement* » autour de la distribution des repas dans les écoles maternelles, primaires et les centres de loisirs de la Ville de Montpellier, et le déploiement du projet de la Cité de l'Alimentation. Agropol'Eat est un collectif qui réunit des citoyens et acteurs de l'alimentation durable (ingénieurs agronome, chercheurs, agriculteurs), qui a vocation à s'étendre et à rassembler toutes les personnes qui souhaitent participer à l'émergence d'événements et d'activités collectives autour de l'alimentation durable et sur le campus d'Agropolis. Il est à l'origine de la création d'un marché de producteurs hebdomadaire présent sur le parvis d'Agropolis International.

Agropol'Eat, lance cette année sa première édition du Agropol'Eat festival. Un festival dédié à alimentation durable et à la biodiversité sur le site de la base nautique de Lavalette, au niveau de l'ancien orphelinat, le dimanche 3 juillet, de 10h à 22h.

Ce festival tout public et gratuit proposera :

- Des stands et animations sur alimentation durable et biodiversité pour petits et grands (en partenariat avec des organismes de recherche et d'enseignements, des associations) ;
- Un marché de producteurs locaux et un banquet du monde sur la base d'ateliers de cuisine participative ;
- Des balades guidées et contées pour mieux appréhender le site et son patrimoine naturel et historique (en partenariat avec le Parc zoologique de Lunaret, des associations naturalistes locales, le SYBLE (Syndicat du Bassin du Lez), la base de canoë-kayak de Lavalette) ;
- Des spectacles, animations et expositions ;
- Des débats et conférences.

Il rassemble plus d'une trentaine de partenaires : associations, institutions de recherche et d'enseignements du campus Agropolis, producteurs agricoles, club sportif... Le festival fait partie des événements phares de la saison été des « 4 saisons de l'agroécologie » mis en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole. Ce festival est soutenu aussi par la Région Occitanie.

La Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien et son appui à l'organisation du Festival Agropol'Eat à travers :

- La mise à disposition du site et le prêt de matériel ;
- La prise en charge des branchements électriques et en eau potable ;
- La prise en charge de frais liés au gardiennage et à la sécurité du site pendant la durée du festival ;
- La présence d'un stand des services de la Ville – avec un atelier bouturage et des animations sur le Parc Zoologique de Lunaret ;
- La présence de représentants de la Ville pendant un temps institutionnel dédié ;
- Un relai sur la communication autour de l'évènement.

Les frais pour la Ville s'élèvent à 4 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le soutien logistique et l'appui de la Ville à l'organisation du festival Agropol'eat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194872-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARLY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Protocole de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction
départementale des finances publiques de l'Hérault (DDFIP34) en matière de
changements d'usage - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

En application de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation, l'affectation de locaux à usage d'habitation au profit d'un autre usage (commerce, activité professionnelle, bureaux ...) nécessite à Montpellier l'obtention d'une autorisation préalable de changement d'usage délivrée par le Maire. A ce titre, constitue un changement d'usage, le fait de louer un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile.

Par délibération n°M2021-315 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré un règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage et déterminant les compensations dans la commune de Montpellier.

Par délibération n°V2021-422 du 30 novembre 2021, la Ville de Montpellier, en application de l'article L.324-1-1 du Code du tourisme, a institué une procédure d'enregistrement obligatoire des meublés de tourisme à compter du 31 décembre 2021. La procédure du numéro d'enregistrement a pour objectif de permettre le contrôle à posteriori du respect de la réglementation, sans pouvoir réguler l'entrée sur le marché

des loueurs.

Par ces dispositifs, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont la volonté de prendre les mesures nécessaires pour préserver l'équilibre entre le logement et les activités économiques et de contrôler l'essor des locations meublées touristiques afin de ne pas aggraver le manque de logements et ainsi de limiter la tension sur le marché immobilier, et préserver l'équilibre des quartiers.

La mise en œuvre de la réglementation du changement d'usage nécessite un contrôle *a priori* qui résulte de l'instruction des autorisations de changement d'usage par la Ville de Montpellier. Elle rend nécessaire également un contrôle *a posteriori* des locaux à usage d'habitation dont l'affectation a été modifiée sans autorisation, ou en méconnaissance de l'autorisation délivrée. La méconnaissance des règles du changement d'usage est passible des sanctions prévues aux articles L. 651-2 et L. 651-3 du Code de la construction et de l'habitation, et le non-respect de la procédure d'enregistrement des meublés de tourisme est sanctionné par les articles L.324-1-1 et suivants du Code du tourisme.

Considérant que certaines informations détenues par la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault (DDFiP 34) sont nécessaires dans le cadre des contrôles *a posteriori* et au traitement des infractions à la réglementation du changement d'usage, il convient de formaliser l'échange de données entre la DDFIP 34 et la Ville de Montpellier dans un protocole de partenariat.

Ce protocole a pour objet d'organiser et faciliter les échanges de données à caractère personnel entre les agents assermentés de l'Unité changement d'usage agissant pour le compte de la Ville de Montpellier et la DDFiP 34, en application des articles L.135 B et L.125 du livre des procédures fiscales. Les informations transmises lors des missions définies par ce protocole sont couvertes par le secret professionnel et soumises aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ce protocole fera l'objet d'une évaluation à l'issue de la première année de mise en œuvre. Dans ce cadre, des observations seront faites et des améliorations apportées par chacune des deux parties, notamment si des dysfonctionnements étaient constatés. Le protocole est signé pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole de partenariat entre la Ville de Montpellier et la DDFIP34 en matière de changements d'usage ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexes Protocole

- Protocole DDFiP 34.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188459-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Quartier des Cévennes - Projet de création d'un périmètre délimité des abords du
Château et du Parc de la Piscine protégés au titre des monuments historiques -
Avis favorable**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose, sur son territoire, de nombreux sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale, dont le Château de la Piscine et son parc situés avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes. Protégés au titre des Monuments Historiques par arrêté ministériel du 11 décembre 1942, le Château et le Parc de la Piscine bénéficient d'un périmètre de protection dit « *des 500 mètres* » à leurs abords.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) et de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), l'Architecte des Bâtiments de France a proposé de circonscrire ce périmètre de protection aux espaces réellement intéressants au plan patrimonial et qui participent effectivement à la préservation de leur environnement et à l'amélioration de leur qualité. Cette proposition, dite de « *périmètre délimité des abords* » (PDA), s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément à l'article R.621-93 du Code du patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite l'avis de la Ville de Montpellier sur cette proposition avant de se prononcer à son tour sur ce projet de PDA.

Situé avenue de Lodève, le Château de la Piscine constitue avec son parc un ensemble patrimonial d'exception pour la Ville de Montpellier. D'abord mas, puis métairie de la Peyssine au XV^{ème} siècle, il devient un rendez-vous de chasse au XVII^{ème} siècle agrémenté d'un château en 1672. Transformé en « *folie montpellieraine* » au XVIII^{ème} siècle par J.J. François Gaspard RICHER, président à la cour des comptes de Montpellier, le bâtiment présente une architecture classique aux proportions remarquables. Articulé autour d'un axe nord-sud, le site comprend également chapelle, orangerie, pièce d'eau, sculptures, jardins à la française, au cœur d'un parc majestueux.

Progressivement réduit par le développement urbain, le Domaine de la Piscine a perdu une partie de sa surface d'origine. La création d'une Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) en 2006, transformée en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) « *Avenue de Lodève-Château de la Piscine* » en 2017, a permis de protéger les éléments paysagers remarquables qui perdurent autour de ce site patrimonial et le long de l'avenue de Lodève et qui valorisent les abords du Château et du Parc de la Piscine.

Au vu de ces éléments, il convient aujourd'hui de faire évoluer le périmètre de protection dit « *des 500 mètres* » du Château et du Parc de la Piscine, dans lequel l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France doit être recueilli pour toute demande d'autorisation de travaux, pour le limiter aux secteurs méritant une réelle attention et le rendre ainsi plus pertinent. La création d'un périmètre délimité des abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine protégés au titre des Monuments Historiques, qui viendra se substituer de plein droit à l'actuel périmètre de protection dit « *des 500 mètres* » et dont les limites figurent en annexe 1 de la présente délibération, apparaît fondée. A l'intérieur de ce PDA, le recueil de l'avis de l'ABF restera obligatoire pour instruire toute demande d'autorisation de travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de création d'un périmètre délimité des abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine protégés au titre des Monuments Historiques ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à mener à bien cette procédure soumise à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1_Périmètre PDA Château Piscine
- Annexe 2_Note justificative PDA Chateau Piscine

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192959-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande
d'agrément de candidature de Bacotec (Lot n°5c1) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) dans le quartier Croix d'Argent constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment dans Montpellier Méditerranée Métropole.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des « Industries Culturelles et Créatives » (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « d'écosystème urbain » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de Bacotec pour le lot n°5c1 de la ZAC du quartier de la cité créative.

Maître d'ouvrage :	Bacotec
Localisation du projet :	Section HY n°569a
Surface du lot :	831 m ²
Nature du projet :	23 logements collectifs en accession libre.
SDP envisagée :	1 700 m ²
SDP maximale autorisée :	1 785 m ²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de Bacotec en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs en accession libre sur le lot 5c1 de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main-levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées:

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Localisation lot 5c1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193567-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasime AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARLY, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Demande
d'agrément de candidature - Oc Santé - Lot 11 A - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking...) et privés (hôtels...). Par ailleurs, elle accueille un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Oc Santé en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 11 A de la ZAC, la réalisation d'une cour de promenade type « cantou ».

Dénomination du candidat : OC Santé

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch – Lot 11A

Parcelles cadastrées : section EV n°583 issue de la parcelle 436

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 300 m²

Nature du projet : Réalisation d'une cour promenade pour les résidents de l'EHPAD des Glycines

SDP envisagée : 0 m² SDP

SDP maximale autorisée : 0 m² SDP

La SERM précise que la candidature de Oc Santé prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de OC santé pour la réalisation de la cour promenade type « cantou » lot 11A de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-190984-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Modification d'agrément de candidature - Société PB Saint Roch - Lot VIII b3 - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1 300 à 1 500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking, ...) et privés (hôtels, ...). Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer le changement de nom du bénéficiaire. Le bénéficiaire de cet agrément est désormais dénommé la société PB Saint Roch en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VIII.b3 de la ZAC, la réalisation d'une opération accueillant des bureaux, de la restauration et une messagerie urbaine :

Dénomination du candidat : Société PB Saint Roch

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch - Lot VIII.b3

Parcelles cadastrées : section EV 534p et EV 577p

Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément : 1 355 m²

Nature du projet : bâtiment de bureaux, restauration et messagerie urbaine.

SDP envisagée : 4 800 m² SDP

SDP maximale autorisée : 5 300 m² SDP

La SERM précise que la Société PB Saint Roch prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le changement de nom du bénéficiaire de cet agrément, la société PB Saint Roch en remplacement de SAS Inédya et IDEC/Bureau & Co pour la construction de bureaux, restauration et messagerie urbaine sur le lot VIII.b3 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192743A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

A Port Marianne, dans le cadre de son projet urbain, la Ville de Montpellier a souhaité engager une vaste opération d'aménagement, plus connue sous le nom de Parc Marianne.

Le 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes d'une convention publique d'aménagement (devenue concession d'aménagement) liant la Ville à la SERM (société d'équipement de la région montpelliéraine), dénommée « *Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier* », sur une emprise initiale de 40 ha environ couvrant les secteurs de Parc Marianne, de Mas de Barlet, le secteur nord-est de la place Ernest-Granier, et le secteur du collège de Port Marianne. L'aménagement des avenues Raymond-Dugrand, Nina-Simone et Joan-Miro fait partie des missions concédées à la SERM.

Au sein de cette concession, la Ville et son aménageur réalisent progressivement différentes opérations d'aménagement, ayant permis la construction de nombreux logements en mixité sociale, de programmes tertiaires, de deux groupes scolaires, ainsi que l'aménagement du parc et des espaces publics dont les trois voiries primaires citées précédemment, notamment :

- La « *Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne-Parc Marianne* », créée en octobre 2004 ;

- L'extension de cette ZAC, créée en juin 2006.

Au cours des années, le Conseil municipal a approuvé plusieurs évolutions de la concession d'aménagement, dont une extension de son périmètre sur une partie du secteur de la Baume en juillet 2011, le long de l'avenue Raymond-Dugrand, puis une extension de ce même périmètre en octobre 2018 sur le secteur nord de la Baume, portant sa superficie totale à 51 ha.

En 2022, sont en cours d'étude et de développement au sein de la concession d'aménagement, le secteur Mas de Barlet en ZAC, le secteur de Projet Urbain Partenarial (PUP) Mas Combelle, le secteur de la Baume, pour lequel est envisagée la création d'une ZAC, ainsi que le secteur du collège, pour lesquels des aménagements d'espaces publics sont en cours de réalisation. Les voiries primaires de la concession sont partiellement achevées.

La Ville de Montpellier souhaite poursuivre l'aménagement de ces opérations complexes et accompagner la SERM dans ses démarches. Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SERM pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SERM, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur l'emprunt suivant :

Emprunt ARKEA :

- Montant de 5 000 000 €, à contracter auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels
- Durée : 2 ans ;
- Taux fixe : 0,98 % ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Frais de dossier : 5 000 € ;
- **Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.**

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la garantie d'emprunt à la SERM, conformément aux articles L.2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- De garantir 80 % de l'emprunt de 5 000 000 € sollicité par la SERM auprès d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, soit 4 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Offre d'emprunt ARKEA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192013-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophie MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jacques Cœur -
Concession d'aménagement - Garantie d'emprunt à la SERM - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'opération Jacques Cœur est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées au début des années 1990 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 juillet 1995.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la SARL ARCHIMEDE, constituée des architectes A. GARCIA-DIAZ, F. FONTÈS et Ph. BONON, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) par une concession d'aménagement signée en 1997 et le dossier de création de Zone d'aménagement concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal du 27 février 1997. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 27 juillet 1999.

Cette ZAC couvre une surface de 9,6 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation

d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux.

La Ville de Montpellier souhaite poursuivre l'aménagement de ces opérations complexes et accompagner la SERM dans ses démarches. Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 16 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SERM pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SERM, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur l'emprunt suivant :

Emprunt Crédit Mutuel :

- Montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de Crédit Mutuel
- Durée : 6 ans ;
- Taux fixe : 0,80 % par an ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Frais de dossier : 2 000 € ;
- **Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.**

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la garantie d'emprunt à la SERM, conformément aux articles L.2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- De garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 € sollicité par la SERM auprès de Crédit Mutuel, soit 1 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Offre d'emprunt SERM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193376-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-République - Cession à la
SA3M des parcelles cadastrées SE 106, SE 264, SE 260, SE 261 et SE 114a situées
avenue Nina Simone à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concerté (ZAC), dont la création a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics. Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signé le 7 avril 2015.

La Ville, propriétaire de 21 parcelles pour une superficie totale de 69 082 m², cède à son aménageur, la SA3M, une partie de ces terrains pour une superficie d'environ 54 885 m² pour permettre la réalisation de l'opération, tout en conservant en propriété les espaces dévolus aux voiries, cheminements, espaces naturels et de rétention.

Par avis du 13 juillet 2017, les services fiscaux ont évalué les terrains à céder à 3 761 113 € (trois millions sept cent soixante et un mille cent treize euros), soit le prix de revient de ce foncier appartenant à la Ville.

Un phasage des acquisitions a été envisagé pour permettre un échelonnement des paiements sur la durée de l'opération, afin de ne pas pénaliser d'autant le bilan prévisionnel de la ZAC, engendrer des frais financiers et une participation d'équilibre complémentaire par la Ville. Il a ainsi été proposé par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 d'échelonner les cessions foncières en quatre actes distincts et, pour chacun, le paiement, de façon à lisser les dépenses de la ZAC Port Marianne-République correspondant aux acquisitions foncières auprès du concédant.

Par un premier acte notarié du 20 décembre 2017, la Ville a cédé quatre parcelles pour une superficie de 7 311 m² au prix de 1 183 549,01 €. Par un deuxième acte du 5 décembre 2019, elle a cédé huit parcelles pour une superficie de 3 111 m² au prix de 1 648 406,58 €, suivi d'un acte complémentaire signé le 26 juin 2020 d'une superficie de 1 222 m² au prix de 57 152 €. Par un troisième acte du 8 novembre 2021, elle a cédé quatre parcelles pour une superficie de 7 412 m² au prix de 841 785,60 €.

Pour le quatrième acte, la SA3M sollicite l'acquisition de terrains d'une superficie totale de 9151 m² au prix fixé par les Domaines le 12 janvier 2022 de 330 479 € net vendeur. Le parcellaire concerné est le suivant :

N° cadastral	adresse	Superficie	Prix de cession
SE 106	Avenue Nina-Simone	3 504 m ²	72 428 €
SE 264		308 m ²	
SE 260		1 439 m ²	84 132 €
SE 261		685 m ²	18 549 €
SE 114a (document d'arpentage en cours)		3 215 m ²	153 974 €
total		9 151 m²	330 479 €

La mise en place d'un échéancier permettant le paiement en deux versements est envisagé :

- 165 239,50 € nets vendeur à la signature de l'acte, fin 2022 ;
- 165 239,50 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées SE 106, SE 264, SE 260, SE 261 et SE 114a pour une superficie totale de 9151 m² au prix de 330 479 € HT (trois cent trente mille quatre cent soixante-dix-neuf euros HT) ;
- De demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis des domaines
- plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193136-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSÉ, Jean-Dominique DELAVEAU, Michaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN,
Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET,
Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha
MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan
NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia
SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN,
Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à
Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Clare HART ayant donné
pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophie
MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu
REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant
donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-
MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ,
Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT,
Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia
SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition à SNCF Réseau des parcelles cadastrées OL n°22 et OL n°76p - Rue du Mas Saint Pierre / Rue de Montels Saint Pierre - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes situé au Sud de
la commune, à travers une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de
la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint- Martin et de Tournezy.

Les premières études initiées début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier
par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2008. Un concours
d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération
l'atelier Nebout pour la conception de ce projet. L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la
Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2012 et pour
une durée de 30 ans. Le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par
le Conseil municipal du 30 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics
correspondants ont, quant à eux, été approuvés le 19 décembre 2019.

La ZAC couvre une surface de 125 hectares, sur la base d'un programme prévisionnel portant sur la création de logements, commerces, activités et équipements publics, notamment des équipements de proximités indispensables à une véritable vie de quartier (écoles, parcs, espaces publics requalifiés et paysagers...), mais aussi des équipements structurants pour la Ville et la Métropole tels que la cité alimentaire durable, la modernisation du Marché d'Intérêt National ou la construction d'une caserne de pompiers.

Le périmètre de la ZAC inclut le stade Jean-Scialo, anciennement stade Cholet, en cours d'acquisition par la Ville de Montpellier auprès de SNCF, pour lequel un programme ambitieux d'aménagement sportif est également en cours d'élaboration.

Afin de faciliter la gestion et l'entretien des abords du stade, il est proposé d'acquérir auprès de SNCF Réseau une parcelle complémentaire d'une surface d'environ 1 066 m², cadastrée OL 76p, en nature de talus en friche, située au Nord du stade. Compte tenu du transfert de charges que représente cette parcelle, il est proposé une acquisition à l'euro symbolique, avec dispense de versement, confirmée par l'estimation des Domaines en date du 3 mai 2022.

Par ailleurs, à proximité, SNCF réseau a fait connaître à la Ville de Montpellier son souhait de céder une parcelle de terrain nu, elle aussi en friche, cadastrée OL n°22, d'une surface de 244 m², dont elle est propriétaire. La Ville de Montpellier et son concessionnaire étant propriétaires de parcelles voisines cadastrées OL n°23-24-25, il apparaît opportun pour la Ville d'acquérir cette parcelle afin d'avoir la maîtrise foncière pleine et entière de ce sous-secteur et permettre le redimensionnement de la rue du Montels Saint Pierre, en accompagnement notamment du programme de construction de la caserne de secours.

Il est convenu d'acquérir la parcelle cadastrée OL n°22 au prix de 2 440 € (deux mille quatre cent quarante euros) nets, frais de notaire en sus, conformément à l'avis des Domaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès de SNCF Réseau des parcelles cadastrées OL n°22, située rue de Montels Saint Pierre, d'une surface d'environ 244 m² et OL n° 76p, d'une surface d'environ 1 066 m², située rue du Mas Saint Pierre, ZAC de la Restanque à Montpellier, au prix de 2 440 euros (deux mille quatre cent quarante euros) nets, frais de notaire en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des Domaines OL 76 p

- Avis des Domaines OL 22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194779-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture : 05/07/22

Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARLY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Quartier Les Cévennes - Acquisition à l'Etat du Gymnase Bernard Jouanique
Rue Coligny - Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'Etat est propriétaire des parcelles cadastrées MS 259 et MS 260 situées rue Coligny à Montpellier dans le quartier des Cévennes. Cette assiette foncière supporte le gymnase municipal Bernard-Jouanique, un espace paysager, une aire de jeux pour enfants, un local technique et la rue Jacques-Dalcroze.

Cette propriété, alors en nature de terrain nu, a été acquise par l'Etat à titre gratuit le 20 novembre 1968 auprès du Département de l'Hérault et de la Ville de Montpellier, propriétaires indivis initiaux. Depuis 1979, la Ville occupe le site, initialement par le biais d'un bail emphytéotique conclu avec SupAgro, affectataire de l'Etat, et, depuis 2015, par une convention d'occupation venant à échéance le 31 décembre 2022 moyennant une redevance annuelle d'un montant de 4 533 €. En 1984, la Ville a construit le gymnase Bernard-Jouanique, puis amélioré le site et l'équipement par de nombreux investissements. Situé en riveraineté immédiate de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété des Cévennes, il a été retenu par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) au titre des opérations d'intérêt régional du Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU).

La Ville, souhaitant pérenniser la vocation sociale de cet équipement sportif indispensable à la vie du

quartier, a sollicité l'Etat en vue de racheter ce foncier pour procéder à son réaménagement complet dans le cadre du projet ANRU Cévennes, et notamment l'espace public attenant. L'aménagement comportera une dominante végétale de type parc public avec la plantation d'arbres, l'amélioration des aires de jeux pour enfants, des passages piétons sécurisés et des aires de stationnement paysager.

L'Etat et Montpellier SupAgro ayant déclaré l'inutilité du bien pour leurs services, il est envisagé la cession du bien à la Ville par la signature d'un acte de vente avant la fin de l'année 2022, échéance de la convention d'occupation de la Ville. Le Pôle des Evaluations Domaniales a évalué le bien à 50 000 € (cinquante mille euros) en janvier 2022, tenant compte des investissements réalisés par la Ville depuis 1984 et des projections d'investissements à venir dans le cadre de l'opération ANRU.

Le Conseil départemental de l'Hérault et la Ville avaient imposé, du fait de la gratuité de la cession, dans l'acte d'acquisition du 20 novembre 1968, une clause résolutoire visant le maintien de l'affectation ayant motivé ladite vente, soit l'installation de l'Ecole Supérieure d'Agronomie, évitant toute possibilité de valorisation économique. Le Conseil départemental présente la proposition de renonciation à ladite clause à sa commission permanente du 27 juin 2022, la Ville étant bénéficiaire de la vente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la renonciation à la clause résolutoire incluse dans l'acte de vente du 20 novembre 1968 de la Ville de Montpellier et du Conseil départemental de l'Hérault, en ce qui concerne la parcelle anciennement cadastrée K 1004, devenue parcelles MS 259 et MS 260, situées rue Coligny à Montpellier et supportant le gymnase Bernard-Jouanique ;
- D'autoriser l'acquisition auprès de l'Etat des parcelles cadastrées MS 259 et MS 260, d'une contenance cadastrale totale de 6440 m², moyennant le prix de 50 000 € (cinquante mille euros) ;
- De demander à Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Hind EMAD, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Estimation des Domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194763-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARLY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Halle des Sports - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier
et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue du Val de Montferrand -
Parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Sport, Montpellier Méditerranée Métropole gère les grands équipements structurants ou ayant pour vocation le développement de pratiques sportives de niveau national et ou international. La Métropole assure la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements sportifs qui profitent à l'ensemble du territoire de la Métropole.

Le Palais des sports René-Bougnol accueille l'équipe de handball professionnelle et intègre ce dispositif. Il a été mis à disposition de Montpellier Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, le 6 juin 2003 par la Ville de Montpellier.

En 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a réaménagé le parvis et le hall d'accueil du Palais des Sports en vue d'assurer la conformité de l'équipement aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et à ouvrir largement le parvis vers l'extérieur.

La Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles d'assiette occupées par le stade municipal Jeannot-Véga et par le Palais des Sports René-Bougnol, or Montpellier Méditerranée Métropole souhaite désormais engager l'extension du palais des sports et accompagner fortement le développement des clubs

professionnels, en particulier le Montpellier Handball. Le coût prévisionnel d'investissement du programme a été estimé entre 65 et 70 M € HT.

En vue de sécuriser son investissement, Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville la conclusion d'un bail emphytéotique administratif sur les parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 qui lui appartiennent, à l'euro symbolique, compte tenu du montant prévisionnel d'investissement, et de l'opération d'intérêt public objet du bail, revenant à terme en propriété municipale, après avis du Pôle d'Evaluation Domaniale. La durée proposée pour le contrat est de 50 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'occupation des parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32, propriétés de la Ville, pour une durée de 50 ans, moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique ;
- De dire que Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, sera chargé de la réitération de l'acte ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à l'aménagement, sur les parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Maryse FAYE, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines
- Bail emphyteotique.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195160-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Contournement Nîmes Montpellier - Cession de parcelles à SNCF Réseau - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé sur le territoire des communes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle accueille la gare Sud de France et ses infrastructures, liées à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse dénommée Contournement Nîmes Montpellier (CNM) mise en service le 10 décembre 2017.

Depuis 1989, la Ville de Montpellier a constitué des réserves foncières importantes sur ce secteur, dans une perspective d'anticiper les évolutions du territoire et de poursuivre le développement vers la mer. La Méjanelle, devenue opération d'intérêt métropolitain dénommée Cambacérès, a vu le développement des grandes infrastructures Autoroute A9 et CNM qui accompagnent également le développement urbain de cette zone sur sa partie Nord entre l'A709 et l'A9 dans un premier temps.

Aujourd'hui les périmètres des grandes infrastructures sont fixés et confirmés dans leurs domaines publics respectifs intégrant à la fois les ouvrages et leurs accessoires. Cette confirmation permet de procéder aux régularisations foncières nécessaires. Ainsi, la cession de parcelles appartenant à la Ville de Montpellier à SNCF Réseau, à la suite de l'établissement du domaine public ferroviaire constitué autour du CNM et conformément à l'exploitation de l'infrastructure existante est nécessaire.

Le parcellaire concerné est le suivant : SN 62p, SP 97, SP 99, SP 101, SP 81, SP 84, SP 105, ST 121, ST 122,

ST 123, ST124, SP 107, ST 75, ST 61, ST 73, ST 74, SS 46, pour une surface totale de 56 434 m² environ. Les documents d'arpentage, à l'issue desquels la surface à céder sera définitive, sont en cours d'élaboration.

L'avis du Domaine prévoit un prix de cession de 30 euros/m² de terrain nu avec un abattement de 50 % lié à la configuration des infrastructures ferroviaires, soit un prix total d'environ 846 510 € hors taxes net vendeur, à confirmer à la suite du document d'arpentage.

Enfin, la cession intervient dans le cadre de l'exclusion du champ d'application de la procédure de mise en vente publique prévue par règlement du Conseil municipal, l'acquéreur étant une personne morale de droit privé agissant au nom et pour le compte d'une personne publique conformément à la délibération du 24 avril 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à SNCF Réseau, des parcelles cadastrées SN 62p, SP 97, SP 99, SP 101, SP 81, SP 84, SP 105, ST 121, ST 122, ST 123, ST124, SP 107, ST 75, ST 61, ST 73, ST 74, SS 46, soit une surface totale vendue de 56 434 m² environ, pour un prix de cession de 846 510 € environ hors taxes et net vendeur ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194764-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSÉ, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN,
Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET,
Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha
MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan
NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia
SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN,
Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à
Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Clara HART ayant donné
pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane
MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu
REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant
donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-
MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ,
Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT,
Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia
SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont (CEMG) - Bilan de la Concertation et arrêt du dossier définitif du projet - Avis du Conseil municipal

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération n°M2021-318 du 28 juillet 2021, le conseil de Métropole a approuvé le programme et
l'enveloppe financière prévisionnelle du Centre d'exploitation et de maintenance de Grammont (dit CEMG),
ainsi que l'engagement et les modalités de la concertation. Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a
délibéré dans les mêmes termes le 26 juillet 2021.

La concertation s'est déroulée du 30/01/2022 au 02/05/2022, selon les modalités décrites dans les
délibérations visées ci-dessus.

Cette délibération intervient postérieurement à la délibération métropolitaine du 31 mai 2022 du fait des
contraintes liées au calendrier des instances respectives des deux collectivités.

1 - Rappel de l'objet et des objectifs du projet soumis à la concertation

La nouvelle infrastructure envisagée d'un troisième dépôt, situé à l'Est du territoire de la Métropole, et
raccordé au réseau existant dans le secteur d'Odysseum, correspond à la nécessité de soutenir et
d'accompagner le développement des mobilités dans la Métropole. En effet, Montpellier Méditerranée
Métropole réalise des investissements majeurs pour développer l'offre de transports : près d'un milliard
d'euros de projets et travaux ont été programmés, ce qui représente un effort unique en France. Au travers de

ces investissements, qui viennent en accompagnement de la mise en place de la gratuité des transports, Montpellier Méditerranée Métropole veut se donner les moyens d'engager à court terme un véritable choc des mobilités.

Ainsi, par délibération n°M2021-3 du 1er février 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la stratégie mobilités à horizon 2025, qui intègre notamment la mise en service de la Ligne 5 de tramway à fin 2025, la poursuite de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France, la réalisation de cinq lignes de BusTram (Bus à Haut Niveau de Service). Par ailleurs, outre le développement des mobilités, la Métropole mobilise également des moyens pour assurer l'entretien du réseau, avec 70 millions d'euros d'investissement pour accroître la sécurité et le confort du réseau existant.

Rendu nécessaire par le développement du réseau, le Centre d'Exploitation et de Maintenance de Grammont vient compléter le support technique offert par les 2 centres existants en accueillant 40 tramways et 40 bus.

En effet, le Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) et le dépôt de La Jeune Parque sont arrivés à saturation, alors même que le parc va encore connaître une augmentation significative au cours des prochaines années, avec 60 à 77 rames de tramway en cours d'acquisition, une augmentation du parc bus à la suite de la mise en place de la gratuité, et l'acquisition du matériel roulant des BusTram. Les sites du CEMH et de Jeune Parque, situés sur le bassin Ouest du territoire, n'étant pas en capacité d'accueillir cette augmentation du parc tramway et bus, et ne présentant aucune possibilités d'évolution qui permettraient de le faire, la création d'un nouveau dépôt, est indispensable.

Au Sud du Domaine de Grammont, le secteur encadré par l'autoroute A709 au Sud, par l'avenue de Grammont à l'Ouest, et par l'avenue Albert-Einstein au Nord, localisé sur le territoire de la Commune de Montpellier, répond aux caractéristiques nécessaires à l'implantation d'un centre d'exploitation et de maintenance de transports publics urbains, bus et tramways pour les raisons suivantes :

- Une excellente desserte routière (pour la mise en ligne des bus) ;
- Une proximité avec une ligne de tramway (pour la mise en ligne des rames) ;
- Une superficie suffisante pour les besoins de l'infrastructure à court terme et une possibilité d'évolution au-delà.

Raccordé à la Ligne 1 au niveau d'Odysseum, le CEMG permettra une exploitation optimisée des 5 lignes de tramway et 5 lignes de BusTram, grâce à son positionnement stratégique couvrant l'Est du réseau.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Réaliser un nouveau dépôt, capable d'accueillir 39 tramways et 40 bus ;
- Créer un raccordement technique, en voie double, entre le nouveau dépôt et la Ligne 1 dans le secteur d'Odysseum ;

Ces nouveaux équipements doivent :

- Permettre une gestion flexible et évolutive de l'exploitation et de la maintenance du réseau de transports publics entre les trois sites des Hirondelles, Jeune Parque, et Grammont ;
- Contribuer à renforcer le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements ;
- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale sur les secteurs de Grammont et Odysseum.

2 - Caractéristiques principales du projet soumis à la concertation

Le nouveau dépôt est implanté sur le site de Grammont, seul terrain identifié sur le territoire de la Métropole qui réponde aux besoins fonctionnels d'un centre de maintenance. L'analyse des impacts environnementaux du projet démontre un impact limité et la conception du projet s'attachera à s'inscrire dans la démarche « Éviter > Réduire > Compenser » les différents impacts du projet. Elle veillera à s'inscrire également dans les objectifs de la loi Climat.

Trois variantes de tracé étaient soumises à la concertation, pour le raccordement entre le centre de maintenance (CEM) et le réseau existant dans le secteur d'Odysseum (Ligne 1) :

- Par l'avenue Georges-Méliès : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par la rue Georges-Méliès et la place de Lisbonne, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé ;
- Par le boulevard Télémaque : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du

- Zénith, passe sous l'avenue Pierre-Mendès-France par la rue de la Mogère, passe par carrefour de Madrid, puis par le boulevard Télémaque, et se raccorde à la Ligne 1 ;
- Par l'avenue Pierre-Mendès-France : le tracé traverse l'avenue de Grammont au Nord du rond-point du Zénith, emprunte l'avenue Pierre-Mendès-France, descend à la place de Lisbonne en passant entre le site de la Région Occitanie et le site de FDI Habitat, puis par la rue Georges-Méliès, et se raccorde à la Ligne 1 à l'angle du parking Circé.

3 - Rappel des modalités de la concertation :

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 28/07/2021 :

- Affichage de la délibération du 28/07/2021 définissant le programme, l'enveloppe et les modalités de la concertation, au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier ;
- Publication d'article(s) d'information dans les journaux d'information des collectivités concernées par l'opération ;
- Exposition publique avec ouverture d'un registre pour que le public fasse part de ses avis et de ses suggestions ;
- Dématérialisation de cette exposition publique avec ouverture d'un registre par voie électronique ;
- Organisation d'une réunion publique, annoncée(s) par voie de presse ;
- Organisation d'une réunion de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture ;
- Organisation d'une réunion avec les acteurs du centre commercial Odysseum.

La phase de concertation a duré trois mois (du 30 janvier au 2 mai 2022) et a été précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichage d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur les lieux concernés.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, aux avis émis par les personnes publiques consultées et de formuler des observations et des propositions. Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

4 – Bilan de la concertation

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé afin d'être présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

a) Une participation bien ciblée

- Les acteurs ayant été les plus mobilisés sont les riverains directs du projet, tant les particuliers que les représentants du centre commercial Odysseum, dont le fonctionnement est directement impacté par 2 des 3 variantes de tracé ;
- Le grand public s'est moins mobilisé (une vingtaine de participants à la réunion publique, et 34 contributions écrites), ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs :
 - La réalisation du projet impacte peu de riverains, dont il est notable qu'ils se sont pratiquement tous manifestés ;
 - En l'absence de desserte commerciale, peu d'usagers se sont sentis concernés ; même s'il convient de souligner une proportion importante de contributions regrettant l'absence d'une station à Grammont.

La qualité de la participation à cette concertation donne donc de bonnes garanties sur l'information et l'expression des personnes directement concernées par le projet. Ces dernières ont pu exprimer leurs avis et observations, même si le « volume » de contributions pourrait être estimé faible.

b) Synthèse des observations et avis exprimés

On dénombre, hors double comptes (participant s'étant exprimé via plusieurs canaux) :

- 31 contributions portées aux registres ;
- 3 courriers adressés au maître d'ouvrage (Chambre des métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et de l'Industrie, et un riverain) ;
- 7 avis exprimés lors de la réunion publique du 17/03 ;
- 1 avis exprimé par la Chambre d'Agriculture lors de la réunion du 16/02/2022.

Ces contributions (quel qu'en soit le support) se classent selon 4 grands thèmes, certaines abordant plusieurs thèmes :

- **Choix du tracé de la variante de raccordement du CEMG**

La moitié des contributions (25/72) exprime un avis sur les variantes de tracé proposées.

Les avis explicitement exprimés se répartissent comme suit :

- Variante Télémaque : 1 pour 8 contre
- Variante Méliès : 4 pour 8 contre
- Variante Mendès-France : 27 pour 7 contre
- Autre proposition : 12
- Ne se prononcent pas : 25

Il ressort une préférence notable pour la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France. Cette préférence est globalement motivée par :

- Des impacts moindres sur les propriétés jouxtant le projet ;
- La limitation des impacts sur la circulation : les flux circulatoires dans le centre commercial Odysseum ne sont pas impactés, et l'insertion de la plateforme en terre-plein central est identifiée comme limitant les incidences sur le trafic très important de l'avenue Pierre-Mendès-France ;
- Le fait qu'il s'agit du tracé le plus direct pour rejoindre le réseau tramway existant.

Les observations du public concernent très majoritairement son incidence sur les conditions de circulation et sur les impacts sur les propriétés qui jouxtent le projet. 8 des avis exprimés abordent les incidences environnementales du projet : principalement les nuisances sonores, les impacts sur les aménagements paysagers (avec des contributions soulignant les problèmes liés aux pins, et une remarque sur la ressource en eau) ;

- **La question des stations** : on dénombre 13 avis regrettant que le projet ne comporte pas de station pour desservir le secteur de Grammont ;
- **Organisation des mobilités et du réseau TaM** : une quinzaine de contributions expriment des observations à ce sujet ;
- **Préoccupations propres aux riverains directs du tracé** : 7 riverains directement impactés par le projet se sont exprimés pour faire valoir leurs intérêts ou interroger sur les modalités de prise en compte des impacts du projet sur leurs propriétés.

c) Bilan et enseignements de la concertation

En synthèse des avis exprimés :

- Parmi les trois variantes de tracé soumises à la concertation, la variante empruntant l'avenue Pierre-Mendès-France emporte le plus l'adhésion. Il s'agit de la variante qui génère le moins d'impacts sur la circulation et les propriétés qui jouxtent le projet ;
- Un regret est exprimé quant à l'absence de desserte commerciale de Grammont, et plus largement du quartier du Millénaire ;
- Les riverains directs du projet se sont manifestés pour que leur situation personnelle soit prise en compte dès l'amont, sans émettre d'opposition au projet en lui-même.

Les études du projet se poursuivront donc sur le site du CEMG et sur sa voie technique de raccordement passant sur l'avenue Pierre Mendès-France.

La Métropole réaffirme par ailleurs sa démarche d'inscrire à long terme ce projet dans une politique globale de développement des mobilités, qui se poursuivra avec des projets de développement du secteur de Grammont et de sa desserte en transports publics, comme de celle du Millénaire et du quartier de la Lironde. Plusieurs mesures seront mises à l'étude dans un second temps, comme la réalisation d'un parc-relais dans

ce secteur, et la création d'une ligne commerciale, avec une ou plusieurs stations dans le secteur de Grammont. En ce sens, le choix de la variante de tracé par l'avenue Pierre-Mendès-France est celui qui préserve le mieux cette vision pour l'avenir. C'est pourquoi à court terme, le maître d'ouvrage veillera à ce que le projet conserve le maximum de capacités dans le temps pour permettre de poursuivre le développement du secteur de Grammont.

La variante retenue ayant des impacts fort sur le caractère paysager de l'entrée de Ville, la Métropole s'engage à porter une attention toute particulière au projet de requalification paysagère qui accompagnera l'implantation de la plateforme du tramway sur le terre-plein central de l'avenue Mendès-France. Dans la même volonté de minimiser les impacts du projet, la Métropole prendra attache auprès des riverains directs du projet, pour engager avec eux un dialogue visant à ce que leurs intérêts soient préservés au maximum.

La concertation aura permis au public d'accéder aux informations relatives au projet, incluant notamment les différentes options de tracé des voies de raccordement pendant une durée de trois mois. Elle leur aura aussi permis de formuler des avis et des observations sur le projet.

5 – Dossier définitif du projet

La définition du projet nécessite la poursuite des études, en tenant compte :

- Du choix opéré à l'issue de la concertation : localisation du Centre de Maintenance sur le site de Grammont, et raccordement au réseau existant par une voie technique empruntant l'avenue Pierre-Mendes-France ;
- Des orientations dégagées par le bilan de la concertation.

Les études techniques et environnementales vont donc se poursuivre conformément au Bilan de la concertation. L'arrêt définitif du projet interviendra à l'issue de ces études, tout comme l'approbation des dossiers préalables à l'enquête publique unique à intervenir au titre des différentes législations applicables (autorisation environnementale, déclaration d'utilité publique, etc.).

Le dossier de concertation, le bilan de la concertation et la présente délibération seront tenus à la disposition du public pour information.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation d'un nouveau centre d'exploitation et de maintenance tramways et bus de la Métropole ;
- D'émettre un avis favorable à la localisation du futur dépôt sur le site proposé au sud du domaine de Grammont à Montpellier et son raccordement au réseau existant dans le secteur d'Odyseum, par la variante de tracé empruntant l'avenue Pierre Mendès-France ;
- D'émettre un avis favorable à la poursuite des études sur la base du projet retenu, ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- D'émettre un avis favorable sur les mesures portées en conclusion du bilan de la concertation pour tenir compte des avis exprimés, et plus particulièrement la nécessité d'une requalification paysagère accompagnant l'implantation des ouvrages sur l'avenue Pierre Mendès France, la limitation des impacts sur les propriétaires riveraines et l'inscription à long terme du projet dans une politique globale de développement des mobilités dans les secteurs urbains les plus proches ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CEMG_Bilan de concertation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191841-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Tasime AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARLY, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophie MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Projet de Zone à Faibles Émissions (ZFE) - Avis du Conseil municipal

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré en faveur du projet de Zone à Faibles Emissions (ZFE) le 25 janvier 2022. Ce projet a depuis fait l'objet d'une participation du public jusqu'au 6 mars et de la consultation des fédérations professionnelles et des personnes publiques associées jusqu'en fin mai. Au titre de la concertation en cours, le Conseil municipal est sollicité afin d'apporter son avis au projet de ZFE.

Ce projet a pour but d'agir en faveur de la qualité de l'air en réglementant la circulation des véhicules les plus polluants. Cette mesure s'accompagne par la politique de décarbonation des mobilités menées actuellement par la Métropole.

La pollution atmosphérique est responsable de 40 à 50 000 décès par an à l'échelle de la France. L'Etat est sommé d'agir par l'Europe et les associations environnementales. Les lois d'orientation des mobilités en 2019, puis climat et résilience en 2021, ont ainsi acté la création de 47 ZFE en France d'ici 2025. Pour 2021, l'organisme de suivi de la qualité de l'air, ATMO Occitanie, estime que sur 100 jours, un seul jour se caractérise par une « bonne » qualité de l'air, 59 jours « moyens », 29 jours « dégradés » et 7 jours « mauvais ». Actuellement, plus de 2 000 habitants de la Métropole, en majorité à Montpellier, subissent les dépassements de la valeur limite pour les dioxydes d'azote. L'instauration d'une ZFE a pour but de réduire les émissions de polluants tels que les particules fines (PM10 et PM2.5) ou les oxydes d'azote (NOx). Elle

s'accompagne d'une réduction des Gaz à Effet de Serre émis par les déplacements.

Plusieurs actions sont menées par la Métropole et la Ville pour respecter cette trajectoire :

- Basculement des flottes publiques vers des véhicules à faibles émissions : bus, bennes à ordures ménagères, flotte des services, etc. ;
- Développer des agriparc et végétalisation de l'espace public ;
- Planification à travers le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et Plan de Mobilité (PDM) ;
- Développement du réseau (ligne 5 de tramway, 5 BusTram) et gratuité des transports en commun en 2024 ;
- Développement d'un réseau structurant vélo et aide à l'achat de vélo à assistance électrique étendue aux professionnels ;
- Déploiement d'une politique publique de logistique urbaine.

La ZFE de Montpellier est caractérisée par 4 points :

- Elle est effective en permanence, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
- Elle concerne tous les véhicules motorisés routiers : 2 roues motorisés, véhicule léger, véhicule utilitaire léger, poids-lourds, bus et autocar. Les engins agricoles ou de chantier sont exclus du dispositif ;
- Les interdictions de véhicules sont basées sur les vignettes crit'air que chaque véhicule devra posséder pour circuler dans la ZFE. Elles sont échelonnées de la vignette 0/vert pour les véhicules électriques à 5 pour les plus anciens. Les véhicules d'avant 1997 ne bénéficient pas de vignettes (non classé). Le calendrier proposé prévoit d'interdire les poids-lourds diesel d'ici le 1^{er} janvier 2025 (crit'air 2, 3, 4, 5 et non classé). A cette date, les véhicules utilitaires légers et les véhicules légers crit'air 3, 4, 5 ou non classés seront interdits ;
- Le périmètre géographique concernant l'interdiction : une première phase est prévue de juillet 2022 à juillet 2026 et s'appliquera aux 11 communes centres de la métropole : Montpellier, Lattes, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, Saint Jean de Védas, Juvignac, Grabels, Clapiers, Jacou, Le Crès, Castelnau-le-Lez. Puis, à partir de 2026, il est envisagé que l'ensemble des communes de la Métropole sera concerné.

Il est proposé d'approuver la mise en place du projet ZFE par Montpellier Méditerranée Métropole sur la Ville de Montpellier en formulant un avis favorable.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- De formuler un avis favorable sur le projet de ZFE de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.
Pour : 43 voix
Contre : 5 voix
Abstentions : 16 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195229-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasme AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARLY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement dans le quartier Celleneuve - Mise à jour du règlement - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La préservation du patrimoine est un des objectifs de l'opération « Montpellier Grand Cœur » pour améliorer le cadre de vie des quartiers. Le ravalement de façade est une des actions y contribuant.

Ainsi, la Ville de Montpellier a décidé par délibération n°2016/210 du 22 juin 2016, la création d'un périmètre de ravalement obligatoire sur le centre ancien du quartier Celleneuve présentant un caractère patrimonial et des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église classée monument historique (80 % des façades des immeubles méritent d'être ravalées).

Une amélioration du règlement du ravalement a été initiée en juin 2021 en augmentant le taux de subvention à 40 %, avec possibilité d'un subventionnement des programmes partiels de travaux dès lors qu'ils constituent un ensemble homogène, et ce pour rendre plus incitatif l'engagement des travaux.

A ce jour, seuls douze ravalements ont été subventionnés et onze dossiers supplémentaires ont fait l'objet d'un dépôt de demande de subvention avec travaux autorisés. Toutefois, sept nouvelles demandes d'autorisation de travaux complémentaires ont été déposées alors que la fin de la campagne de ravalement est fixée au 30 juin 2022. Afin de ne pas perdre cette dynamique, il est proposé de poursuivre la campagne sur le même périmètre, et avec le même règlement, pour une durée de quatre ans (soit jusqu'au 30 juin 2026).

La Ville souhaite soutenir par cette action l'embellissement du cadre de vie du centre de Celleneuve, en aidant les propriétaires à restaurer leur patrimoine dans un contexte économique qui, depuis la crise sanitaire, s'est affaibli. Il est donc proposé pour les quatre prochaines années, soit jusqu'au 30 juin 2026 :

- De subventionner au taux de 40 % du montant TTC des travaux pour un ravalement complet ; et pour des travaux partiels le taux de 25 %, puis son solde de 15 % après ravalement complet ;
- De mettre à jour le règlement attributif, qui précise les nouvelles dates de poursuite de la campagne de ravalement.

Cette modification est compatible avec le budget prévisionnel global inscrit au Plan pluriannuel d'investissement (PPI) de la Ville jusqu'en 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la poursuite sur quatre ans de la campagne de ravalement obligatoire sur le périmètre de Celleneuve ;
- D'approuver la mise à jour du règlement de ravalement obligatoire du quartier de Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement ravalement Celleneuve_06 2022
- Annexe au Règlement_Cahier prescriptions generales_Celleneuve

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192905-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Nature en ville et
biodiversité

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Appel à projets "Atlas de la Biodiversité Communale" - Soutien de la Ville de Montpellier à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier fait partie des communes constituant Montpellier Méditerranée Métropole. Ce territoire est situé au sein du bassin méditerranéen, considéré comme l'un des « 35 hotspots (points chauds) mondiaux de biodiversité », et abrite ainsi une biodiversité particulièrement riche. Territoires attractifs, les communes de la Métropole connaissent un dynamisme démographique soutenu depuis les dernières décennies. Ce contexte a particulièrement modifié l'aménagement du territoire et a engendré, malgré les efforts menés par les collectivités, des pressions importantes sur le patrimoine naturel. Face à l'érosion de la biodiversité, tant à l'échelle nationale que locale, la réglementation a renforcé la prise en compte de la biodiversité dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé le 18 novembre 2019, tient compte de cet enjeu notamment à travers :

- L'élaboration de la Trame Verte et Bleue (TVB) et la définition de prescriptions réglementaires visant à garantir la fonctionnalité écologique de ces espaces ;

- L'application de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser » (ERC), dont l'étape « Eviter » constitue une étape fondatrice du SCoT ;
- La définition d'une stratégie d'anticipation des mesures compensatoires, etc.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) climat, en cours d'élaboration, poursuit cette démarche ambitieuse au travers des objectifs opérationnels dont :

- La préservation de l'urbanisation pour les sites à enjeux ;
- L'inscription de la TVB au sein d'un zonage indicé ;
- Le maintien d'une part significative d'espaces perméables (objectif 50%) dans les zones urbaines, etc.

En parallèle, exposée aux conséquences du bouleversement climatique, la Ville de Montpellier a mis en place un plan d'actions *Montpellier Ville Nature* qui consiste notamment à protéger son patrimoine arboré exceptionnel mais fragile et menacé, mais aussi à développer et valoriser le végétal avec la plantation de 50 000 arbres et la mise en œuvre de la charte de l'arbre.

Le territoire de la ville de Montpellier accueille une diversité biologique exceptionnelle dont la protection relève d'une responsabilité collective. Cette protection de la biodiversité nécessite de déployer des actions concrètes qui doivent s'inscrire dans le temps ; elle implique également une bonne connaissance des dynamiques de la biodiversité sur les territoires et une adaptation des pratiques d'aménagement et de gestion.

Consciente de ses enjeux la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de tous ses espaces verts et naturels. Dès 1995, une gestion différenciée y a été appliquée permettant d'ajuster au mieux leur entretien à leur usage. Montpellier a depuis fait progressivement évoluer la gestion de ses espaces vers une gestion écologique. Mobilisée dès 2010 dans la constitution d'un plan d'action Biodiversité, la Ville mène depuis de nombreuses actions en faveur de la biodiversité : amélioration de la connaissance, des pratiques de gestion et de la sensibilisation du public. Enfin depuis plus de 10 ans la Ville coordonne le dispositif *Montpellier Main Verte*, un programme de sensibilisation à la place de la nature en ville, à la biodiversité et aux pratiques de jardinage vertueuses.

Parmi ses autres opérations phares actuelles, Montpellier s'investit aussi dans le déploiement du *Bon de Végétalisation* permettant aux montpelliérains de participer à la végétalisation de la ville, ou encore le partenariat avec le Centre de recherche Fonctionnelle et Evolutive du CNRS initiée en 2021. Cet engagement de la Ville de Montpellier se traduit par une volonté d'actions quotidiennes auprès des populations permettant de soutenir la biodiversité sur son territoire.

Par ailleurs, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) a relancé, début 2022, un appel à projets destiné aux communes et intercommunalités souhaitant développer un « *Atlas de la Biodiversité Communale* » (ABC). Cette démarche offre la possibilité aux collectivités d'approfondir les connaissances sur le patrimoine naturel et ses enjeux, à travers la mobilisation des acteurs du territoire, afin de faciliter leur prise en compte dans les politiques locales.

La construction de cet atlas de la biodiversité comporte 4 principaux volets :

- 1 – Elaboration de l'état de l'art des connaissances disponibles sur la biodiversité en vue de déterminer les espèces et les milieux à inventorier ainsi qu'un plan de prospection adapté ;
- 2 – Lancement et animation itérative de la démarche notamment à travers des programmes de sciences participatives destinés aux citoyens, scolaires et services techniques métropolitains et communaux ;
- 3 – Réalisation de l'ABC, permettant d'affiner la connaissance de la biodiversité et des enjeux du territoire ;
- 4 – définition d'un programme d'action post-ABC.

A la fois outil d'information et d'aide à la décision, cette démarche s'inscrit pleinement dans les politiques et projets portés par Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres. Les objectifs de la réalisation d'un atlas de la biodiversité à l'échelle métropolitaine ont été définis conjointement, par la Métropole et ses communes membres, lors d'un atelier partenarial de travail. Il s'agit plus précisément :

- D'améliorer les connaissances sur le patrimoine naturel, à travers des programmes de sciences participatives, afin de disposer d'une connaissance complète, homogène et partagée sur la biodiversité et ses enjeux, sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- De fédérer et de sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire autour de cette démarche afin de favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux de biodiversité ;
- De partager et valoriser le patrimoine naturel local, vecteur d'attractivité, auprès de la population ;
- D'associer les services métropolitains et communaux dans cette démarche et de former à la biodiversité afin d'améliorer la prise en compte des enjeux écologiques dans les projets portés par la Métropole et les communes ;
- D'étayer et d'affiner l'intégration des enjeux écologiques dans les documents de planification territoriale ;
- D'acquérir les connaissances nécessaires pour la mise en œuvre de la Stratégie Biodiversité, co-élaborée avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie ;
- D'agir d'avantage et sur le long terme en faveur de la biodiversité ;
- D'aboutir à la mise en place d'un Observatoire de la biodiversité.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets « Atlas de la Biodiversité Communale ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De soutenir la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets « Atlas de la Biodiversité Communale » ;
- D'approuver que le territoire de la Ville de Montpellier fasse partie du projet d'Atlas de la Biodiversité Communale porté par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194960-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

« NATURE EN VILLE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6058	Sauvegarde du Jardin de la Reine	294	Fonctionnement		2 500 €
31	Société d'Horticulture et d'Histoire Naturelle de l'Hérault SHHNH	292	Fonctionnement		1 500 €

6470	Réseau des semeurs de jardins	291	Fonctionnement		1 500 €
1261	APIEU	289	Projet	Programme de Désimperméabilisation	1 000 €
1457	Mosson Coulée Verte	283	Fonctionnement		2 200 €
TOTAL					8 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre engagement 2022 ECOLOGIE URBAINE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193617-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Foyer Le Parc, 227 rue du Mas de Villaret à Montpellier - Projet de réhabilitation
et agrandissement des chambres des Unités 2 et 3 - Garantie d'emprunt à
l'association UNAPEI - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a déclaré d'intérêt public local les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'union nationale des associations des parents et amis des personnes handicapées mentales (UNAPEI 34) a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer le projet de réhabilitation et l'agrandissement des chambres des Unités 2 et 3 du Foyer "Le Parc" situé au 227 rue du mas de Villaret sur Montpellier. Ce projet répond pleinement aux besoins des personnes en situation de handicap mental accueillies actuellement dans des hébergements vieillissants et trop exigus.

L'emprunt retenu auprès du Crédit Coopératif présente les caractéristiques financières suivantes :

Montant du prêt	473 222 €
Durée de la phase d'amortissement	30 ans
Périodicité des échéances	Mensuelle
Taux d'intérêt	Taux fixe de 1.28 %
Profil d'amortissement	Amortissement linéaire à échéances dégressives
Taux de garantie	20 % soit 94 644,40 €

Ainsi, la **garantie de la Ville est proposée à hauteur de 20%** des montants contractés auprès du Crédit Coopératif. Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 80% restants.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur simple notification du Crédit Coopératif, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements. La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 94 644,40 € représentant 20% de l'emprunt d'un montant de 473 222 €, sollicité par l'UNAPEI 34 auprès du Crédit Coopératif pour la réhabilitation et l'agrandissement des chambres des Unités 2 et 3 du Foyer « Le Parc » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type
- Proposition emprunt

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193799-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de mise à disposition d'un local associatif entre la Ville de Montpellier
et l'Association Chèvre-feuille étoilée - Approbation du loyer minoré -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite mettre à disposition de l'association Chèvre-feuille étoilée un local situé 108 avenue de Toulouse, leur permettant de libérer un local situé 88 bis avenue de Toulouse destiné à faire du logement intercalaire. La Ville propose donc une convention à compter du 1^{er} juillet, jusqu'au 31 décembre 2022, renouvelable une fois.

L'association Chèvre-feuille étoilée est une maison d'édition de femmes, promouvant notamment l'écriture des femmes des pays du pourtour méditerranéen.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Le loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subvention	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
Chèvre-feuille étoilée	108 avenue de Toulouse	13 090 €	13 055 €	35 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de location du domaine privé de la Ville entre la Ville de Montpellier et l'association Chèvre-feuille étoilée ;
- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total de 13 055 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2022 Chèvre feuille étoilée

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192189-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Chapelle Saint-Charles - Convention d'occupation du domaine public entre la
Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du 1^{er} février 2022, la Ville de Montpellier a autorisé l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole à accéder à la Chapelle Saint-Charles dans le cadre des missions qui lui sont dévolues.

Il avait été précisé dans la convention d'occupation du domaine public que l'accueil maximal pour les visites organisées sur ce site ne pouvait excéder plus de 21 personnes. Or ce nombre de personnes maximal ne concerne pas le Chœur de la Chapelle qui, conformément à la réglementation des établissements recevant du public, peut accueillir 200 personnes.

Il est ainsi proposé un avenant n°1 portant sur la possibilité, pour l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole, d'accueillir un nombre de participants aux visites du Chœur de la Chapelle Saint-Charles n'excédant pas 200 personnes. Les autres articles de la convention initiale restent inchangés

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation de la Chapelle Saint-Charles entre l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1 convention occupation domaine Chapelle St-Charles.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191822-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments
de la Métropole - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville et la Métropole ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibération n°12533 du 1^{er} octobre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015. Par délibération n°12997 du 28 mai 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016. Par délibération n°13847 du 26 mai 2016, un avenant n°3 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2018. Par délibération n° M2018-294 du 20 juin 2018, un avenant n°4 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2020. Par délibération n°V2020-092 du 30 juillet 2020, un avenant n°5 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2022.

Compte-tenu, d'une part, de l'avancée du processus de concertation pour la mise en œuvre du schéma de mutualisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée en 2022-2023, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an renouvelable une fois, à compter du 1^{er} juillet 2022.

L'actualisation apportée à l'inventaire des équipements de la liste des bâtiments ainsi que celle des indices, entraîne une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement du service Energie de la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant annuel est porté à 250 199,39 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 6 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 6 convention énergie ville métropole
- Avenant 6 liste bâtiments

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193065-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast
de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, la Ville de Montpellier affiche son soutien total à l'Ukraine en se mobilisant pour financer des opérations humanitaires et soutenir le gouvernement ukrainien.

Un dispositif d'accueil de premier niveau a ainsi été organisé, en partenariat avec l'Etat, la Croix-Rouge et le tissu associatif de la ville. Une aide d'urgence de 100 000 € a été votée à la Ville et à la Métropole pour soutenir le gouvernement ukrainien et financer des opérations humanitaires. De nombreux dons de produits de premières nécessités ont été collectés à la Maison des Relations Internationales permettant l'envoi d'un convoi, composé d'agents, qui a fait route vers la frontière polonaise...

Face à la permanence de l'urgence de la situation, la Ville de Montpellier s'engage aujourd'hui encore et souhaite apporter son soutien aux collectivités ukrainiennes, la ville de Lviv et l'Oblast de Lviv (équivalent de la Métropole). Située à l'Ouest de l'Ukraine, à 70 km de la frontière polonaise, Lviv compte près de 720 000 habitants. Fondée au XII^e siècle, Lviv, ancienne capitale austro-hongroise de Galicie, est marquée par un héritage polonais et austro-hongrois. Depuis 1998, le cœur historique de la ville et son ensemble

architectural sont classés au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

La Ville de Montpellier apporte son soutien à cette ville et son territoire en organisant plusieurs actions marquantes :

- En premier lieu, une grande collecte de fonds est lancée auprès des agents de la Ville de Montpellier, de la Métropole et du CCAS. Cette opération citoyenne, sera l'occasion de faire preuve de fraternité envers nos collègues de Lviv et d'exprimer notre engagement humanitaire en faveur de cette cause importante. Une régie est ainsi créée permettant de récolter des fonds, l'association Lviv local NGOs étant missionnée pour les remettre à la Ville de Lviv. Un pin's de soutien au peuple ukrainien sera remis à chaque contributeur ;
- Un inventaire est en cours auprès des services afin de lister tout matériel réformé qui pourrait être utile à la Ville et à l'Oblast de Lviv, au regard des difficultés actuelles d'approvisionnement : matériel pédagogique et infantile, matériels informatiques culturels ou sportifs... ;
- Enfin, vingt enfants de Lviv et leurs accompagnants vont être accueillis en août dans un centre de vacances situé à la Grande Motte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le lancement d'une campagne d'aides à la Ville et à l'Oblast de Lviv ;
- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la prise en charge des frais afférents à la venue d'un groupe d'enfants de Lviv et de son Oblast ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-196676-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasmime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Dénominations de voies et espaces publics - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

QUARTIER PORT MARIANNE CAMBACERES

L'architecte urbaniste Xaveer DE GEYTER (cabinet XDGA) propose, à partir du bâtiment de la French Tech et du grand parc urbain de la Mogère (Paysagiste Jacqueline OSTY), d'organiser un quartier mixte réunissant établissements de l'enseignement supérieur, bureaux, équipements, et services. Le site accueillera l'écosystème French Tech montpellierain au sein de la future Halle de l'Innovation, de grandes écoles de l'enseignement supérieur, des entreprises à forte valeur ajoutée, des logements diversifiés, le tout adossé à un vaste poumon vert méditerranéen et à des équipements sportifs de premier rang. Il convient, pour accompagner l'avancer des différents projets d'adapter et de compléter les dénominations des voies et espaces publics.

Dans ce cadre, il est proposé d'accompagner la réalisation du projet Halle Nova en permettant à l'ensemble des entrées du même projet d'être adressées sur la même rue. Dans cette optique, il est proposé d'adapter le tracé de la rue Lady-Ada-Lovelace, elle longera désormais l'ensemble du bâtiment en partant de la route de Vauguières en direction du parc public.

**Rue Lady Ada LOVELACE
(1815 – 1852)
Pionnière de la
science informatique**

Ada LOVELACE, de son nom complet Augusta Ada KING, comtesse de Lovelace, née Ada BYRON le 10 décembre 1815 à Londres et morte le 27 novembre 1852 dans la même ville, est une pionnière de la science informatique. Elle est principalement connue pour avoir réalisé le premier programme informatique, lors de son travail sur un ancêtre de l'ordinateur : la machine analytique de Charles BABBAGE.

Dans ses notes, on trouve en effet le premier programme publié, destiné à être exécuté par une machine, ce qui fait considérer Ada LOVELACE comme « *le premier programmeur du monde* ». Elle a également entrevu et décrit certaines possibilités offertes par les calculateurs universels, allant bien au-delà du calcul numérique et de ce qu'imaginaient BABBAGE et ses contemporains. Les développeurs informatiques ont appelé un langage « *ADA* » en son honneur.

Comme suite à la précédente dénomination, la partie de la rue anciennement Lady-Ada-Lovelace qui est perpendiculaire au projet Halle Nova et qui reboucle vers la route de Vauguières doit être dénommée, il est proposé :

**Rue Juliette GRECO
(1927 – 2020)
Chanteuse et actrice française**

Née le 7 février 1927 à Montpellier, elle est morte le 23 septembre 2020 à Ramatuelle (Var), elle est une chanteuse et actrice française de renommée internationale.

Figure emblématique de la chanson française à textes avec une carrière s'étalant sur sept décennies, elle est notamment célèbre pour avoir été l'interprète d'auteurs tels que Raymond QUENEAU, Jacques PRÉVERT, Léo FERRÉ, Boris VIAN et Serge GAINSBOURG. Elle s'engagera toute sa vie en faveur de la paix.

Depuis cette nouvelle rue, une première allée est créée vers le parc de la Mogère. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Mary HIGGINS CLARK
(1927 – 2020)
Ecrivaine américaine**

Mary Theresa Eleanor HIGGINS connue sous le nom de Mary HIGGINS CLARK, est née le 24 décembre 1927 à New York, elle morte le 31 janvier 2020 à Naples en Floride. Ecrivaine américaine, elle s'est spécialisée dans le roman policier et le roman de suspense ce qui lui a valu le surnom de la « *reine du suspense* ».

La résilience des femmes face aux épreuves est un thème traversant ses œuvres, résilience dont elle a fait preuve dans sa vie, notamment quand elle s'est trouvée veuve avec la charge de cinq enfants après le décès de son époux en 1964.

Entre la rue du mas de Brousse et la rue Steve-Jobs, une deuxième allée est créée, il est proposé de la dénommer :

**Allée Josette CLOTIS
(1810 – 1944)
Ecrivaine française**

Femme de lettres, écrivain et journaliste, Josette CLOTIS fut la compagne d'André MALRAUX. Elle naît à Montpellier le 8 avril 1910 d'un père militaire. Elle s'installe à Paris en 1932 comme journaliste à *Marianne*, hebdomadaire littéraire émanant de la Nouvelle Revue Française (NRF). Elle rencontre ainsi Gaston

GALLIMARD qui publie son premier roman, avec un contrat d'exclusivité. C'est là aussi qu'elle fait la connaissance d'André MALRAUX, qui devient son amant en décembre 1933.

Elle l'accompagne en 1937 en Amérique pour collecter des fonds pour le gouvernement républicain espagnol. Victime d'un accident tragique à la gare de Saint-Chamant (Corrèze), elle décède le 12 novembre 1944 à Tulle.

Toujours entre la rue du mas de Brousse et la rue Steve-Jobs, plus au sud, une troisième allée est créée, il est proposé de la dénommer :

Allée Michel PICCOLI
(1925 – 2020)
Acteur et réalisateur français

Michel PICCOLI est né à Paris le 27 décembre 1925 dans une famille de musiciens. C'est à 18 ans qu'il décide de devenir comédien en suivant des cours de théâtre au Cours Simon. Il est connu notamment pour ses rôles dans « *Le Mépris* », « *Les Choses de la vie* » et « *Habemus Papam* ». De ses débuts dans les années 40 à aujourd'hui, il a joué dans environ 200 films, mais aussi dans plus de 50 pièces de théâtre. Il a tourné avec les plus grands réalisateurs, comme Alfred HITCHCOCK, Claude CHABROL, Jean RENOIR, Luis BUNUEL ou encore Jean-Luc GODARD. Malgré son âge, il n'a jamais voulu arrêter sa carrière d'acteur.

Prolongeant la précédente et reliant la rue Steve-Jobs au parc de la Mogère, une quatrième allée est créée, il est proposé de la dénommer :

Allée Suzanne BALLIVET
(1904 – 1985)
Peintre et illustratrice française

Suzanne BALLIVET est née à Paris le 12 août 1904, fille unique de Jules et Laurentine BALLIVET. Son père est photographe à Montpellier. Après des études secondaires à Montpellier, elle y intègre l'École des Beaux-Arts. Ses camarades d'atelier sont Renée ALTIER, Gabriel COUDERC, Camille DESCOSY, Georges DEZEUZE, Albert DUBOUT, Germaine RICHIER.

En 1925, elle se marie avec Camille DESCOSY avec qui elle aura un fils Michel. Elle se remarie le 20 mai 1968 avec le caricaturiste, affichiste et illustrateur Albert DUBOUT. Elle créera tout au long de sa carrière, dessins de mode, décors de théâtre, costumes, dessins et illustrations d'art.

Une promenade haute va être créée le long du parc de la Mogère dans le sens nord/sud, depuis la nouvelle extrémité de la rue Lady-Ada-Lovelace jusqu'à la rue Jacques-DERRIDA. Il est proposé de la dénommer :

Promenade Bobby LAPOINTE
(1922 – 1972)
artiste français

Robert LAPOINTE, dit Bobby LAPOINTE, est un auteur-compositeur-interprète français, né le 16 avril 1922 à Pézenas (Hérault) où il est mort le 29 juin 1972. En 1946, il épouse Colette MACLAUD, avec qui il aura deux enfants, Ticha et Jacky. Il est surtout connu pour ses chansons parsemées de calembours, de contrepétories, d'allitérations et de paronomases.

Après avoir obtenu son baccalauréat, passionné de l'aviation et des mathématiques il se destine à des études scientifiques. Envoyé aux Services du Travail Obligatoire (STO) d'où il s'évadera, il doit abandonner ses études. Louis LEPRINCE-RINGUET, à qui Bobby LAPOINTE présente un traité de mathématiques, est impressionné par sa rigueur de raisonnement. Il crée par la suite un mode de représentation graphique et phonétique des nombres binaires ou hexadécimaux, appelé la numération Bibi. Son amour des mots et son envie d'écrire sont à l'origine de ses chansons au style si original.

**Espace Michel et Christiane SOULAS
(respectivement 1940-2016 et 1945-2021)**

Il est proposé de renommer l'espace Michel SOULAS « Espace Michel et Christiane SOULAS » afin de rendre également hommage à son épouse Christiane SOULAS.

**QUARTIER CROIX D'ARGENT
Estanove / EAI**

Sur les terres de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) de Montpellier, s'installe le projet de la Cité Créative, dédié au développement des ICC (Industries Culturelles et Créatives). Ce nouveau quartier mixte, la Cité Créative réunira des logements, des écoles supérieures, ainsi que différentes entreprises des ICC. Le programme de l'opération comprend la réalisation de 2500 logements, 30 000m² d'activités et commerces de proximité, l'aménagement d'un parc de 20 hectares, d'un groupe scolaire et d'une crèche. En complément des premières dénominations de voies et d'espaces publics lors du Conseil municipal du 21 décembre 2017, il convient de délibérer sur les dénominations suivantes ;

La rue Dora-Maar est à l'est de l'ancienne place d'armes de l'école d'application de l'infanterie, elle relie aujourd'hui la rue Raymond-Campourcy à la rue Maria-Blanchard. A l'occasion de la construction d'une résidence qui longe la rue, il est proposé de la prolonger vers le sud pour que les deux correspondent.

**Rue Dora MAAR
(1907-1997)
Photographe et peintre**

Henriette Theodora MARKOVITCH, née le 22 novembre 1907 à Paris et morte le 16 juillet 1997 à Paris, est une photographe et peintre française, connue sous le pseudonyme de Dora MAAR. Engagée face au fascisme montant des années 30, elle est signataire du tract « Appel à la lutte » d'André BRETON. Muse de Pablo PICASSO, elle photographie les étapes successives de la création de Guernica participant ainsi au processus de création du peintre. Sa peinture, plus intime, restera dans son atelier et ne sera découverte par tous qu'après sa mort. Par choix, après sa séparation d'avec PICASSO, elle vit pauvrement, recluse, coupée volontairement de ses anciens amis.

Dans le même secteur depuis la rue Lydie-Bénichou est créée une allée qui rejoint la rue du Cinquante sixième Régiment d'Infanterie en passant au droit de la nouvelle extrémité de la rue Dora-Maar. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Paul COSTE-FLORET
(1911 – 1979)
Homme politique français**

Professeur de droit à la faculté d'Alger, il s'engage dans la Résistance. Il est conseiller d'André PHILIP et directeur du cabinet de François DE MENTHON. Il est procureur adjoint au Tribunal de Nuremberg.

Membre des deux Assemblées nationales constituantes, il est rapporteur du second projet de Constitution de la IV^e République qui est adopté le 27 octobre 1946, puis député du Mouvement Républicain Populaire (MRP) de l'Hérault de 1946 à 1958. Il est plusieurs fois ministre sous la IV^e République. Au ministère de la France d'Outre-mer, il conduit une politique aboutissant aux accords de la baie d'Along en 1948. Il fait modifier le statut de la Cochinchine qui devient une partie du Viêt Nam. À la Santé, il propose d'augmenter les allocations familiales. En tant que député, il défend les viticulteurs du Midi. Rapporteur de la commission des lois, il présente le statut de l'Algérie en 1957. Il préconise une plus grande autonomie de l'Afrique noire française.

Favorable au retour du général DE GAULLE au pouvoir, il est membre du Comité consultatif constitutionnel

qui prépare la Constitution de 1958. Il est réélu député MRP en 1958 puis en 1962. Il siège alors au groupe du Centre démocratique jusqu'en 1967. Nommé par le président du Sénat, Alain POHER, il siège au Conseil constitutionnel du 23 février 1971 à sa mort.

Il est maire de Lodève de 1959 à 1967 et président de l'université Montpellier 1 de 1977 à 1979. Il est maire de Lamalou-les-Bains de 1953 à 1959 et de 1971 à 1979.

QUARTIER CENTRE HISTORIQUE

Quartier Figuerolles / Îlot Vergne

En cœur d'îlot est créée une rue qui permet de desservir l'ensemble des équipements et des logements. Elle part de la rue Adam-de-Craponne et débouche sur la rue Bouschet-de-Bernard. Il est proposé de la dénommer :

Rue Michel PASSET (1949 – 2021) Elu montpelliérain

Michel PASSET est né le 26 août 1949 et décédé le 21 septembre 2021. Ancien salarié de Peugeot à Sochaux, syndicaliste à la Confédération Générale du Travail (CGT) et militant au Parti Communiste Français (PCF), collaborateur de Georges MARCHAIS, il fût un Premier Secrétaire Fédéral emblématique du PCF dans l'Hérault. Il débute ses fonctions municipales avec Georges FRÊCHE au poste d'adjoint en charge des bâtiments communaux, des économies d'énergie et des réseaux de chaleur de 2001 à 2008. Dans le cadre de ses fonctions de conseiller d'agglomération de 1995 à 2014, il siège au sein de nombreuses commissions. Président du groupe des communistes à la Ville et à l'Agglomération de Montpellier, en 2008, il devient également, auprès d'Hélène MANDROUX, Adjoint délégué en charge de la Jeunesse et de la ville étudiante.

Quartier Gares

Au droit de la place Carnot, à l'angle du boulevard de Strasbourg et de la rue des Aiguerelles se trouve l'Eglise des Saints François. Il est proposé de dénommer son parvis :

Parvis Père Christian DOUMAIRON (1934-2022) Prêtre montpelliérain

Christian DOUMAIRON, est né le 16 mars 1934 à Béziers et mort le 6 avril 2021, c'est un prêtre catholique français du diocèse de Montpellier.

Il est ordonné prêtre le 18 décembre 1960 en la chapelle de l'hôpital général, place Albert-Ier à Montpellier. Il exerce son ministère dans plusieurs paroisses jusqu'en 1996 date à laquelle il est nommé curé de la paroisse des Saints-François alors en pleine reconstruction. Il y restera jusqu'à sa retraite en 2010.

Il profite de l'émergence des radios libres pour lancer le 3 avril 1983 (jour de Pâques) la première radio chrétienne de Montpellier : Radio Maguelone en compagnie de Robert SCOTTO et de Louis SECONDY. En 1992, Radio Maguelone devient RCF Maguelone et émet à plus de 200 km à la ronde.

Très impliqué dans la vie culturelle, il crée l'association Chrétiens et Cultures qui soutiendra la production de nombreuses activités culturelles dans le diocèse. Le spectacle de la messe de l'an 2000, rencontre de la danse et du sacré, le 2 décembre 1998 à l'opéra de Montpellier est le premier événement culturel diocésain dirigé par le père DOUMAIRON.

La même année, il crée le festival chrétien du cinéma. Ce festival se distingue par une sélection de films axée autour d'un thème général différent chaque année, et qui permet au public de dialoguer avec les metteurs en scène ou les acteurs.

À la suite des événements du 11 septembre 2001, il crée avec des responsables juifs et musulmans le festival inter-religieux de musiques sacrées qui propose des spectacles de musique et de danse dans plusieurs villes du département de l'Hérault.

Le 22 décembre 2000, il est fait Chevalier de l'Ordre National du Mérite par le Maire de Montpellier Georges FRÊCHE.

Quartier Arceaux

L'aqueduc Saint-Clément (plus communément appelé l'aqueduc des Arceaux) fut bâti au XVIII^e siècle afin d'alimenter Montpellier en eau à la demande de la société royale des sciences par l'ingénieur Henri PITOT DE LAUNAY en 1754. L'aqueduc relie la source Saint-Clément au château d'eau de la promenade du Peyrou sur une distance de 14km : c'est grâce à cette construction que Montpellier a pu se doter de ses nombreuses fontaines du centre-ville. Sur environ 800m, la construction est constituée d'une double rangée d'arcades qui ont donné son nom au quartier qu'elles traversent, les Arceaux. Il est proposé de dénommer la promenade entre la rue Saint-Louis et la rue Gustave :

Promenade Laure MOULIN (1892-1974) Résistante et élue montpelliéraine

Sœur aînée de Jean MOULIN, Laure Lucy MOULIN est née à Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône) le 3 décembre 1892. A partir de 1917, Jean et Laure MOULIN vivent durant 5 ans ensemble à Montpellier pendant leurs études. Tandis que Jean suit un cursus de droit tout en travaillant à la Préfecture de l'Hérault, Laure prépare une licence de lettres à la Faculté et s'installe définitivement à Montpellier au 21 de la Grand-rue. Elle enseigne ensuite au collège Legouvé (aujourd'hui collège Clémence-Royer) l'anglais et le français. Pendant la guerre, elle seconde son frère dans son action clandestine de résistant.

Elle crée à la Libération le Foyer Jean-Moulin, 1 rue Embouque-d'or, aujourd'hui disparu. Elle est élue conseillère municipale en mai 1945, avec une mission d'administrateur du Centre Communal d'Action sociale. Le 3 août 1962, elle est promue chevalier du mérite social pour son action. Gardienne de la mémoire de Jean MOULIN, elle est l'auteure notamment d'une biographie parue en 1969. Elle décède le 31 décembre 1974 dans son domicile de la désormais Grand-rue-Jean-Moulin. Le club de l'Âge d'Or (centre d'animation pour les seniors affilié au CCAS) situé au 45, rue Frédéric-Bazille porte son nom.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de dénominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-189237-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice
2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliérain est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville. Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

1. Attribution de subventions de fonctionnement et projets :

Code	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
5037	006614	Transit Collectif photographique	Arts	F		5 000
5037	006615	Transit Collectif photographique	Arts	P	Regards sur la ville	4 000
5037	006616	Transit Collectif photographique	Arts	P	20 ans de l'association	2 000
Sous-total ARTS						11 000
491	006610	Son e resson	Cinéma	F		8 000
1281	006574	Kaina	Cinéma	P	Mojo	2 000
1281	006575	Kaina	Cinéma	P	Avoir 20 ans autour du monde	1 000
6669	006612	Association pour le festival international du voyage et de l'aventure de Montpellier AFIVAM	Cinéma	P		1 500
6669	006613	Association pour le festival international du voyage et de l'aventure de Montpellier AFIVAM	Cinéma	P		1 500
7091	006627	Collectif des Radios Libres d'Occitanie	Cinéma	F		2 250
Sous-total CINEMA						16 250
3403	006561	Association internationale Saint Roch de Montpellier	Patrimoine	F		7 000
3636	006648	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïc	Patrimoine	F		800
5055	006644	Centre formation professionana Occitan- CFPO	Patrimoine	F		5 000
5636	006201	Le JT du Off de Montpellier	Patrimoine	P	Documentaire place de la Comédie	5 000
Sous-total PATRIMOINE						17 800
254	006501	Université Montpellier III Paul Valéry Université du Tiers Temps	Pluri	F		3 000
1150	006549	CIMADE Service Œcuménique d'entraide	Pluri	P	Atelier vidéo	900

2920	006647	Comité d'Animation et de Prévention Gély Figuerolles	Pluri	P	Festival Mosaïque Gipsy bohème	10 000
7540	006206	L'Artesan	Pluri	F		2 500
7707	006226	Fédération artistique Afrique France	Pluri	P	Afrik'art festival	2 000
Sous-total PLURIDISCIPLINAIRE						18 400
1250	006146	Association Corée Graphie	Danse	F		5 000
4265	006649	Association Attitude	Danse	F		40 000
4265	006650	Association Attitude	Danse	P	Battle France	20 000
4377	006208	Pulx	Danse	P		14 000
5020	006347	Association Stella- Cie Play/Michèle Murray	Danse	F		2 000
6359	006159	Mozaik	Danse	P	Festival	2 000
Sous-total DANSE						83 000
4953	006666	Arc en ciel des faubourgs	Musique	P	Festival des fanfares	20 000
Sous-total MUSIQUE						20 000
432	006622	Association des Pupilles de l'Enseignement Public Hérault	Théâtre	F		5 000
432	006623	Association des Pupilles de l'Enseignement Public Hérault	Théâtre	P	10 ans	4 000
1774	006625	Compagnie Pepi Morena	Théâtre	F		1 500
4364	006634	Exit Compagnie		P	Les Fabuleuses	1 000
5110	006621	Compagnie Vertigo		F		4 000
Sous-total THEATRE						15 500
TOTAL ATTRIBUTIONS						181 950

2. Attribution d'un complément de subvention :

Une subvention de 10 000 € a été attribuée le 29 mars 2022 à l'association 280 Communications. Il est aujourd'hui proposé de compléter ce montant comme suit :

Nom de la structure	Montant attribué le 29/03/2022	Complément de subvention	Total attribué
280 Communications	10 000	2 000	12 000

3. Modification de subventions :

Par délibération du 29 mars 2022, une subvention de 15 000 € a été attribuée à l'association Plateforme Culture, pour l'organisation du projet Livrodrome. Il est proposé de transformer la convention d'attribution standard en convention spécifique, afin de préciser les diverses prises en charge directes de la Ville de Montpellier dans le cadre de cette organisation. Le montant de la subvention est inchangé.

Par délibération du 29 mars 2022, trois subventions projet ont été attribuées à l'association la Boutique d'écriture, pour un montant global de 10 000 €. Il est proposé de transformer ces subventions projet en complément de la subvention de fonctionnement de 10 000 €. Le montant global est inchangé, 20 000 € au total.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'affectation des subventions et compléments de subvention aux associations et organismes tels que définis ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- D'approuver les termes lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2022 Ville.doc
- Convention Projet 2022 Ville.docx
- Lettre d'engagement 2022 Ville.doc
- Convention Fanfares 2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220628-196646-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive**Présents :**

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" -
Exercice 2022 - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

« THEMATIQUE SPORT »						
Code Asso	Nom de la Structure		N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
278	Montpellier Club	Arc	003612	Projet	3* manche du Championnat de France par équipe de Club de 2* division Groupe 3	4 000,00 €

863	Boxing Club Montpellierain	003589	Fonctionnement		3 000,00 €
3808	Montpellier Culture Sport Adapté	003626	Fonctionnement		2 000,00 €
6935	Ped Tanca 34	003625	Fonctionnement		60 000,00 €
TOTAL					69 000,00 €

« THEMATIQUE PARTENARIAT SPORT »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
1935	Les Chevaliers de la Gaule	000588	Projet	Partenariat Montpellier Sport	2 400,00 €
TOTAL					2 400,00 €

2) Annulation et modification d'attribution de subventions :

Il y a lieu d'annuler la subvention ci-dessous attribuée au Conseil municipal du 29 mars 2022, celle-ci faisant doublon avec la subvention votée au Conseil du 1^{er} février 2022 :

« THEMATIQUE SPORT »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
2184	Iaido Club Montpellier	003458	Fonctionnement		500,00€
TOTAL					500,00 €

Et de modifier l'affectation de la subvention attribuée au Conseil Municipal du 1^{er} février 2022 afin de l'affecter sur le dossier 03607 au lieu du 03402, le montant restant inchangé :

« THEMATIQUE SPORT »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
1702	Lumière et avenir	03607	Projet	9 ^{ème} édition des foulées de la Mosson	1 000,00 €
TOTAL					1 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions définies ci-dessus, sous réserves de signatures de la lettre d'engagement, convention d'attribution ou d'objectifs le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- D'autoriser les modifications des subventions attribuées par la délibération n°V2022-129 du 29 mars 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 4 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, M. Laurent NISON, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2022
- Convention Projet 2022
- Convention MHB
- Convention MHR
- Convention MHSC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195296-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2022 - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

« JEUNESSE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
1111	Asso Montpelliéraine des Etudiants Sages-Femmes	000379	Projet	Financement du navettes du gala de l'AMESF	500
1111	Asso Montpelliéraine	000377	Projet	Financement du transport TaM	130

	des Etudiants Sages-Femmes			dans le cadre du CA de AMESF	
TOTAL					630

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 maintien reconduction ou baisse
- Lettres d'engagement 2022 hausse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193506-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

« VIE ASSOCIATIVE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
76	Comité de quartier Saint Roch Ecusson	001585	Fonctionnement		1 000 €
219	Comité de quartier des Hauts de Massane	001591	Projet	Fête du 15 juillet	1 700 €
948	Comité de quartier la Martelle	001590	Projet	Bal du 15 juillet	1 000 €

2920	Comité d'Animation et de Prévention Gély – Figuerolles (CAP Gely Figuerolles)	001589	Projet	Fête du 14 juillet	2 500 €
6370	Bien vivre à Aiguelongue	001592	Projet	Aiguelongue en Fête	1 000 €
7504	Street Evolution	001588	Projet	Fête de la nation	1 000 €
TOTAL					8 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre engagement fonctionnement
- lettre engagement projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194932-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville fraternelle et
solidaire" - Exercice 2022 - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le 16 octobre 2021, l'ensemble des associations et partenaires de la solidarité alimentaire se sont réunis au sein de la salle du Conseil municipal pour entendre la restitution des Etat Généraux de la solidarité (EGS) consacrés à l'aide alimentaire. La Ville a ainsi organisé sa stratégie et ses moyens autour de neuf axes, après une riche consultation de ces acteurs et des bénéficiaires de la solidarité alimentaire eux-mêmes.

Les actions concrètes déjà mises en œuvre et un premier bilan d'étape est proposé ci-dessous, ainsi que l'attribution de subventions aux associations portant des projets dans la lignée des axes retenus à l'issue des EGS. Certaines d'entre elles sont co-financées par l'Etat dans le cadre du plan pauvreté.

Axe 2 - Développer un réseau d'épicerie sociales et solidaires

La Ville propose aux épicerie sociales et solidaires de se constituer en réseau et d'améliorer leur offre dans l'accueil des personnes victimes de précarité alimentaire dans chaque quartier de la ville. Trois objectifs sont recherchés avec chaque site retenus :

- Développer le réseau de ses partenaires pour l'orientation des bénéficiaires ;

- Améliorer la qualité des produits proposés : produits frais et locaux ;
- Améliorer les conditions d'accueil par des équipements et du mobilier adapté.

5 quartiers bénéficient déjà d'une structure tête de réseau engagée dans cette démarche. Un logo pour identifier ces lieux, partenaires de la Ville, sera installé au niveau de l'accueil des publics. Pour les quartiers Hôpitaux-facultés et Port Marianne (Pompignane) il est proposé de continuer à travailler avec les acteurs associatifs pour implanter de nouvelles structures. Ce réseau se réunira dès le mois de septembre 2022, en lien étroit et opérationnel avec le CEIS, avec comme premier objectif de nourrir et orienter les travaux de l'observatoire municipal de l'aide alimentaire (Axe 9) qui devra mettre en perspectives les rendus de l'observatoire départemental à l'échelle des quartiers montpelliérains.

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2022				
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	N° Dossier	Proposé
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Projet : ESS 2022	000170	10 000 €
Aménagement du local existant, amélioration de l'offre en produits frais, diversification des fournisseurs/producteurs locaux.				
1914	LA PORTE OUVERTE	Projet : ESS 2022	000173	10 000 €
Extension du local existant et aménagement d'un tiers lieu alimentaire complémentaire à l'épicerie existante.				
666	DELEGATION DE L'HERAULT DU SECOURS CATHOLIQUE	Projet : ESS 2022	000172	10 000 €
Aménagement du local existant, amélioration de l'offre en produits frais, diversification des fournisseurs/producteurs locaux.				
7344	L'ESPERLUETTE	Projet : ESS 2022	000171	10 000 €
Aménagement du local existant, amélioration de l'offre en produits frais, diversification des fournisseurs/producteurs locaux.				
1914	LA PORTE OUVERTE	Projet : APPROSOL	000178	5 000 €
approvisionner les épiceries sociales et solidaires de Montpellier qui souhaiteraient pouvoir diversifier leur offre de produits (alimentaires et non-alimentaires) destinés à leurs bénéficiaires.				
1068	SECOURS POPULAIRE DE L'HERAULT	Projet : Marché solidaire	000180	50 000 €
Prolongation du fonctionnement du « marché solidaire » dans le cadre du plan pauvreté dans la continuité de la structure inter associative dite du SAXO mise en place durant le confinement pour l'aide alimentaires aux plus démunies et désormais restructuré e en épicerie sociale et solidaire.				

Axe 3 et 4 – Cantines et cuisines solidaires

Il est proposé d'accorder un soutien financier à l'Association Humanitaire de Montpellier (AHM) qui assure quotidiennement une distribution de repas aux personnes démunies. Les actions portées par cette association

contribuent largement à l'amélioration des conditions de vie des personnes et leur offre, au-delà d'une réponse au besoin alimentaire, un lien social et l'accès à différents services de premier niveau. Ce soutien financier permet notamment à l'association de s'approvisionner en matériels de distribution et pourra le cas échéant être mobilisé par l'association pour accompagner des projets nouveaux.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier travaille à un projet de mise à disposition de locaux pour permettre la distribution des repas chauds aux personnes en grande précarité. Pour cela elle s'appuie sur l'expérience acquise dans le développement de l'habitat intercalaire en 2021 et l'optimisation des biens acquis pour destruction dans le cadre des différentes Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Plus que de simples lieux de distribution ces espaces devront permettre l'émancipation des bénéficiaires, l'accès à des ressources multiples pour l'accès au droit.

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2022				
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	N° Dossier	Proposé
6434	ASSOCIATION HUMANITAIRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement : aide alimentaire	000169	20 000 €
Distribution inconditionnelle de repas chauds sur place ou à emporter, tous les soirs, sept jour sur sept sur le quartier Richter et en maraude depuis l'espace Jacques Premier d'Aragon mis à disposition. Action repérée en partenariat avec les services de l'Etat qui finance la préparation des repas à hauteur du même montant.				

Axe 5 – Favoriser l'intégration des personnes

En partenariat avec le Département de l'Hérault et ATD Quart Monde, membre actif des états généraux de la solidarité, la Ville de Montpellier propose à partir du mois de mai 2022 des temps de formations et d'échanges pour les nouveaux bénévoles de la solidarité alimentaires, et en particulier les bénéficiaires ou anciens bénéficiaires qui souhaitent s'impliquer. Ces formations permettent de travailler la communication, l'accueil bienveillant, la déconstruction des représentations erronées par l'écoute, et la gestion des conflits. Cette démarche est en cours de réflexion pour un élargissement aux autres formes de solidarités en partenariat avec le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) et cibler également la période estivale toujours problématique dans la mobilisation des bénévoles de terrain.

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2022				
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	N° Dossier	Proposé
1118	ATD QUART MONDE	Projet : formation des bénévoles et des bénéficiaires de l'aide alimentaire	000175	1 200 €
Formation des bénévoles et des bénéficiaires de la solidarité alimentaire à l'accueil bienveillant et à la déconstruction des stéréotypes des acteurs se rencontrant dans les lieux de solidarités.				
6773	GROUPEMENT DES EDUCATEURS SANS FRONTIERE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet : soutien à l'enseignement du français en langue d'intégration	000562	2 000 €
Poursuivre et développer des formations FLI auprès des migrants dans différents sites à Montpellier.				
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement : SAMU Social	<i>instance</i>	65 000 €
Poursuivre et développer des formations FLI auprès des migrants dans différents sites à Montpellier.				
7452	MEDIATION AVEC TOIT	Projet : Gestion habitat intercalaire rue du mas rouge	000357	7 500 €
Aménagement et gestion de 10 places intercalaires au sein d'une villa route du Mas rouge.				

Le montant total des subventions relevant de la thématique « Lutte contre les exclusions » s'élève à 190 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Caroline DUFOIX.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2022
- Lettre d'engagement Type subvention 2022
- Charte Laïcité
- Convention projet ESS 2022
- Convention Fonctionnement 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195297-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikael SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Subventions des thématiques "Egalités et droits des femmes" - Exercice 2022 - Approbation

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. A cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS DROITS DES FEMMES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
2874	CAARUD Réduire les Risques	Projet soirée solidaire en faveur des femmes précaires Halle Tropisme	1 000,00
TOTAL DROITS DES FEMMES			1 000,00

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
419	LICRA – Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme	Fonctionnement Cette subvention annule et remplace la subvention de fonctionnement de 1 500 € attribuée à la LICRA lors du Conseil municipal du 1 ^{er} février 2022.	5 000,00
4786	Fierté Montpellier Pride	Projet 29 ^{ème} Pride – Marches des Fiertés – Marche des Diversités de Montpellier	5 000,00
TOTAL LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			10 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Célia SERRANO,
M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192831-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasime AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARLY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS DE LA THEMATIQUE « SANTE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
233	Ma Vie	En instance	Projet	« APA'SSION » (AAP PNNS)	4 500 €
720	Ligue contre le Cancer	000875	Projet	« Prendre soin de ma Santé »	1500 €

1739	Souffle Occitanie	000911	Projet	« Journée Mondiale de l'asthme »	1 800 €
		000914	Projet	« La semaine du Souffle »	1 500 €
3527	Groupe des aphasiques de Montpellier	000921	Fonctionnement		300 €
4242	Médecins du monde	000908	Fonctionnement CASO (centre d'accueil de soin et d'orientations)		1 000 €
5532	Allo parents / Allo jeunes 34	000909	Fonctionnement		1 500 €
5943	ANSA	En instance	Projet	« Un corps en bonne santé » (APP PNNS)	2000 €
6304	Douce heure	000906	Fonctionnement		2000 €
6305	DREAM (Diabète Recherche Education Alimentation Métabolisme)	000904	Projet	« Solidarité Alimentation Activité physique Mosson »	3500 €
6694	Le poids du partage	000923	Projet	« Vers une meilleure autonomie »	1500 €
7800	Association Santé poly professionnelles des Cévennes	000924	Fonctionnement		5 000 €
TOTAL					26 100 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Julie FRÊCHE, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195032-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Claire HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Prévention spécialisée - Convention pluriannuelle 2019-2022 entre la Ville de
Montpellier, le Département de l'Hérault et l'Association de Prévention
Spécialisée de l'Hérault (APS34) - Avenant - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Prévention, éducation, médiation et répression se présentent comme les piliers pour asseoir une politique de tranquillité publique et réunir les conditions afin de prévenir les passages à l'acte, ainsi que les parcours de délinquance. Depuis le début du mandat, la Ville de Montpellier a multiplié les initiatives et projets concourant à la prévention de la délinquance et les projets en direction des publics les plus fragiles.

Dans ce cadre, les initiatives et actions développées en matière de protection de l'enfance sont de nature à influencer sur les conditions liées à la délinquance des mineurs.

La prévention et la protection de l'enfance sont deux compétences du Conseil départemental. L'article L.121-2 du Code de l'action sociale et des familles dispose en effet, que dans les zones urbaines dites « sensibles » et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, les départements peuvent agir par :

- La mise en place ou la conduite d'actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;
- La participation ou l'organisation d'actions visant à prévenir de la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes, ainsi que de leurs familles.

La mise en œuvre de la prévention spécialisée a été confiée à l'Association de Prévention Spécialisée de l'Hérault (APS 34) depuis 2009. Pour la continuité de son action, une convention tripartite 2019-2022 avait ensuite été signée le 22 août 2019 entre la Ville de Montpellier, le Conseil départemental et l'association désignée. Ce document cadre les modalités d'intervention de cette dernière sur l'ensemble du territoire montpelliérain.

Les objectifs poursuivis en matière de mixité sociale, de réussite éducative et d'insertion socio-professionnelle des publics les plus fragiles justifient la poursuite de l'action d'APS 34 au-delà de cette échéance. Plusieurs éléments sont toutefois venus influencer l'organisation du travail de l'association ces derniers mois. Le dispositif des « bataillons de la prévention » et la nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ont, par exemple, permis de renforcer les moyens déployés sur les secteurs Mosson et Pergola/Petit-Bard.

Par ailleurs, des grilles d'évaluation permettant de mesurer la portée des actions de prévention spécialisée sont en cours d'élaboration. L'enjeu est d'assurer une coordination des différents outils qui ont vu le jour ces derniers mois, afin d'installer une évaluation en continue de l'action conduite par APS 34 sur le territoire montpelliérain. Dans cette perspective, une nouvelle convention tripartite devra être élaborée afin de prendre en compte ces récentes évolutions.

Dans l'attente et de façon à permettre ce travail, un avenant à la convention 2019-2022 a été envisagé par la Ville de Montpellier et le Conseil départemental de l'Hérault. Il prévoit notamment la poursuite de l'action d'APS 34 sur le territoire montpelliérain dans les conditions actuelles jusqu'au 31 décembre 2023 et le maintien de la subvention annuelle d'un montant de 225 000 € à APS 34.

À partir de cette date, une nouvelle forme de convention partenariale sera proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle 2019-2022 pour la prévention spécialisée sur le territoire montpelliérain ;
- D'autoriser le versement auprès de l'association APS 34 d'une subvention annuelle de 225 000 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, M. Mustapha LAOUKIRI,
Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1 Convention Pluriannuelle 2019-2022 Prévention spécialisée sur le territoire Montpelliérain.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192398-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande/ Titre du Projet	Montant attribué
6666	GEMINI WAY	INTER 000945	Fonctionnement	10 000 euros
7489	ASSOCIATION FRANCO-BRESILIENNE DE MONTPELLIER CAFOFO	INTER 000943	Fonctionnement	500 euros

5748	RACINES SUD	INTER 000941	Projet: Attractivité de la Ville à l'international via un réseau d'expatriés exponentiel	5 000 euros
6740	HISENDJI	INTER 000947	Projet : Organisation de la semaine Africaine de la Culture	500 euros
			TOTAL	16 000 euros

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'attribution des subventions telles que détaillées ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution correspondantes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2022
- Lettre d'engagement 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195264-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences.

Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil municipal.

Ainsi, en application de ces dispositions, il est proposé de déléguer au Maire, et pour la durée de son mandat, les pouvoirs suivants :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEUCP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être subdéléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

Néanmoins, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil municipal autorise également le Maire à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil municipal accepte également que pour ces marchés de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Maire pour le faire vaille décision d'attribution ;
- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est égal ou supérieur à 40 000 € HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive du Maire ou de l' élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;

6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;

15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en oeuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

16° De transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 euros ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;

21° D'exercer, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'urbanisme ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;

26° De procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement ;

29° Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la commune et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue au Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT et ce, sans condition d'aucune sorte.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner au Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat, pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L. 1413-1 et L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser, en application des articles L. 2122-17 et L. 2122-23 de ce même Code, qu'en cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de cette délégation soient prises par un adjoint dans l'ordre des nominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-190004-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation
dans une filiale - Constitution de la société de coordination ALTEMED -
Désignation des représentants - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le Groupe SERM/SA3M et l'OPH ACM Habitat ont étudié les modalités de leur rapprochement dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques auxquelles ils contribuent.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) :

La Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) SERM est détenue à 41,38 % par la Ville de Montpellier, principal actionnaire, au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 28,73 %, de la Ville de Palavas-les-Flots, et d'actionnaires privés ;

Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML SERM, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Catherine RIBOT et Maryse FAYE. La société est présidée par Monsieur DELAFOSSE représentant de la Ville de Montpellier ; la Vice-Présidente est Catherine RIBOT.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine a pour objet :

- D'entreprendre des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réaliser toute autre activité d'intérêt général ;
- De réaliser des opérations de construction en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui ;
- D'intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

La SERM a réalisé un chiffre d'affaires de 39,975 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 89,3 salariés Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) :

La Société Publique Locale (SPL) SA3M est détenue à 50,79 % par Montpellier Méditerranée Métropole, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60 %), de la Région Occitanie (10,06 %), des communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68 % chacune).

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL SA3M, aux côtés de Madame Clara GIMENEZ, et Messieurs Mustapha LAOUKIRI et Boris BELLANGER au sein du Conseil d'Administration. La société est présidée par Michaël DELAFOSSÉ en tant que représentant de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, a pour objet d'apporter une offre globale de services de qualité en termes d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, de développement économique, touristique et de loisirs. Elle intervient exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires et sur leur territoire géographique.

La SA3M a réalisé un chiffre d'affaires de 50,525 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 12,7 ETP au 30 avril 2022.

La SERM et la SA3M partagent des moyens communs et des fonctions supports au sein du GIE SERM SA3M qui compte 39,7 ETP au 30 avril 2022. Les deux structures font partie d'une Unité économique sociale (UES) incluant par ailleurs un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) commun.

ACM Habitat :

L'Office public de l'habitat, construit et gère les habitations à loyer modéré (HLM). Le parc locatif d'ACM Habitat comprend près de 22 000 logements pour une surface habitable de 1,5 million de mètres carrés.

ACM Habitat a réalisé un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros, dont 108 millions d'euros au titre des loyers perçus, en 2020. L'effectif d'ACM Habitat est de 329,09 ETP au 30 avril 2022.

Le rapprochement des trois entités :

Les objectifs associés à la perspective d'un rapprochement entre le Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat sont les suivants :

- Favoriser une approche intégrée et transversales des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement et le cas échéant en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire ;
- Renforcer les synergies entre les différentes entités ;
- Développer le travail partenarial avec les 31 maires de la Métropole ;
- Consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Dans ce contexte, différentes hypothèses ont été étudiées :

- Rapprochement des gouvernances des entités du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat ;
- Participation conjointe du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat à une structure commune ;

- Fusion entre ACM Habitat et les entités du Groupe SERM/SA3M.

L'analyse de ces travaux a été présentée aux conseils d'administration des trois structures en décembre 2021 et février 2022, lesquels ont donné pouvoir aux directions générales afin de :

- Poursuivre les études portant sur les différentes hypothèses de rapprochement entre ACM Habitat et le Groupe SERM/SA3M ;
- Solliciter des expertises extérieures (juridique, financière, stratégique et organisationnelle) afin d'analyser la faisabilité et les modalités des différentes hypothèses de rapprochement ;
- Informer et, le cas échéant, de consulter les instances représentatives du personnel dans la perspective d'une éventuelle modification organisationnelle ;
- Mettre en place un comité de pilotage commun à ACM Habitat et au Groupe SERM/SA3M, afin de poursuivre les études nécessaires au choix d'une formule de rapprochement entre les deux entités.

Les conseils d'administration des trois organismes réunis en mars 2022 ont approuvé le principe de constitution d'une société de coordination, telle que prévue à l'article L. 423-1-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH).

Caractéristiques générales d'une Société de Coordination :

La société de coordination est un organisme d'habitations à loyer modéré à statut particulier. A ce titre, elle doit être agréée par le ministre en charge du Logement (article L. 423-1-2 du CCH) et est soumise aux contrôles de l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (ANCOLS).

Une société de coordination peut être constituée d'organismes d'HLM (article L. 423-1-2 du CCH), de SEM agréées logement social et d'organismes agréés pour la maîtrise d'ouvrage, ainsi que dans une proportion maximale de 50 % du capital social, de SEM non agréées, de sociétés publiques locales et de sociétés d'économie mixte à opération unique (article L. 423-1-3 du CCH). Elle peut revêtir la forme juridique d'une société anonyme, ou celle d'une société anonyme coopérative à capital variable.

Une assemblée générale réunit l'ensemble des actionnaires de la société de coordination. Le législateur a spécifiquement prévu que les établissements publics de coopération intercommunale et collectivités territoriales d'implantation pouvaient assister à son assemblée générale avec voix consultative.

Les modalités de gouvernance reposent sur un conseil d'administration ou sur un directoire et conseil de surveillance. Certaines spécificités prévues au CCH concernant le conseil d'administration ou de surveillance sont à noter :

- Le conseil est composé au plus 22 membres, dont la moitié au moins représente les organismes de logement social et les organismes agréés maîtrise d'ouvrage ;
- Le conseil compte 3 administrateurs en qualité de représentants des locataires ;
- Le conseil est composé de 2 à 5 administrateurs représentant les collectivités et EPCI d'implantation des logements qui disposent d'une voix consultative ou délibérative. Cette fourchette de sièges doit demeurer telle quelle dans les statuts de la société ; la nature consultative ou délibérative est mentionnée aux statuts ; ces administrateurs font partie de l'effectif du conseil d'administration. A cet effet, il appartiendra aux collectivités concernées de solliciter un poste au conseil.

Les attributions d'une Société de Coordination :

- La société de coordination, en tant que **structure-pivot et coordinatrice du groupe** réalise :
 - Un rôle de **pilotage stratégique** du groupe ; elle est notamment chargée de l'élaboration du cadre stratégique patrimonial (les orientations générales et les grands objectifs chiffrés en s'appuyant sur le PSP de chaque membre), du cadre stratégique d'utilité sociale (les engagements sur la qualité du service rendu aux locataires, la gestion sociale, la concertation locative, etc...) ;
 - Un rôle de **coordination et de mutualisation** du groupe ; elle est notamment chargée de construire l'efficacité opérationnelle et économique, de définir la politique technique et la politique d'achat de biens et services, et de créer une unité identitaire. Elle peut notamment assurer la mise en commun de moyens humains et matériels au profit de ses actionnaires, en assistant, comme prestataire de services, ses actionnaires dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles en gestion ou en propriété ;

- La société de coordination, garante de la soutenabilité financière du groupe et de ses membres exerce :
 - Un contrôle de gestion des organismes (transmission des documents comptables à la société de coordination, combinaison des comptes annuels de chaque actionnaire, relations financières entre la société et ses membres actionnaires...).

Les ambitions et le projet d'entreprise du Groupe :

La Constitution du groupe SERM-SA3M-ACM s'appuie sur les ambitions suivantes des trois structures :

- Une gouvernance commune portée par la Métropole ;
- Des expériences réussies relatives à la mise en commun de moyens au sein des services supports ;
- Des valeurs partagées sur leur rôle d'outil au service des collectivités locales et des habitants, en étroite intelligence avec leur territoire, pour répondre à la diversité des besoins de l'ensemble des territoires, en tenant compte des enjeux de développement durable ;
- Une volonté de pouvoir coordonner leurs stratégies pour mieux répondre aux attentes du territoire ;
- La pertinence de leurs interventions respectives sur chaque volet de leurs activités spécifiques, au service du territoire ;
- Une volonté de se regrouper tout en conservant leur propre indépendance et autonomie de gestion en préservant leur contrôle par leurs actionnaires et gouvernances respectives ;
- Des valeurs partagées en matière de gestion des ressources humaines, dans le respect des statuts des personnels et une volonté de maintien d'environnements et de conditions de travail de qualité.

Les modalités statutaires de la société de coordination

- **Dénomination** : la société de coordination aura pour dénomination **ALTEMED**, société de coordination ;
- **Siège social** : il est fixé au 407, avenue du Professeur Etienne Antonelli, à Montpellier
- **Forme juridique** : Société Anonyme
- **Montant du capital social** : 100 000 € pour une valeur nominale de 1000 € par action.
- **Composition du capital social** : conformément à l'article L.423-1-2 du CCH, la répartition de l'actionnariat sera la suivante :
 - ACM HABITAT : 55%, soit 55.000 euros d'apport au capital ;
 - SERM : 40%, soit 40.000 euros d'apport au capital ;
 - SA3M : 5%, soit 5.000 euros d'apport au capital.
- **Gouvernance** : la société sera administrée par un Conseil d'administration composé comme suit :
 - 14 sièges pour les personnes morales actionnaires (SERM SA3M et ACM)
 - 5 sièges à voix consultatives pour les collectivités et groupements de collectivités d'implantation
 - 3 sièges pour les représentants des locataires désignés à l'issue des élections au sein d'ACM Habitat en décembre 2022.

Il est ainsi proposé que la Ville de Montpellier dispose d'un siège avec voix consultative au sein du conseil d'administration de la société.

Par ailleurs conformément au décret n°2019-911 du 29 août 2019 « *les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, peuvent assister à l'assemblée générale, au sein de laquelle ils disposent d'une voix consultative. Lorsqu'ils en ont fait la demande, ils sont convoqués à toutes les assemblées et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux remis aux actionnaires* ». Il est ainsi proposé à la Ville de Montpellier de participer aux assemblées générales des actionnaires de la société de coordination.

Il convient ainsi de désigner un représentant de la Ville de Montpellier au sein du conseil d'administration et au sein des assemblées générales de la société.

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Clara GIMENEZ.

Monsieur le Maire propose de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de

l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée, la désignation prend effet immédiatement.

• Dispositif de soutenabilité financière :

La soutenabilité financière est définie comme la capacité pour chaque organisme et pour le groupe à dégager des ressources suffisantes permettant d'honorer leurs engagements à court, moyen et long terme, de rembourser leurs dettes et de réaliser les investissements nécessaires à l'accomplissement de leurs projets d'entreprise. Les actionnaires mettent ainsi en œuvre un dispositif de gestion et un dispositif de mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH.

- **Le dispositif de contrôle de gestion du Groupe comprend les volets suivants :**
 - Critères d'alerte partagés : pour assurer la soutenabilité financière du Groupe et de chacun des actionnaires, la société de coordination utilise les critères habituellement reconnus par la profession ;
 - Dispositif de contrôle de gestion : la société de coordination mettra en place un reporting régulier de chaque actionnaire.
- **La mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH ne pourra être engagée par la société de coordination qu'après que l'actionnaire concerné ait présenté à la société un plan de rétablissement de ses équilibres financiers et qu'il lui ait été laissé un délai d'au moins une année pour mettre en œuvre ledit plan.**

En cas de difficulté financière avérée, la société de coordination se positionnera en premier lieu comme conseil de l'organisme actionnaire. La société de coordination pourra formuler à l'attention dudit organisme toutes recommandations qu'elle jugerait nécessaire, notamment si la société présente des indicateurs de gestion ne répondant pas aux critères habituellement reconnus par la profession. Les seuils d'alerte ou de non-soutenabilité retenus par la société de coordination sont ceux habituellement reconnus par la profession et par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS) et notamment :

Conformément aux statuts de la SERM et de la SA3M, ce projet de création nécessite l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés, entreprises publiques locales ; aussi, ces prises de participation de la SERM et de la SA3M exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la constitution de la société ALTEMED, société de coordination dont les actionnaires seraient l'OPH ACM HABITAT, la SEM SERM et la SPL SA3M ;
- D'autoriser la prise de participation de la SERM au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 40 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 40 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 40% de son capital ;
- D'autoriser la prise de participation par la SPL SA3M au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 5 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 5 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 5% de son capital ;
- D'autoriser les représentants de la Ville de Montpellier à voter en faveur de ces prises de participation à l'occasion des conseils d'administration respectifs de la SERM et de la SA3M ;
- De désigner le représentant de la Ville de Montpellier au sein du conseil d'administration et au sein des assemblées générales d'ALTEMED, société de coordination, avec voix consultative ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser le représentant ainsi désigné, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 36 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Statuts SC ALTEMED

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194736-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, François BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM -
Acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation, la Caisse
d'Epargne du Languedoc-Roussillon, la Banque Populaire du Midi, la Chambre
des Métiers de l'Hérault et l'association CLCV - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, au capital de 4 286 000 €, composé de 34 288 actions, soit 125 € par action. Elle détient 9.10 % du capital, soit 3 122 actions et occupe 1 poste sur 12 au sein du conseil d'administration de la société.

La Ville de Montpellier est actionnaire de TaM, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (46.02 %) comme aux côtés d'un collège d'actionnaires privés représentant 44.88 % du capital (dont la Caisse des Dépôts et Consignations pour 11.46 % soit 3 928 action ; la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon pour 7 % soit 2 400 actions ; la Banque Populaire du Sud pour 3.5 % soit 1 200 actions ; la Chambre des Métiers de l'Hérault pour 0.01 % soit 5 actions et l'association Consommation Logement et Cadre de Vie pour 0.003 % soit 1 action).

La SAEML TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et création d'un CFA depuis juin 2018.

Dans le cadre des modifications importantes à venir, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, et d'autre part les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

Cette transformation ne touche pas à la nature de la société qui reste une société anonyme ; toutefois l'actionnariat est entièrement public et la structure ne peut agir que pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire. Il est proposé dans un premier temps de constituer cette société avec les 2 actionnaires que sont Montpellier Méditerranée Métropole au regard de sa compétence mobilité, et la Ville de Montpellier au regard de sa compétence stationnement sur voirie.

Le principe de transformation de la SAEML TaM en SPL a été approuvé par délibération V2021-367 en date du 21 septembre 2021. Cette transformation nécessite une évolution de la composition du capital social par le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL.

Il est proposé que la composition de la future SPL s'opère, à compter de la future Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de TaM approuvant la transformation en SPL, selon la répartition suivante : le capital sera détenu à hauteur de 69 % par Montpellier Méditerranée Métropole et 31 % par la Ville de Montpellier.

A ce titre :

- La Ville de Montpellier procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
 - o Caisse des Dépôts et Consignation (3 928 actions) ;
 - o Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (2 400 actions) ;
 - o Banque Populaire du Sud (1 200 actions) ;
 - o Chambre des Métiers de l'Hérault (5 actions) ;
 - o Association Consommation Logement et Cadre de Vie (1 action) ;

Le nombre de part de la Ville de Montpellier sera ainsi porté de 3 122 actions à 10 656 actions (soit 31% du capital de la SPL) ;

- Montpellier Méditerranée Métropole procédera au rachat des parts des actionnaires privés suivants :
 - o Transdev (6 854 actions) ;
 - o Crédit Agricole du Languedoc (600 actions) ;
 - o Chambre de Commerce et d'Industrie (400 actions) ;

Le nombre de part de Montpellier Méditerranée Métropole sera ainsi porté de 15 778 actions à 23 632 actions (soit 69% du capital de la SPL).

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont ainsi rapprochées des autres actionnaires de la SAEML TaM pour définir les modalités de cession de leurs actions.

Un audit d'évaluation externe a été réalisé courant octobre 2021 afin d'approcher une valeur négociée pour l'ensemble des partenaires historiques. La méthode d'évaluation retenue est basée sur la situation financière de TaM, selon l'Actif Net Réévalué au 30 juin 2021, soit une valeur de société de 6,5 millions d'euros pour une valeur de 190 € par action.

Il est ainsi proposé au Conseil de procéder au rachat des :

- 3 928 actions de la Caisse des Dépôts et Consignation à 190 € par action soit 746 320 € ;
- 2 400 actions de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon à 190 € par action soit 456 000 € ;
- 1 200 actions de la Banque Populaire du Sud à 190 € par action soit 228 000 € ;
- 5 actions de la Chambre des Métiers de l'Hérault à 190 € par action soit 950 € ;
- 1 action de l'association Consommation Logement et Cadre de Vie pour 190 € l'action.

La Ville de Montpellier souhaite ainsi se porter acquéreur des 7 534 actions des cinq actionnaires privés cités ci-dessus, à la valeur négociée de 190 € par action soit un montant global de 1 431 460 €.

Le Conseil d'Administration de TaM a par ailleurs agréé la cession des parts des actionnaires à Montpellier Méditerranée Métropole sous réserve de l'approbation de la transformation de la société en SPL en Assemblée Générale Extraordinaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition des parts de la Caisse des Dépôts et Consignation dans la société TaM pour 746 320 € soit 3 928 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon dans la société TaM pour 456 000 € soit 2 400 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Banque Populaire du Sud dans la société TaM pour 228 000 € soit 1 200 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition des parts de la Chambre des Métiers de l'Hérault dans la société TaM pour 950 € soit 5 actions à la valeur négociée de 190 € par action ;
- D'approuver l'acquisition de la part de l'association Consommation Logement et Cadre de Vie dans la société TaM pour 190 € soit 1 action à la valeur négociée de 190 € par action ;
- De porter le nombre de parts détenus par la Ville de Montpellier dans la société TaM, à hauteur de 10 656 actions à compter de la future Assemblée Générale Extraordinaire approuvant la transformation de la SAEML TaM en SPL ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 4 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194049-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/07/22
Réception en Préfecture : 04/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM -
Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale -
Désignation des représentants - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML), au capital social de 4 286 K€, dans laquelle la Ville de Montpellier est actionnaire à hauteur de 9 %, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, actionnaire majoritaire avec 46.02 % et d'actionnaires privés (45 %). Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Manu REYNAUD pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML TaM.

Contexte

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont liées à la société TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir pour l'avenir du territoire, (mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, ...) et afin de disposer d'une grande souplesse en termes d'évolutivité contractuelle dans un cadre juridique sécurisé, la Ville de Montpellier et la Métropole, ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL, par délibérations respectives les 21 septembre et 28 juillet 2021.

La SPL s'inscrit pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics. Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme de Société Anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous une nouvelle nature.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TaM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leur exécution, et pourront bénéficier d'aménagements facilités. L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de la Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SAEML TaM, a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver les statuts modifiés.

Toutes modifications statutaire exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L1524.1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui dispose : « *A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité* ».

Il convient d'autoriser le représentant au sein de l'assemblée générale de TaM, Monsieur Manu REYNAUD, à voter en faveur de ces modifications statutaires.

Les principales modalités statutaires de la SPL TaM

La transformation de la société en SPL nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SAEML, y ajouter les dispositions propres aux SPL, adapter l'objet social de la nouvelle société, et intégrer les nouvelles modalités de gouvernance.

- **Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)**

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du CGCT, la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « *quasi-régie* » ou « *in-house* ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs de contrôle analogue, tel que celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents que les élus s'emploieront à mettre en œuvre notamment sur :

- Les orientations stratégiques de la société ;
- L'activité opérationnelle de la société ;
- L'organisation de la société ;
- La vie sociale de la société.

• **Dénomination**

La SPL ainsi transformée conserve la dénomination « TaM ».

• **Capital social**

Le montant de capital social de la société TaM reste inchangé, à hauteur de 4 286 000 €. Il est composé de 34 288 actions à valeur nominale de 125 €. Le capital de la SPL est entièrement détenu par les collectivités territoriales.

• **Composition du capital social et gouvernance**

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, en accord avec la délibération relative à la prise de participation de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 mai 2022 :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Montpellier Méditerranée Métropole	23 632	2 954 000	68.9%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.1%	2
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	7

Les statuts proposent un nombre d'administrateurs entre 3 et 18 membres. Le nouveau conseil d'administration de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour Montpellier Méditerranée Métropole et 2 sièges pour la Ville de Montpellier, conformément aux règles de proportionnalité du capital.

Par ailleurs, un poste d'administrateur sans détention d'une partie du capital est affecté au représentants des salariés.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration et de Contrôle analogue, venant compléter les statuts, afin de préciser les règles de fonctionnement et de gestion de la société, notamment en terme d'expression du contrôle analogue des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner les 2 représentants de la Ville de Montpellier au sein du conseil d'administration dont le représentant au sein des assemblées générales de la SPL.

Monsieur le Maire propose les candidatures de :

- Monsieur Laurent NISON (AG+SA)
- Monsieur Manu REYNAUD (CA)

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

Si aucune autre candidature n'est proposée ces désignations prennent effet immédiatement.

- **Objet social**

La Société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou sous toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

De manière générale, la société pourra accomplir toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra notamment assurer :

- ✓ L'étude et l'exploitation des services de transport public ;
- ✓ L'étude et l'exploitation des services de logistiques urbaines (tramfret, espace de logistique urbaine...) ;
- ✓ L'étude, la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage, objets promotionnels, gestion de plateforme numérique pour l'information et la commercialisation de formules de mobilité et de stationnement multimodale ou monomodale,...) ;
- ✓ La réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment ; en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ;
- ✓ La réalisation et la gestion d'ouvrages publics de stationnement (stationnement en ouvrages, stationnement payant sur voirie, systèmes de gestion et/ou de contrôle visant à réguler, et/ou réglementer la circulation et le stationnement sur l'espace public des véhicules de toutes catégories...) ;
- ✓ La création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des Transports en Commun qui répond aux besoins de formation des personnels de TaM.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de statuts portant transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de la SAEML TaM, Manu REYNAUD, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- De désigner un représentant auprès de l'Assemblée Générale de la SPL TaM et de le doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- De désigner deux représentants de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM ;

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser les représentants ainsi désignés, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Statuts SPL TaM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194006-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Claire HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

Procès-verbal du Conseil municipal du 29 mars 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 29 mars 2022 est annexé à la présente délibération accompagnée de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 29 mars 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de procès-verbal 29.03.22.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-197448-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Renouveau démocratique et
innovation sociale**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clarc HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD

Conseil des étrangers de Montpellier - Création

Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU, Conseiller municipal, rapporte :

Montpellier est une ville historiquement ouverte et cosmopolite, riche d'influences et de diversités multiples. Les cultures étrangères participent activement à la vie de la cité et Montpellier entend entretenir cette richesse et permettre à ses habitants étrangers de faire entendre leur voix. Ainsi, il est apparu nécessaire de réinstaurer une structure représentative de la diversité des populations étrangères établies à Montpellier, comme elle a existé jusqu'en 2014.

Ce Conseil des étrangers de Montpellier, qu'il est ici proposé de créer, s'articule autour d'un triple enjeu de relations interculturelles, de renouveau démocratique et de cohésion sociale. Dans le respect des valeurs démocratiques, humanistes, laïques et républicaines qui caractérisent l'action de la Ville de Montpellier, le Conseil des étrangers de Montpellier poursuit les objectifs suivants :

- Permettre aux étrangers d'être accueillis, de s'exprimer et de participer à la vie locale ;
- Poursuivre la mobilisation pour le droit de vote des habitants extra-communautaires aux élections locales ;
- Faciliter la concertation et la coopération entre les étrangers et la Ville ;
- Partager et valoriser les cultures étrangères et leurs apports à la vie locale ;
- Développer des activités éducatives, socio-culturelles, artistiques ouvertes à la diversité du monde, favorisant échanges et rencontres entre tous les habitants ;

- Promouvoir le développement économique et humain durable de la Ville, son attractivité, la paix et la coopération en Europe et dans le monde.

I. COMPOSITION DU CONSEIL DES ÉTRANGERS DE MONTPELLIER

Le Conseil des étrangers de Montpellier est composé de 65 membres répartis en quatre collèges :

1. COLLÈGE DES HABITANTS

Un collège paritaire de 24 habitants montpelliérains de nationalités étrangères différentes (1/3 de nationalités de l'Union européenne, 2/3 de nationalités hors Union européenne), tirés au sort parmi des volontaires domiciliés à Montpellier depuis plus de 3 ans. Ils ne doivent pas avoir de responsabilités dans les associations ni les entreprises représentées dans les autres collèges. Le tirage au sort s'efforce le plus possible de respecter la parité et l'équilibre de trois tranches d'âges : 16-30 ans, 31-54 ans et plus de 55 ans. Le tirage au sort est effectué après la constitution des autres collèges pour que puissent être favorisées des nationalités non représentées par ailleurs.

2. COLLÈGE DES ASSOCIATIONS

Un collège paritaire de 24 représentants d'associations communautaires, de coopération ou de solidarité locale ou internationale actives à Montpellier auprès ou au sein des populations étrangères, tirés au sort parmi les organisations candidates, françaises ou de nationalités différentes.

COLLÈGE DES ENTREPRISES

Un collège paritaire de 12 professionnels ou chefs d'entreprises de nationalités étrangères différentes, issus d'entreprises ou organisations professionnelles, établies à Montpellier, tirés au sort parmi les candidats. Le tirage au sort veille à équilibrer la taille des entreprises représentées : Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), grandes entreprises.

3. MUNICIPALITÉ

Un collège paritaire de 5 représentants de la Municipalité : élus ou personnes qualifiées choisis par le Maire, ce dernier étant membre et président de droit du Conseil. Par délégation du Maire, le conseiller municipal délégué à la démocratie participative et inclusive est vice-président du Conseil.

Ces 4 collèges sont désignés pour 3 ans. La candidature aux différents collèges se fait via un formulaire de candidature disponible en ligne sur le site participer.montpellier.fr

II. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DES ÉTRANGERS DE MONTPELLIER

Le Conseil des étrangers de Montpellier se réunit au moins une fois chaque année en assemblée générale, présidée par le Maire, ou son représentant, et retransmise sur internet, notamment pour :

- Permettre à chaque collège :
 - D'élire ou réélire un tandem paritaire de 2 représentants au secrétariat du Conseil ; le vice-président délégué est membre d'office du secrétariat désigné par le collège municipal ;
 - De proposer des thèmes de travail pour l'année à venir ;
- Rendre compte de son activité et de son budget ;
- Établir son programme de travail et constituer des commissions transversales entre les collèges, autour des thèmes retenus (proposés par le secrétariat du Conseil ou par le Maire) ;
- Élire ou réélire un tandem paritaire de porte-paroles du Conseil.

Le Conseil peut se réunir en plénière en d'autres occasions à la demande de la majorité de son secrétariat ou du Maire.

Le secrétariat du Conseil est composé des représentants de chaque collège et des 2 porte-paroles, s'ils n'en font pas partie (8 à 10 membres en tout). Il se réunit pour :

- Convoquer et préparer les assemblées générales ;
- Créer des commissions ponctuelles ou permanentes ;
- Suivre la programmation annuelle – s'il est proposé de la modifier substantiellement, une nouvelle assemblée générale est convoquée à ce sujet ;
- Prendre des initiatives et des positions au nom du Conseil, en fonction de l'actualité ;
- Veiller à la vie démocratique et participative de chaque collège et de ses mandants (notamment via internet) : écouter et consulter les membres des différents collèges, communiquer avec eux, traiter leurs demandes et celles de personnes extérieures au Conseil ;
- Saisir le Maire ou les élus de questions relevant de leurs compétences.

Les quatre collèges ont vocation à assurer une représentativité de chaque entité (associations, entreprises, habitants, élus). Chaque collège concourt auprès de ceux qu'il représente à l'atteinte des objectifs communs comme à la conception et à la réalisation des actions décidées par le Conseil. Ce sont des instances de travail libres de se réunir, destinées à être force de proposition auprès du secrétariat du Conseil.

III. REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur du Conseil sera élaboré de manière participative et soumis au vote de l'assemblée générale, sous réserve de l'accord du Maire. Il pourra être modifié par la suite, en assemblée générale, avec l'accord du Maire.

La Ville mettra à la disposition du Conseil des moyens de fonctionnement et de communication. Des synergies, des initiatives et des projets communs seront recherchés avec les autres conseils participatifs de la Ville (conseils municipaux des enfants et de la jeunesse, conseils de quartier, conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, conseil de développement de la Métropole...). Il bénéficiera du soutien des élus et des services de la Ville en vue d'échanges internationaux éventuels et pour définir, développer et suivre des actions de co-développement, de coopération décentralisée, d'éducation à la paix, de lutte contre les discriminations, etc.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du Conseil des étrangers de Montpellier ;
- D'approuver la composition et le fonctionnement du Conseil des étrangers de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194976-DE-I-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mylvia HOUGUET, Nicole MARIN-KHOURY

**Soutien à l'action du docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix -
Convention cadre de coopération internationale entre la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de
Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie,
l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier - Nîmes -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier est au cœur de la relation d'avenir entre la France et l'Afrique. L'accueil du Sommet Afrique France, le 8 octobre 2021, s'affirme comme le point de départ de nouvelles relations fondées sur le renforcement des coopérations économiques, sur la recherche et l'enseignement, sur le soutien aux industries culturelles et créatives ou encore sur le développement du sport. Autant de domaines dans lesquels excellent le territoire de Montpellier, ses acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

La densité des partenariats et des échanges avec le bassin méditerranéen, et plus globalement l'ensemble de l'Afrique, est très ancienne. Aujourd'hui, cela s'illustre par la présence à Montpellier, aux côtés de l'université, d'institutions françaises et internationales de recherche et d'enseignement particulièrement orientées sur des partenariats avec le sud de la Méditerranée (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), Centre International de

Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam)...). Si les liens sont forts et anciens, ils se traduisent aujourd'hui par de nombreuses collaborations en matière de recherche, d'innovation et de formation et une grande diversité dans les activités académiques mises en œuvre pour relever les défis liés à l'environnement, l'alimentation et la santé.

Présent à Montpellier dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique France, le docteur Denis MUKWEGE s'est vu remettre le titre de Docteur Honoris Causa par l'Université de Montpellier. Surnommé « *l'homme qui répare les femmes* », il a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes en République Démocratique du Congo, dont le prix Sakharov en 2014 et le Prix Nobel de la paix en 2018. Il a fondé l'hôpital de Panzi, en 1999, en tant que clinique de soins gynécologiques et obstétriques, et s'attendait à travailler sur les questions de santé maternelle. Depuis l'ouverture de cet hôpital, le Dr MUKWEGE et son équipe ont aidé à soigner plus de 50 000 survivantes de violences sexuelles. L'hôpital ne se contente pas de traiter les survivants souffrant de blessures physiques, mais fournit également des services juridiques et psychosociaux. Même les patients qui n'ont pas les moyens de payer des soins médicaux après un viol sont traités gratuitement à l'hôpital Panzi. Le Dr MUKWEGE n'a pas peur de s'efforcer de renforcer la protection des femmes et de plaider pour que les responsables de violences sexuelles soient traduits en justice.

Considérant ce contexte et ces premiers échanges, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général Panzi, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes souhaitent établir une convention cadre de coopération internationale pour la mise en place d'actions communes afin d'améliorer l'accès aux services essentiels des patients de l'Hôpital Général Panzi ; l'amélioration des conditions de vie des populations du village d'insertion des femmes d'une part, et renforcer les liens et les échanges entre les populations, et favoriser une meilleure connaissance de l'action de cet homme et cette structure hors du commun, d'autre part.

La présente convention sera signée pour une durée de 5 ans. Elle s'inscrira dans le cadre des relations ancestrales entre l'Afrique et Montpellier, dans un contexte où Montpellier est considéré comme un des berceaux mondiaux de la Médecine. Elle aura pour objectif de déterminer les conditions générales de la coopération entre les parties ainsi que d'en définir les objectifs et les principes d'application et de développement.

La Ville de Montpellier attribuera des subventions auprès d'associations du territoire de Montpellier, porteurs de projets à Panzi sur des thématiques culturelles et économiques en lien avec les diasporas. Elle assurera un accompagnement financier et humain pour une logistique d'accueil dans le cadre d'échanges protocolaires et pourra également soutenir la mise en place de conférences sur ces thématiques auprès du grand public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De soutenir les actions du docteur Denis MUKWEGE, Prix Nobel de la Paix ;
- D'approuver les termes de la convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Panzi

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-196018-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasime AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARLY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô
et le Syndicat de l'AOC Languedoc pour l'organisation d'une manifestation vin,
terroir, et culture au Domaine d'Ô 2022 - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Située au cœur du terroir de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) Languedoc, la Ville de Montpellier s'engage depuis de nombreuses années pour la promotion du vin et en fait une de ses ambitions capitales. Depuis 15 ans, la Ville de Montpellier a construit un partenariat durable avec le Syndicat de l'AOC Languedoc pour faire connaître aux Montpelliérains et aux touristes la qualité et la variété du vignoble. Cette année, la Ville de Montpellier a poursuivi son accompagnement en participant à l'organisation du salon des vins de Montpellier, salon à destination des professionnels qui s'est tenu pour sa première édition début mai.

La Ville de Montpellier et le Syndicat de l'AOC Languedoc organisaient depuis 2005 les Estivales de Montpellier tous les vendredis de l'été. Fort de son succès, ce format s'est démultiplié sur les communes voisines. La perspective des travaux sur l'Esplanade, la volonté de toujours innover et de remettre la culture au centre des manifestations ont amené la Ville de Montpellier à proposer un nouveau format de mise à l'honneur des vigneron. La Ville de Montpellier tient tout particulièrement à poursuivre un soutien fort à la filière viticole en proposant un événement grand public donnant à voir la diversité des vignobles et des terroirs.

Il est proposé une manifestation qui se tiendrait au Domaine d'Ô, emblème de la culture, les vendredis et samedis 29 et 30 juillet et 19 et 20 août 2022.

Cette manifestation allie vin, terroir et culture et est à destination des familles. Tout en conservant le volet dégustation de vin, cette manifestation offre également une place aux producteurs de produits alimentaires, afin de promouvoir la richesse locale des terroirs. La dégustation de ces produits sera accompagnée culturellement, sur un plateau radio, par des interventions et récits de professionnels qui ponctueront la soirée pour faire découvrir nos terroirs, ses vins et sa gastronomie. Cette manifestation a été conçue spécialement pour les familles. Un programme à hauteur d'enfant proposera des animations faisant le lien avec les thématiques de la soirée. Pour renforcer la convivialité de ces soirées des interludes musicaux et de cirque compléteront ce programme.

Au total la Ville de Montpellier consacrera un budget global de maximum 160 000 €.

Le Syndicat de l'AOC Languedoc prend à sa charge la sélection des producteurs (vin et alimentaire) et la coordination des vigneron. Il assurera également l'ensemble de l'organisation et la logistique nécessaires aux dégustations (achat et gravure des verres, tenue des billetteries...).

L'EPIC du Domaine d'Ô met à disposition de la Ville de Montpellier ses espaces pour accueillir la manifestation en 2022 et assure la régie technique (montage, démontage et exploitations) au cours de ces 4 dates. L'EPIC du Domaine d'Ô se voit également confier l'élaboration d'une programmation artistique (musicale et cirque contemporain) qu'il soumettra à l'approbation de la Ville de Montpellier. Ces missions donneront lieu à une facturation sans marge bénéficiaire.

Il est ainsi proposé deux conventions ; qui précisent les conditions du partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc d'une part, et les conditions de la mise à disposition temporaire du Domaine d'Ô entre la Ville de Montpellier et l'EPIC du Domaine d'Ô d'autre part, pour l'organisation de l'édition 2022 de cette manifestation autour du vin, du terroir et de la culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc ;
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition temporaire du Domaine d'Ô entre la Ville de Montpellier et l'EPIC du Domaine d'Ô ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'occupation Domaine d'o
- Convention Syndicat AOC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193984-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnim AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBAN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnim AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Annie YAGUE

Exonération des droits de terrasses - Place de la Comédie - Approbation

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a lancé le projet Comédie qui s'inscrit dans une continuité historique d'évolution de ces espaces publics emblématiques. L'ambition est d'améliorer l'articulation entre le centre historique et ses faubourgs, de répondre au défi climatique, d'embellir les espaces publics, de permettre un meilleur partage des usages et d'élargir le cœur piéton. La réussite de ce projet majeur accompagnera l'inscription de Montpellier au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Pour mener à bien ce projet d'excellence des travaux doivent être entrepris sur la place de la Comédie au cours des années 2022 et 2023. Ces travaux auront un impact sur les activités commerciales des établissements qui exploitent des droits de terrasses sur la place de la Comédie.

Il est ainsi proposé d'exonérer les droits de terrasses, pendant 12 mois, aux gérants qui occupent le domaine public sur la Comédie

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- + D'approuver l'exonération des droits de terrasses, pendant 12 mois, aux gérants qui occupent le domaine public sur la Comédie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194967-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de
subventions - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier. Aussi, il a été envisagé pour les dossiers de subventions déposés avant le 31 mai 2021 et donc assujettis au règlement attributif des aides, lié à la campagne 2017-mi2021, la possibilité d'octroyer une aide pour les travaux réalisés jusqu'au 31 décembre 2021.

A ce titre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

**Enseigne « TABAC L'ALLIANCE », Tabac
Gérante : Mme Touria LE SQUEREN**

1 place Alexandre Laissac

Subvention travaux = 1 348,50 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 450 €

Montant à verser : 1 798,50 €

Enseigne « LES GARCONS », bar à vins

Gérant : M. Anthony HERNANDEZ

15 rue des Sœurs Noires

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 500 €

Montant à verser : 3 250,00 €

Au titre de la nouvelle campagne d'aide à la rénovation des devantures commerciales, instaurée par délibération du 14 juin 2021 ; il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « ACUITIS », Optique et audition

Gérant : M. Philippe BORD (SAS DESCARTES)

15 rue Maguelone

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 9 500,00 €

Enseigne « LUTHIER », luthier

Gérant : M. Baptiste JUGUERA (SCI DAJU)

5 rue Dessalle Possel / 20 rue du Général Lafon

Subvention travaux = 6 382,50 €

Montant à verser : 6 382,50 €

Enseigne « HEROES PLACE », gaming center

Propriétaire : M. Jean-Marie NAVARRO (SCI SOGEPA)

6 rue d'Alger

Subvention travaux = 5 557,50 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 6 307,50 €

Enseigne « Herbes de LAJOIE », vente de produits de chanvre

Propriétaire : M. Jean-Marie NAVARRO (SCI SOGEPA)

6 rue d'Alger

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

Enseigne « BERLINPINPIN », restauration rapide

Gérant : M. Adil BADIR

28 cours Gambetta / rue des Soldats

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 375,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 40 363,50 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192995-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Amie YAGUE

Bar-Restaurant Théâtre Jean Vilar - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 27 septembre 2019, la Ville de Montpellier a désigné Madame Gaëlle RAULT titulaire de la convention d'occupation du Bar-Restaurant du Théâtre Jean-Vilar.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de mars une procédure d'appel à candidatures. A la clôture de l'appel à candidatures, le 6 mai 2022, un dossier a été déposé, celui de Madame RAULT Gaëlle, titulaire de la convention d'occupation actuelle.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration ;
- Motivation du candidat ;

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs ;
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation ;

3) Dossier financier :

- Viabilité économique du projet ;
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Madame RAULT, professionnelle dans le domaine commercial et de la restauration est satisfaisante pour plusieurs motifs. Madame RAULT est un professionnel de la restauration, avec une forte expérience, notamment dans le domaine du spectacle. La gamme de produits proposés est adaptée aux différents publics du théâtre, tout en tenant compte du critère environnemental.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 1 289,60 € par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renouveler l'attribution de l'occupation du bar-restaurant du théâtre Jean Vilar à Madame Gaëlle RAULT pour une durée de 6 ans ;
- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et Madame Gaëlle RAULT ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention théâtre Jean Vilar 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192510-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerces de proximité,
artisanat et tourisme

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Bar-Restaurant-Cafétéria Complexe sportif Léon Cazal - Désignation de l'occupant - Appel à candidatures - Convention d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en 2015, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Denis LAPASSET titulaire de la convention d'occupation du Bar-Restaurant-Cafétéria du Complexe sportif Léon-Cazal.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de mars 2022 une procédure d'appel à candidatures. A la clôture de l'appel à candidatures, le 6 mai 2022, un dossier a été déposé, celui de Monsieur Denis LAPASSET Denis, titulaire de la convention d'occupation actuelle.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration ;
- Motivation du candidat ;

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs ;

- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation ;

3) Dossier financier :

- Viabilité économique du projet ;
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Monsieur LAPASSET, professionnel expérimenté dans le domaine commercial et de la restauration, est satisfaisante au regard des trois critères susmentionnés.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance mensuelle est fixé à 1 641,88 € hors taxe assujetti au taux de TVA.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renouveler l'attribution de l'occupation du bar-restaurant-caféteria du complexe sportif Léon Cazal à Monsieur Denis LAPASSET pour une durée de 6 ans ;
- D'approuver le terme de la convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et Monsieur Denis LAPASSET ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Complexe sportif Cazal

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192508-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la société Artpress dans
le cadre de l'exposition "Après l'école, biennale Artpress des jeunes artistes" -
Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier porte une politique ambitieuse et volontaire en faveur de l'accès de tous à une offre culturelle de qualité. Garante de l'ouverture d'esprit et offrant la possibilité de porter un autre regard sur les grands sujets de société, la culture est au cœur des politiques publiques montpelliéraines. Les arts visuels tiennent une place particulière dans ce secteur. En effet, la Ville de Montpellier propose un riche réseau de lieux d'exposition dédiés aux arts plastiques et notamment à l'art contemporain : le Pavillon Populaire, espace dédié à l'art photographique, l'Espace Saint-Ravy, espace dédié aux artistes émergents, et également l'Espace Dominique-Bagouet, lieu d'art et de patrimoine.

Créée en 1972, artpress est une revue mensuelle d'information et de réflexion sur la création contemporaine. Acteur et témoin engagé de la création d'aujourd'hui, elle a pour vocation de couvrir l'ensemble de la scène artistique mondiale, en liant les différentes formes de la création contemporaine entre elles pour les mettre en perspective. Editée à Paris, en français et en anglais depuis 1992, désormais en version imprimée comme sur Internet, artpress est une revue mensuelle internationale de référence dans le monde de l'art contemporain.

La revue *artpress* est à l'origine d'une biennale dédiée à la création émergente et dénommée « *Après l'école, biennale artpress des jeunes artistes* » (dépôt INPI n°4616166 en date du 21 janvier 2020). Cette biennale a été organisée pour la première fois en 2020 à Saint-Étienne, en partenariat avec la Cité du design et le Musée d'art moderne et contemporain de Saint-Étienne Métropole. La seconde édition de cette biennale sera organisée d'octobre 2022 à janvier 2023, à Montpellier. L'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) MO.CO. et le Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole ont déjà convenu par convention avec *artpress* des modalités de participation de ces deux établissements à cet événement, aux dates indiquées ci-dessus.

Il est proposé que la Ville de Montpellier soit également partenaire de cette biennale en accueillant une étape du parcours de visite de cette exposition multi-sites à l'Espace Dominique-Bagouet. L'ajout de ce lieu situé sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle en cœur de ville, et dont l'entrée est gratuite, permettra de favoriser la fréquentation de la Biennale et de diversifier les publics de ce projet d'art contemporain.

L'exposition à l'espace Dominique-Bagouet dans le cadre de la Biennale *artpress* aura lieu du 1^{er} octobre au 27 novembre 2022, une autre exposition devant ensuite être présentée. L'inauguration aura lieu le 30 septembre 2022, soit à la même date que pour les autres volets de la Biennale *artpress* à Montpellier, prévus au MO.CO. Panacée et au musée Fabre. Cette inauguration se fera au moyen d'un événement commun à l'ensemble de ces trois lieux.

Les dépenses induites par la présentation de l'exposition à l'Espace Dominique-Bagouet, prévues au budget principal de l'année 2022, se monteront à 9 000 € net, soit le montant habituel engagé pour la production d'une exposition dans cet établissement.

Les modalités de collaboration entre la Ville de Montpellier, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPCC MO.CO seront établies séparément de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et *artpress*.

Afin de mettre en œuvre ce projet, la Ville de Montpellier et *artpress* ont résolu de déterminer les modalités de leur coopération par une convention bilatérale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre *artpress* et la Ville de Montpellier pour l'organisation de l'exposition à l'Espace Dominique Bagouet ;
- D'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) pour la préparation, la mise en œuvre et la promotion de cette exposition ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Artpress
- Calendrier prévisionnel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193038-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Travaux de rénovation des terrains de sports - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers d'équipements de proximité de qualité. Les enjeux liés à la qualité et au confort des équipements sportifs constituent en effet un facteur d'épanouissement individuel et de cohésion sociale et permettent de rapprocher de la pratique sportive les publics qui en sont le plus éloignés. Ainsi l'offre d'équipements peut répondre à la grande diversification de la demande, « *accueillir chacun et inclure tous* ».

Dans ce cadre, la réhabilitation d'équipements sportifs contribue à favoriser l'accès du plus grand nombre à la pratique sportive tout en participant à l'aménagement équilibré du territoire ainsi qu'au développement de la pratique féminine.

En 2022, c'est 2 300 000 € qui sont investis sur la rénovation de terrains de sports :

- La rénovation de la piste d'athlétisme de Philippidès (750 000 €) ;
- Du gymnase le Hétêt (75 700 €) ;
- Des terrains de tennis de Grammont et des Garrigues (500 000 €) ;
- La réfection des sanitaires publics du stade Sabathé (69 000 €) ;
- Du plateau sportif Marc-Bloch (109 000 €) ;
- Des plateaux et piste d'athlétisme Colas (353 000 €).

L'Etat via l'agence nationale du sport et la dotation politique de la ville fait l'objet d'une sollicitation pour soutenir la réalisation de ces projets d'investissement.

Mais rénover le patrimoine sportif, c'est aussi anticiper sur des changements importants dans la destination d'équipements pour le mouvement sportif montpellierain. Ainsi, la Ville lance fin juin, la réhabilitation du stade Jeu de Mail en terrain synthétique avec du liège comme couche de souplesse, matériau écologique qui ne nécessite aucun arrosage et la réfection des clôtures pour un montant total de 500 600 €.

Le MUC Football, principal utilisateur de ce stade, attend avec impatience ce nouvel équipement rénové, réclamé depuis de nombreuses années, et se projette d'ores et déjà, dans un futur quant à l'utilisation d'espaces sur le complexe sportif Lieutenant-Lenormand.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser les travaux relatifs à la rénovation de terrains de sports ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194908-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie IANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Convention de mise à disposition d'un local associatif à l'Association Sportive
Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) -
Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite proposer à l'Association Sportive Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) un local associatif vacant au Stade Fourcade afin qu'elle puisse, avec ses adhérents, organiser la vie de l'association et ce, à compter du 1er juin 2022 jusqu'au 31 décembre 2022. La convention de mise à disposition sera renouvelable une fois par tacite reconduction.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer ou une redevance minoré lui sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Association	Adresse du local	Valeur locative annuelle	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
ASFT3M	Stade Fourcade – Rue des Bouisses – 34070 Montpellier	2 450,00 €	35,00 €	2 415,00 €

Toutefois, il convient pour l'année 2022, de calculer la redevance au prorata du temps d'occupation :

Association	Adresse du local	Valeur locative 2022	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
ASFT3M	Stade Fourcade – Rue des Bouisses – 34070 Montpellier	1 020,00 €	35,00 €	985,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Association Sportive Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) ;
- D'approuver la redevance minorée proposé à l'Association Sportive Football Transport Montpellier Méditerranée Métropole (ASFT3M) ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total annuel de 2 415 €, et de 985 € au prorata du temps d'occupation pour 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention mise à disposition local AFT3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188697-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Convention d'occupation du domaine public d'une partie d'une parcelle cadastrée
OB n° 0049 au MUC Omnisports - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec les associations, acteurs incontournables de l'action publique dans les quartiers. Soucieuse de réaffirmer cet engagement, de nombreuses actions sont mises en œuvre afin de valoriser, clarifier et sécuriser ces relations dans le but de les inscrire dans un partenariat constructif et durable.

A ce titre, la Ville souhaite, à la demande du MUC OMNISPORTS, mettre à disposition une partie de la parcelle cadastrée OB n° 0049 d'une surface de 216 m², issue d'une parcelle totale de 24 335 m² appartenant au domaine public communal, située 150 rue François-Joseph-Gossec, afin d'y aménager un bâtiment modulaire pour faciliter l'accueil de leurs centres de loisirs. L'association devra déposer les autorisations nécessaires pour la construction de ce bâtiment et pourra engager les travaux par tout prestataire de son choix. Le régime étant celui du domaine public, l'association ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale, la convention étant d'autre part, non constitutive de droits réels.

La convention d'occupation du domaine public est consentie à titre gratuit, le MUC OMNISPORTS étant une association qui concourt à la satisfaction d'un objectif d'intérêt général et local, et qui intervient dans de nombreuses disciplines. La durée de la convention basée sur la durée de vie de la structure, est consentie

pour une durée de 6 ans renouvelable 2 fois.

A la fin du contrat, l'association devra retirer la structure à ses frais, ou pourra proposer de laisser la structure sur place gratuitement, la Ville en devenant propriétaire, si et seulement si, les contrôles obligatoires autorisent son exploitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et le MUC OMNISPORTS de mise à disposition d'une partie de la parcelle OB n°0049 d'une surface de 216 m² ;
- De prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard aux objectifs d'intérêt général et local poursuivis par l'association ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'occupation parcelle OB0049 Ville-Muc.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-187788-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des
Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Trois lieux gérés par le service des Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson-Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment au service des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin-Luther-King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques-Premier-d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au

développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson-Mandela, à l'Espace Martin-Luther-King et au premier étage de l'Espace Jacques-Premier-d'Aragon.

La délibération du 16 décembre 2021 concernant les tarifs 2022 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin-Luther-King et de l'Espace Jacques-Premier-d'Aragon).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations et structures partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson-Mandela en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2022, de manière ponctuelle, pour 18 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 15 503€.

NOM	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
CONSULAT DES ETATS UNIS	6/04/2022	Permanence consulaire	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI)	912 €
REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	20/04/2022	Inauguration de la 14 ^{ème} édition du « Regards sur le Cinéma Algérien »	Salle de réception de la MRI	912 €
COLLECTIF DU 10 MAI	3 au 11/05/2022	Exposition et Conférence dans le cadre de la « Semaine pour la mémoire de l'esclavage »	Salle de réception de la MRI	253 €
CONSEIL DES RESIDENTS ESPAGNOLS ET CONSULAT GENERAL D'ESPAGNE	12/05/2022	Conférence sur des sujets d'intérêts juridiques	Salle de réception de la MRI	912 €
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	26/05/2022	Accueil délégations étrangères invitées dans le cadre de l'International Multi Twinning	Salle de réception de la MRI	912 €
AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER 2	1/06/2022	Inauguration de la Semaine Franco-Colombienne	Salle de réception de la MRI	912 €
VICE CONSULAT D'Italie	31/05 au 10/06/2022	Exposition sur la Sicile et Célébration de la Fête Nationale Italienne	Salle de réception de la MRI	912 €

ASSOCIATION HISENJI	13 au 18/06/2022	Semaine de la culture africaine	Salle de réception de la MRI	912 €
FOOD SWEET FOOD	20/06/2022	Ouverture de Festival Refugees Food	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION POUR LE SOUVENIR DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS EN France (ASEREF)	20 au 24/06/2022	Exposition sur les migrations espagnoles et portugaises	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION FIERTE MONTPELLIER PRIDE	21/06/2022	Lancement de la Pride 2022	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION AFIVAM	22/06/2022	Conférence de presse pour le Festival What a Trip	Salle de réception de la MRI	912 €
ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER	27/06/2022	Dîner académique	Salle de réception de la MRI	912 €
FESTIVAL RADIO France OCCITANIE	15,18,19, 20,21,25 et 29/07	Tea Time (conférences)	Salle de réception de la MRI	658 €
	22/07/2022	Emission Radio France Musique	Salle de réception de la MRI	912 €
	23/07/2022	Emission Radio France Musique	Salle de réception de la MRI	912 €
	29/07/2022	Soirée de clôture du Festival Radio France	Salle de réception de la MRI	912 €
CONSULAT HONORAIRE DE POLOGNE	14/09/2022	Conférence « la Pologne, pays de sites protégés de l'UNESCO »	Salle de réception de la MRI	912 €
TOTAL				15 503 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE,
Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modele convention temporaire mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193456-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Mise à disposition d'un local à l'Espace Jacques Premier d'Aragon à l'association
Hola-là - Approbation d'un loyer minoré - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants et ceci de façon directe, par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

L'association Hola-là souhaite faire découvrir la culture hispanophone en proposant des cours d'espagnol mais également en proposant des activités autour de la langue et de la culture hispanique. L'objectif est de simuler des échanges, développer la créativité et le partage à travers différents ateliers en espagnol parmi les adhérents et les habitants de Montpellier. L'association souhaite également organiser des conférences, et des stages tout au long de l'année.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'association Hola-là, un loyer ou une redevance minorée lui sera proposé. Le loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville de Montpellier et dans le compte de l'association concernée. La convention de location pour la mise à disposition d'un bureau partagé au sein de l'Espace Jacques premier d'Aragon sera renouvelée une fois par tacite reconduction soit jusqu'au 31/12/2023.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subvention	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
Association Hola-là	Espace Jacques premier d'Aragon 117 rue des états généraux 34000 Montpellier	1335 €	1300 €	35 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de location du domaine privé de la Ville ;
- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association Hola-là ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de l'aide en nature pour un total général de 1 300 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Domaine privé

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194675-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdî EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau du Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

A l'échelle mondiale, plus de 50% de la population vit actuellement dans des zones urbaines alors que les villes produisent plus de 85% du Produit Intérieur Brut (PIB) de leurs nations. Les défis critiques auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui, tels que la migration, les maladies pandémiques, les inégalités sociales et la sécurité urbaine, doivent être résolus au niveau local.

Le Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors (GPM)) est un organe de gouvernance de, par et pour les maires de tous les continents auquel la Ville de Montpellier souhaite adhérer. Les membres du GPM partagent une vision du monde dans laquelle les maires, leurs villes et leurs réseaux sont des partenaires égaux dans la construction d'une gouvernance mondiale pour un monde inclusif et durable. L'objectif est de faciliter les débats entre les maires, les gouvernements nationaux et les organisations internationales, mener des actions systématiques pour relever les défis mondiaux et nationaux et saisir les opportunités de réaliser un changement politique à l'échelle mondiale.

En 2021, Grâce à l'engagement de la Ville de Montpellier tant en matière de collaboration internationale et nationale, d'immigration, de sécurité et des mesures prises en matière de santé publique, Monsieur le Maire

de Montpellier a été invité par le Maire de la Ville de Palerme à participer au Sommet annuel du GPM. Cet événement interactif hybride a réuni des maires, des réseaux de villes et des experts internationaux pour discuter du leadership de la ville et des principaux défis mondiaux au niveau local. Ce Sommet a mis en évidence le rôle des villes en tant que condition préalable au succès dans la résolution des problèmes mondiaux, tels que la crise climatique, les nouvelles formes de leadership des villes et la gouvernance multilatérale.

En 2022, le Sommet du GPM s'est déroulé Katowice en Pologne. Dans un pays fortement mobilisé sur l'accueil des ukrainiens fuyant le conflit, le sommet a eu pour problématique *"Transformer ensemble: Comment les villes doivent mener un changement démocratique, inclusif et innovant ?"*.

Le montant annuel de l'adhésion au GPM s'élève à 5 800 € pour la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au réseau du Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194952-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clarc HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Agnès SAURAT

Achats publics durables - Adoption du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) 2022/2026

Madame Catherine RIBOT, Conseillère municipale, rapporte :

La transition écologique, sociale et économique portée par la Ville de Montpellier implique une mobilisation totale de tous les leviers stratégiques possibles. Avec un volume d'achats annuel de 146 M € HT en 2021, la Ville de Montpellier dispose d'un puissant levier d'accélération de la transition écologique et solidaire, dont elle entend se saisir. Dans la prolongation des actions déjà menées, la Ville de Montpellier entend structurer sa politique achat au service de ses ambitions politiques en se dotant d'un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) pour la période 2022/2026.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, complétée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (LTECV), a instauré l'obligation d'adopter et de publier un SPASER. Les Collectivités Territoriales y sont soumises lorsque le montant annuel de leurs achats est supérieur à 100 M € HT. Conformément à l'article L.2111-3 du Code de la Commande publique, ce schéma rendu public *« détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire »*.

Un schéma ambitieux structuré autour de 4 axes majeurs :

L'adoption du SPASER s'intègre dans une ambition politique mobilisée en faveur du développement durable. En mars dernier, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté la deuxième édition du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire 2021-2026 ayant vocation à limiter l'impact du territoire sur le climat et d'en réduire la vulnérabilité, avec une ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

En complémentarité de l'ensemble des démarches engagées, la Ville de Montpellier souhaite, au travers de son SPASER, mettre notamment l'accent sur la décarbonation du territoire, l'accès à l'emploi aux jeunes issus des quartiers politiques de la ville ainsi que l'innovation au profit des entreprises aux stratégies singulières. La prise en compte des différentes politiques menées, ainsi que les dynamiques des acteurs du territoire permettent à la Ville de Montpellier d'élaborer une stratégie cohérente.

Le Schéma pensé par la Ville de Montpellier s'articule donc autour de 4 axes et de 9 actions :

- **La commande publique, un levier d'action pour la protection de l'environnement, la santé et la transition énergétique :**
 - o Action 1 : Assurer un environnement sain et protéger les ressources ;
 - o Action 2 : Promouvoir l'économie circulaire ;
 - o Action 3 : Développer des constructions durables ;
- **La commande publique, un levier d'action pour l'insertion et l'équité sociale :**
 - o Action 4 : Renforcer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ;
 - o Action 5 : Lutter contre toute forme de discrimination et assurer l'égalité professionnelle ;
- **La commande publique, un levier d'action pour le développement économique :**
 - o Action 6 : Faciliter l'accès aux TPE/PME ;
 - o Action 7 : Promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ;
 - o Action 8 : Stimuler l'innovation sur le territoire ;
- **Une gouvernance et un pilotage de la politique achat :**
 - o Action 9 : Faire de la commande publique un levier de performance durable.

Ces ambitions, déclinées en chantiers et actions opérationnelles, illustrent la volonté de la Ville de Montpellier d'adopter un comportement exemplaire. Par ses orientations, ce schéma a vocation à irriguer l'ensemble des achats, à tous les stades du processus : définition des besoins, passation et exécution des contrats.

Ce schéma est le fruit d'un travail collaboratif associant l'ensemble des Pôles de la Collectivité, répartis en 10 ateliers et réunissant plus de 70 contributeurs. Le choix d'une méthodologie participative, alliant tous les cœurs de métier, a renforcé l'élaboration d'un outil de référence ambitieux et cohérent avec la réalité opérationnelle.

Dans une dynamique d'amélioration continue, la Ville de Montpellier souhaite se conformer aux objectifs ambitieux affichés par le nouveau Plan National pour des Achats Durables 2022/2026 (PNAD) et concourir aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ainsi, à travers ses 26 chantiers ambitieux, le présent SPASER s'engage à surpasser les pratiques menées jusqu'à présent en prévoyant, notamment, d'élever à 100 % les marchés comportant des considérations environnementales et à 30 % les marchés comportant des considérations sociales d'ici 2025.

Un schéma collaboratif et évolutif grâce à une gouvernance adaptée :

Au-delà des ambitions du SPASER, et afin d'affirmer son engagement pérenne en faveur des achats durables, la Ville de Montpellier entend accompagner le SPASER d'une vraie gouvernance de sa politique d'achat.

Un comité de pilotage, constitué notamment de la Direction Générale et des élus intéressés, sera ainsi régulièrement réuni pour identifier les marchés à enjeux et arbitrer les objectifs leur étant assignés en déclinant les objectifs fixés par le SPASER. Un comité technique, plus opérationnel, préparera et appliquera les décisions du comité de pilotage. Il arbitrera également directement les stratégies d'achats sur les procédures présentant un intérêt stratégique moindre que celles passant devant le comité de pilotage. Il assurera également la mesure du travail accompli via la mise en place d'indicateurs de suivi dans une démarche d'amélioration continue.

Par ailleurs, dans une logique de coordination de la politique d'achat responsable de la Collectivité, le SPASER définit également des leviers stratégiques et opérationnels d'accompagnement destinés à dynamiser la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (formations, guide interne, fiches outils thématiques).

Enfin, la Ville de Montpellier entend également poursuivre cette démarche en synergie avec l'ensemble des opérateurs économiques du territoire dans une logique de démarche locale d'achat durable.

Les orientations proposées à l'horizon 2026 permettent ainsi de donner une nouvelle impulsion à la politique achat et de fournir un cadre d'action permettant la mise en place d'une commande publique exemplaire et responsable sur le plan social, environnemental et économique.

La réussite de ce défi implique un engagement de tous les acteurs au service d'un territoire innovant, résilient et solidaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables 2022-2026 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité,

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) - Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191632-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Coralie MANTION, Fatma NAKIB, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER

**Compte administratif et compte de gestion 2021 de la Ville de Montpellier -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L.2313-1 du CGCT, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, l'état de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et le bilan de la dette.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2021 du budget de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	69 032 969,11	
931	Sécurité	15 058 370,89	
932	Enseignement	79 387 665,83	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	36 696 284,78	
934	Santé et action sociale	43 553 123,44	
935	Aménagement des territoires et habitat	18 735 964,87	
936	Action économique	6 326 105,94	
937	Environnement	1 676 498,37	
938	Transports	4 300 162,47	
940	Impositions directes	35 290 920,29	
942	Dotations et participations	4 405,00	
943	Opérations financières	3 068 217,05	
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	260 862,54	
946	Transferts entre les sections	32 181 770,64	
TOTAL - DEPENSES		345 573 321,22	-
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		345 573 321,22	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	22 192 781,40	
930	Services généraux	16 368 971,42	
931	Sécurité	161 312,26	
932	Enseignement	1 300 644,38	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	3 312 346,07	
934	Santé et action sociale	16 185 421,15	
935	Aménagement des territoires et habitat	4 670 447,60	
936	Action économique	2 299 448,82	
938	Transports	5 172 788,01	
940	Impositions directes	219 672 098,00	
941	Autres impôts et taxes	23 197 830,08	
942	Dotations et participations	79 793 395,24	
943	Opérations financières	10,43	
946	Transferts entre les sections	8 039 734,28	
TOTAL - RECETTES		402 367 229,14	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		402 367 229,14	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	25 676 352,45	
900	Services généraux	8 761 991,70	6 771 375,11
901	Sécurité	1 209 683,86	540 927,80
902	Enseignement	33 407 614,87	7 257 571,71
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	9 904 982,84	4 275 386,50
904	Santé et action sociale	1 392 634,74	234 870,35
905	Aménagement des territoires et habitat	29 822 163,48	6 249 567,00
906	Action économique	317 260,62	37 824,18
907	Environnement	3 420,00	
921	Taxes non-affectées	76 178,53	42 434,92
923	Dettes et autres opérations financières	40 661 847,09	
925	Opérations patrimoniales	10 279 034,68	
926	Transferts entre les sections	8 039 734,28	
TOTAL - DEPENSES		169 552 899,14	25 409 957,57
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		194 962 856,71	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
900	Services généraux	827 916,93	206 477,86
901	Sécurité	93 331,03	
902	Enseignement	1 900 336,13	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	295 887,20	
904	Santé et action sociale	769 887,92	
905	Aménagement des territoires et habitat	2 233 632,79	791 287,98
906	Action économique		468 434,00
921	Taxes non affectées	103 962,11	
922	Dotations et participations	37 976 794,01	
923	Dettes et autres opérations financières	40 159 344,39	25 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	10 279 034,68	
926	Transferts entre les sections	32 181 770,64	
TOTAL - RECETTES		126 821 897,83	26 466 199,84
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		153 288 097,67	

Le résultat brut global 2021 du budget, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 14 062 906,61 €. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 15 119 148,88 €.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2021	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021	Solde reports 2021	Résultat net
Investissement	- 25 676 352,45		- 17 054 648,86	- 42 731 001,31	1 056 242,27	- 41 674 759,04
Fonctionnement	53 813 932,86	31 621 151,46	34 601 126,52	56 793 907,92	-	56 793 907,92
TOTAL	28 137 580,41	31 621 151,46	17 546 477,66	14 062 906,61	1 056 242,27	15 119 148,88

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Compte de Gestion 2021 du budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le Compte Administratif 2021 du budget de la Ville de Montpellier ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Attestation conformité Ville Montpellier
- Annexe aux états financiers - Exercice 2021.pdf
- Rapport CA 2021 Ville vd.pdf
- Compte Gestion VD.pdf
- Maquette CA 2021 Ville.pdf
- Bilans Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191956B-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/07/22
Réception en Préfecture : 06/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

**Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel
du chiffre exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015 prévoit que « *la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements* ». En 2016, la Ville de Montpellier s'est engagée volontairement dans l'expérimentation de la certification des comptes locaux, intégrant les 25 collectivités retenues par la Cour des comptes pour participer à cette démarche. Sur les 34 955 communes en France, dix communes se sont portées volontaires pour poursuivre cette démarche dont deux de plus de 200 000 habitants : la Ville de Montpellier et la Ville de Paris.

La Ville de Montpellier a vu dans cette expérimentation l'opportunité :

- D'accroître la transparence envers l'ensemble des acteurs financiers, des élus municipaux et des administrés ;
- De fiabiliser ses dispositifs de contrôle interne ;
- De renforcer son dispositif de lutte contre la fraude ;
- De moderniser son système d'information financière.

Ainsi, l'ensemble des pôles de la Ville de Montpellier ont mis en œuvre des plans d'actions d'amélioration de la qualité comptable et financière. Pour ce faire, la Collectivité a bénéficié d'un accompagnement de la Cour des comptes et a travaillé de concert avec le comptable public. Ce travail est désormais soumis à l'avis du Commissaire aux comptes dont l'objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes :

- Ne comportent pas d'anomalies significatives ;
- Sont réguliers et sincères ;
- Donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, de la situation financière et du patrimoine de la Ville de Montpellier.

L'audit réalisé n'a pas pour finalité de se prononcer sur la performance de la gestion de la Ville de Montpellier.

L'exercice 2021 constitue pour la Collectivité le second exercice dont les comptes sont soumis à un contrôle réalisé par un auditeur externe. Les comptes forment un tout indissociable composé d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe.

En 2022, la Ville de Montpellier fait partie des premières communes françaises à être certifiées avec la Ville de Paris et rejoint la région Pays de la Loire certifiée depuis 2021. Il s'agit d'une reconnaissance importante qui acte la sincérité des comptes et la maîtrise des risques financiers. Cette certification est assortie de trois réserves :

- Une réserve ponctuelle qui concerne un ajustement d'écriture ;
- Une réserve sur le suivi comptable de l'actif, commune à toutes les collectivités expérimentatrices de la certification des comptes ;
- Une réserve sur la fiscalité pour laquelle la Collectivité n'a pas capacité à agir car cela incombe au législateur.

Dans le cadre de ce deuxième exercice de certification expérimental, le Commissaire aux comptes, le Cabinet Grant Thornton, conformément au cahier des charges relatives à l'expérimentation de l'audit des comptes, a rédigé une synthèse destinée au Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la synthèse du Commissaire aux comptes sur la certification expérimentale des comptes de 2021 ;
- De prendre acte des états financiers 2021, joints en annexe du Compte Administratif 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte.

Ne prend pas part débat : M. Bernard TRAVIER

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194413-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

Présents :

Tasmime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasmime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-
Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobilier de bureau -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de mobilier de bureau.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, à ce titre est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total de commandes estimé à 200 000 € HT par an, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone, pour l'achat de mobilier de bureau, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188034-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole, Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez
et Villeneuve-lès-Maguelone pour la location de tentes, bungalows et WC
autonomes - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour la location de tentes, bungalows et WC autonomes.

La Ville de Montpellier, désignée coordonnateur du groupement, est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec des montants totaux de commandes estimées à 280 000 € HT par an, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Lattes, Pérols, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour la location de tentes, bungalows et WC autonomes, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188049-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, Clapiers, Jacou,
Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels pour
l'achat d'outillages tous types - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels pour l'achat d'outillages tous types conformément.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, à ce titre est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec des montants de commandes estimées à 135 000 € HT par an, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, Clapiers, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels, pour l'achat d'outillages tous types ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188038-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS
de Montpellier, Juvignac, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez
pour l'achat de fournitures et la maintenance des matériels de protection incendie
- Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, Juvignac, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez pour l'achat de fournitures et la maintenance des matériels de protection incendie.

La Ville de Montpellier, désignée coordonnateur du groupement, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant total de commandes estimé à 300 000 € HT par an, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Juvignac, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez, pour l'achat de fournitures et la maintenance des matériels de protection incendie, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188044-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le
Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'acquisition de logiciels et dans un souci d'économie, et de rationalisation, Montpellier Méditerranée Métropole lance une consultation d'entreprises en groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan, afin de conclure un accord cadre à bons de commande. Il est ainsi proposé une convention de groupement de commandes.

Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale

d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant de commandes total estimé à 1 500 000 € HT par an, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Courdonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan, pour l'acquisition de logiciels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193404-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez,
Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier,
Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels
informatiques et audiovisuels - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de matériels informatiques et audiovisuels, Montpellier Méditerranée Métropole lance une consultation d'entreprises en groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone, afin de conclure un accord cadre à bons de commande. Il est ainsi proposé une convention de groupement de commandes.

Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec un montant de commandes total estimé à 1 500 000 € HT par an, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audiovisuels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193447-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Codifiée par les articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) s'applique aux supports publicitaires et aux enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les entreprises assujetties appartiennent à des secteurs économiques différents :

- La TLPE perçue au titre des enseignes est essentiellement payée par des commerces ;
- La TLPE perçue pour des dispositifs temporaires tels que ceux utilisés pour la promotion immobilière implantés à l'occasion des commercialisations de programmes immobiliers ;
- La TLPE perçue sur les dispositifs publicitaires hors mobiliers urbains déjà redevables d'occupation du domaine public.

Cette taxe est définie par des taux par m² et par an. De par la loi, le taux de base est identique pour l'ensemble des dispositifs (publicité, pré-enseignes et enseignes). Le taux de base et les éventuelles exonérations sont votés par le Conseil municipal avant le 1^{er} juillet de l'année qui précède l'année de taxation.

Pour 2023, il est proposé les tarifs suivants, conformément aux taux d'évolution maximum applicables (articles L.2333-9 à 2333-12 du CGCT) :

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarif
Enseigne < à 7 m ²	m ² /an	0 €
Enseigne > à 7 m ² et ≤ à 20 m ²	m ² /an	33,30 €
Enseigne > à 20 m ² et ≤ à 50 m ²	m ² /an	66,60 €
Enseigne > à 50 m ²	m ² /an	133,20 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarif
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique < à 50 m ²	m ² /an	33,30 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique < à 50 m ²	m ² /an	99,90 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la tarification proposée pour les dispositifs présents en 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-186718-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Autorisation permanente accordée au comptable public dans le cadre du
recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article R.1617-24 du Code général des collectivités territoriales, retranscrivant le décret n°2009-125 du 03 février 2009, précise que l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes (exemples : opposition à tiers détenteur, saisie vente, ...), selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux. Ainsi, afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder au Comptable Public une autorisation permanente, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

Cette autorisation est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une autorisation permanente au Comptable Public pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-189658-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Revalorisation du taux des vacations des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et des centres de loisirs adolescents des Maisons Pour Tous - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°2011/62 du 7 février 2011, a été fixé le taux de la vacation des animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement à 55,92 €.

Dans l'objectif d'une meilleure attractivité et face aux difficultés de recrutement des animateurs durant les vacances scolaires, il est proposé de réévaluer la vacation des animateurs intervenants dans le cadre de contrat d'engagement éducatif au sein des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et des centres de loisirs adolescents des Maisons Pour Tous sur la base d'un taux journalier de 70 € bruts.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer le nouveau montant journalier des animateurs ALSH et des centres de loisirs adolescents des Maisons Pour Tous ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195737-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'unité Passerelle est une expérimentation prévue pour une durée d'un an. Elle est menée en commun par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accompagner des agents en mobilité contrainte dans leur réussite et rebond professionnels. Passerelle a connu un démarrage effectif le 25 avril 2022 avec l'intégration de 5 premiers agents, sur les 15 agents attendus sur l'année 2022. Cette expérimentation se veut un exemple positif, de la volonté forte des deux collectivités d'œuvrer en faveur de l'inclusion, du vivre ensemble et de l'agir ensemble.

Plus précisément, l'objectif de Passerelle est de proposer de nouvelles perspectives d'avenir professionnel aux agents rencontrant des difficultés de santé (apparition d'incapacité pour raison de santé) et d'avancer avec eux sur des emplois adaptés à leurs capacités et à la performance des deux collectivités. L'unité Passerelle est une solution interne en appui à toutes les directions. Les agents accueillis dans un lieu dédié, accompagnés, formés et managés, travailleront collectivement à la préparation, à la réalisation et au suivi d'activités utiles aux services.

Parce que trouver des solutions pour les agents est une responsabilité collective et partagée, ce nouveau dispositif a été co-construit en étant à l'écoute des besoins et des propositions des différents acteurs internes. Il s'agit notamment de rendre acteur l'agent et mobiliser ses ressources pour contribuer au collectif et

travailler à son rebond.

Ce dispositif innovant, pionnier et inclusif a été reconnu comme tel par le ministère de la Transformation et de la Fonction Publique et la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Ainsi, l'unité Passerelle a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets innovants et subventionnée à hauteur de 27 405 € TTC (10 080 € TTC pour la Ville de Montpellier et 17 325 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole) pour financer des actions de formation.

Dans ce cadre, une convention de versement de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être signée. Cette convention définit les règles de versement de la subvention. La Ville et la Métropole s'engagent à un bilan, comprenant un retour d'expérience, dont l'objectif est la compréhension et l'appropriation des principes de la démarche de transformation entreprise, à la plateforme régionale interministérielle d'appui aux ressources humaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FIRH Ville Métropole 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194658-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Faunty DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés. Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont

été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que quelques postes. Au vu de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs afin de répondre aux enjeux organisationnels notamment le service commun de la **Direction des Relations institutionnelles et de l'Évènementiel** créé par délibération n°V2021-135 du Conseil municipal en date du 12 avril 2021 et n° M2021-197 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2021. Ce service commun regroupe les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité évènementielles des deux collectivités. La mutualisation des ces fonctions permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'évènements des deux collectivités. Elle permettra également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales.

Il convient par ailleurs de créer un service commun **Service Administratif et Financier du Cabinet** qui regroupe les fonctions administratives et financières de la Direction de la communication et de la Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel dans un objectif de rationalité de moyens et d'efficacité. Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de service commun Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- D'approuver la création d'un service commun Service Administratif et Financier du cabinet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel
- Convention Service Administratif et Financier du Cabinet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-190047-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile - Modification -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin et V2020-298 du 14 décembre 2020 définissent le régime des astreintes dédiées à la sécurité civile. En effet, conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ».

La nouvelle organisation du service sécurité civile, comprenant une augmentation de ses effectifs, et le retour d'expérience de la crise sanitaire covid-19 renvoient à une consolidation de l'astreinte sécurité civile, pour garantir une continuité opérationnelle.

Il est proposé de modifier la délibération n°V2020-298 précitée selon les modalités suivantes :

Activation : L'astreinte sécurité civile est activée à l'année, 24h/24, 7J/7 et 365J/an pour prévenir et gérer les situations d'urgence relevant du Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

Durant sa période de mobilisation, l'agent d'astreinte n'est pas seul et peut compter sur l'équipe du service sécurité civile ainsi que sur la solidarité des membres de l'astreinte sécurité civile pour assurer un appui opérationnel et/ou le remplacer dans ses missions, notamment en prévision d'un événement majeur, qui peut s'inscrire par ailleurs dans la durée.

Pour rappel, un planning à l'année est proposé avec une variation hebdomadaire (en moyenne cela correspond à une mobilisation de 4 semaines / an, et une trentaine d'évènements à gérer).

Périmètre des emplois concernés : L'astreinte « sécurité civile » s'adresse en priorité aux cadres des services relevant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) ainsi qu'aux techniciens du service sécurité civile contribuant aux opérations. Les agents déjà concernés par une astreinte métier et/ou incompatible avec les préceptes de la sécurité civile ne sont pas concernés.

Les périodes d'astreintes ne sont pas modifiées : L'astreinte « sécurité civile » est proposée « à l'année » dans le cadre du PCS, afin de participer à la gestion d'un événement (majeur) de sécurité civile ou d'une situation de crise survenant sur le territoire de la Ville de Montpellier. Elle reste réalisée, sous la forme d'une semaine du lundi à 8h30 au lundi suivant 8h30 (en corrélation avec les autres services : astreinte Police Municipale, hydro-météo...). Elles couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin 2018. Pour rappel, la rémunération afférente à l'astreinte et d'intervention éventuelle ne sera effective qu'en dehors des heures d'ouverture du service ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-186364-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasmime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasmime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikael SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et
des Effectifs - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Ville : l'accueil de stagiaires étudiants (en moyenne 380 étudiants chaque année) et celui des apprentis.

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Ville en 2013 dans les métiers de la Petite Enfance. L'objectif est de contribuer à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle, avec une moyenne annuelle de 8 apprentis. Depuis 2015, 10 apprentis en situation de handicap ont été accueillis au sein des services de la Ville de Montpellier.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés)

d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Ville s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.) ;
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement ;
- L'identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour passer un concours de la Fonction Publique Territoriale ;
- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation.

Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Ville, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La Ville de Montpellier compte actuellement 18 apprentis au sein de ses services. Il est proposé de conclure 23 nouveaux contrats d'apprentissage afin d'accueillir au total 23 apprentis à la rentrée de septembre 2022. La Ville de Montpellier participera à la formation ces apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : biodiversité, éducation, petite enfance, propreté et hygiène.

Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

Il est demandé au Conseil municipal l'autorisation de conclure **vingt-trois** contrats d'apprentissage présentés en annexe 1 ci jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des vingt-trois contrats d'apprentissage ;
- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Création postes apprentis

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195106-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURJER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Tableau des Emplois et des Effectifs - Modification - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs en raison de l'optimisation de l'organisation des services municipaux et dans l'intérêt général.

Concernant les postes permanents, il est proposé de se prononcer sur la création de soixante-seize postes et l'ouverture de dix-sept postes au recrutement d'un agent non titulaire.

Ces évolutions sont dues à la création de vingt-deux postes pour répondre à des besoins nouveaux de la collectivité, notamment au Pôle éducation avec seize postes pour l'ouverture de nouvelles classes et d'un nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2022, au Pôle petite enfance avec deux postes dont un vaguesmestre et un animateur de RAM pour l'ouverture d'un nouvel établissement, au Pôle solidarité avec deux postes dont un poste d'animateur et un poste de chargé d'accueil et d'accompagnement Maison France Service et au Pôle culture avec deux postes de chargé de projet hospitalité aux artistes (ouverture sur deux grades différents pour faciliter le recrutement).

Il est également proposé de se prononcer sur la création de cinquante-quatre postes due à des évolutions de grades suite à recrutement (douze postes), à des mises en stage (dix postes), à des mobilités internes (vingt postes) et à des réussites à concours (douze postes).

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations de postes permanents issues du fonctionnement des services

Filière administrative :

- Adjoint administratif : la création de deux postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Rédacteur : la création d'un poste à temps complet ;
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Attaché : la création de cinq postes à temps complet ;
- Attaché principal : la création d'un poste à temps complet ;
- Attaché hors classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Administrateur hors classe : la création d'un poste à temps complet ;

Filière animation :

- Adjoint d'animation : la création de six postes à temps complet ;
- Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- animateur : la création de sept postes à temps complet ;
- animateur principal de 2^{ème} classe : la création de quatre postes à temps complet ;

Filière technique :

- Adjoint technique : la création de vingt et un postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la création de deux postes à temps complet ;
- Agent de maîtrise : la création de deux postes à temps complet ;
- Technicien : la création de quatre postes à temps complet ;
- Ingénieur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière sociale :

- ATSEM principal de 2^{ème} classe : la création de sept postes à temps complet ;
- Educateur de jeunes enfants : la création d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture de classe supérieure : la création d'un poste à temps complet ;
- Diététicien classe normale : la création d'un poste à temps complet ;

Filière culturelle :

- Attaché de conservation du patrimoine : la création d'un poste à temps complet ;

Filière Police Municipale :

- Gardien-brigadier de PM : la création d'un poste à temps complet ;
- Brigadier-chef principal de PM : la création d'un poste à temps complet.

II. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la

nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 1 ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 confirmations

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192805-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier vers différentes structures -
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Plusieurs mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Mises à disposition auprès de le l'Association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville :

Cette association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, a pour but d'offrir un lieu de rencontre et d'échange pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance. Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux de catégorie B à temps complet pour une période de 1 an auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pour assurer les fonctions de Directeur et Directeur adjoint du centre de loisirs Le Relais.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-6 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier les rémunérations perçues par les deux agents mis à disposition ainsi que les contributions et cotisations afférentes.

Mises à disposition auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux titulaires, à temps complet, de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, auprès du COSC, pour une durée d'un an renouvelable à compter du 23 mai 2022.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-6 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'un agent de catégorie A auprès de Montpellier Méditerranée Métropole :

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux. Il sera mis à disposition à temps complet de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juin 2022 pour une durée de 1 an. Il exercera les fonctions de chargé d'études informatiques auprès de la Direction des Ressources Informatiques. Cette mise à disposition deviendra caduque à la mise en œuvre du service commun du Pôle numérique et données.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, du COSC et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention MAD ARNAUD Fabrice
- Convention MAD POULAIN Isabelle
- Convention MAD RIVES Nathalie
- Convention MAD CALABRIA Corinne
- Convention MAD DOMERGUE Brigitte

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193577-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie IANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Mise à disposition dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet afin d'assurer l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques. La mise à disposition arrivant au terme de la période prévue, il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents à compter du 1^{er} juillet 2021, pour une durée d'un an.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Métropole, n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux. Rattaché auprès du Cabinet du Maire, l'agent sera mis à disposition à compter du 1^{er} septembre 2022 pour une durée d'un an, à temps complet. Il exercera les fonctions de maître d'hôtel.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

Approbation de la Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Il est mis à disposition de la Direction de la Sécurité Publique de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} juillet 2022 pour une durée de 6 mois. Il exercera les fonctions de coordinateur de la réserve citoyenne. Il aura pour mission d'assurer le pilotage du projet de réserve communale de sécurité civile, nommé « *réserve citoyenne* » et coordonner son fonctionnement, de participer à la gestion opérationnelle d'un événement de sécurité civile ou d'un grand rassemblement ainsi qu'à l'organisation du service, renforcée en l'absence du Responsable.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les mises à disposition de ces agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention MAD Damien MILHAU
- Convention MAD Lionel CHANSON
- Convention MAD Abdelwahed HAMZAOUI
- Convention MAD Chantal TOURE
- Convention MAD LOCCI Sandrine

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-195121-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Rapports Annuels des Délégués de Service Public de l'exercice 2021 -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégués de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ORDRE DU JOUR DU PLUS PROCHE CONSEIL MUNICIPAL, et mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégués doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen DE L'ENSEMBLE de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'Assemblée délibérante. Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1^{er} juin font parfois l'objet de modification par le délégataire, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Ville ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis au plus tard le 1^{er} juin 2022 conformément à la réglementation en vigueur :

Equipement / service	Délégataire
Crèche Joséphine Baker	SAS People and Baby
Crèche Henri Salvador	SARL LPCR DSP Montpellier
Fourrière automobile	SARL EGS
Stationnement sur voirie	SAEML TaM (1)

(1) *Dissolution par confusion de patrimoine de la filiale TaM Voirie, délégataire du service public du stationnement sur voirie, par la SAEML TaM, associé unique de celle-ci. La date de transfert est fixée à la date d'effet de la transmission universelle du patrimoine au 3 décembre 2021. L'avenant 4, validé le 10 février 2022, acte la substitution de la société TaM Voirie, au profit du nouveau délégataire, la SAEML TaM.*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021, et conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2021 DSP Crèche H.Salvador
- RAD 2021 DSP Fourrière automobile
- RAD 2021 DSP Stationnement
- RAD 2021 DSP Crèche J.Baker

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192885-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) -
Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à la Ville de Montpellier par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000€ par an, et tenus de fournir à la Ville des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les Rapports Annuels des Délégués (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT.

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par la représentante du Maire de Montpellier, désignée par arrêté, Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1^{ère} Adjointe au Maire, déléguée à la ville éducative, la réussite scolaire et l'administration générale.

Par délibération n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020, le Conseil municipal a désigné les membres de la

commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Sébastien COTE ;
 - o Tasnime AKBARALY ;
 - o Hind EMAD ;
 - o Manu REYNAUD ;
 - o Max LEVITA.
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Hervé MARTIN ;
 - o Mickaël DIORE ;
 - o Fatma NAKIB ;
 - o Yvan NOSBÉ ;
 - o Mylvia HOUGUET.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine Baker ;
- La crèche Henri Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission.

Dans le contexte de réorganisation des services mutualisés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service de Contrôle et de Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion) (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

En 2021, la CCC s'est réunie le 15 novembre 2021 pour examiner les dossiers suivants :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Fourrière automobile, gérée par la société EGS ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Crèche Joséphine Baker, gérée par la société People and Baby ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Crèche Henri Salvador, gérée par la société LPCR DSP Montpellier ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement sur voirie, géré par la société TaM Voirie.

Dans le cadre cette séance, la commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des RAD et des comptes 2020 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la séance de la CCC, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN et composée paritairement d'élus du Conseil municipal et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Ville de Montpellier pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-189720-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine notamment les rapports annuels des délégataires (RAD) ; elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par le représentant du Maire de la Ville de Montpellier, désigné par arrêté, Monsieur Michel ASLANIAN, 10^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social.

Par délibération n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Mustapha LAOUKIRI ;
 - o Marie MASSART ;
 - o Agnès SAURAT ;
 - o Mylvia HOUGUET ;
 - o Max LEVITA.
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Radia TIKOUK ;
 - o Georges ARDISSON ;
 - o Jean-Dominique DELAVEAU ;
 - o Yves BARRAL ;
 - o Clara GIMENEZ ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
 - o CLCPH (Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques du Département de l'Hérault) ;
 - o CLCV de Montpellier (Association Consommation Logement Cadre de Vie Montpellier) ;
 - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
 - o CNL 34 (Fédération de L'Hérault de La Confédération Nationale du Logement) ;
 - o UFC Que Choisir Montpellier (Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Montpellier).

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL en 2021, au titre de l'année 2020, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine Baker ;
- La crèche Henri Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission.

Dans le contexte de réorganisation des services mutualisés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par le Service de Contrôle et de Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion) (autrefois dénommé Direction du Contrôle de Gestion Externe dans le cadre de l'organisation des services au titre de l'année 2021).

La CCSPL s'est réunie le 6 juillet 2021 et le 18 novembre 2021, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 06/07/2021 :

Lors de cette séance, la CCSPL a été sollicitée pour émettre un avis sur le choix de mode de gestion de la future crèche ZAC Port Marianne – Rive Gauche. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

Séance du 18/11/2021 :

- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Fourrière automobile ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Crèche Joséphine Baker ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Crèche Henri Salvador ;
- ✓ RAD 2020 relatif à la DSP Stationnement sur voirie.

Nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la CCSPL a rendu un avis favorable à l'unanimité sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des RAD relatifs à l'exercice 2020.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la CCSPL, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE et composée d'élus du Conseil Municipal, pour l'examen des comptes 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de La Ville de Montpellier pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-189732-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SERVICE A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasmime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Solidarité envers les déplacés ukrainiens - Attribution de subvention et mise à
disposition gracieuse - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le territoire montpelliérain et la Ville de Montpellier se sont engagés dans la constitution d'un réseau de solidarité et d'accueil de réfugiés.

La mobilisation de moyens et matériels de survie acheminés sur site en collaboration avec le secteur associatif ainsi que les collectivités territoriales a permis modestement de manifester du soutien de la Ville au peuple ukrainien. Sur place le territoire a été une terre d'accueil pour de nombreux réfugiés, notamment des femmes avec enfants venus se mettre à l'abri et bénéficier d'une assistance. La Ville a mobilisé toutes les actions possibles pour participer à la construction d'un dispositif d'accueil d'urgence le plus adapté et réactif possible.

A compter du 11 mars, en accord avec les services de l'Etat et au regard d'arrivées importantes et de besoins d'hébergement d'urgence, la Ville a activé l'ouverture d'un premier Centre d'Accueil et de Regroupement. D'abord sur le gymnase Gambardella puis sur le Gymnase Olympique qui peut réunir jusqu'à 80 « hébergements de premier niveau » (72h maximum) ainsi que le « premier accueil » des réfugiés arrivant sur Montpellier.

En complément de la mobilisation des équipements et des professionnels, la ville soutient l'association en charge de la coordination du dispositif et de l'organisation de la plate-forme d'accueil et d'évaluation d'urgence. Ainsi depuis le 11 avril 2022, la CROIX ROUGE FRANCAISE gère les deux dispositifs qui

visent à :

- Assurer une mise à l'abri de 72 heures maximum des déplacés ukrainiens après leur passage au guichet Premier Accueil (dans ses heures d'ouverture) qu'elle gère avec l'appui de l'association SOS Montpellier Ukraine ;
- Mettre à l'abri en gymnase et en hôtel si besoin de desserrement ou situation particulière ;
- Assurer la première évaluation médicale ;
- Effectuer une coordination avec le Premier Accueil pour les arrivées et avec l'équipe de Gammes pour les départs (régulation de 11h avec les listes des présents en gymnase et en hôtel) notamment en partageant les données.

La présente délibération concerne :

- L'affectation d'une subvention, pour un montant total de 49 300 €, à la CROIX ROUGE FRANCAISE, qui a sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre ce projet prioritaire de solidarité et d'accueil des réfugiés ukrainiens : hébergement et 1^{er} accueil pendant les 72 premières heures, sur la période allant du 1^{er} mai au 30 juin 2022, date de fin de la convention entre l'Etat et la CROIX ROUGE FRANCAISE :

THEMATIQUE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2022			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
7783	CHU CROIX ROUGE FRANCAISE	REFUGIES UKRAINE	49 300 €

- La mise à disposition gracieuse de tickets de transport à l'association SOS Montpellier Ukraine pour un montant de 5 500 €, celle-ci ayant facilité les déplacements des réfugiés ukrainiens en amont de leur bénéfice de la protection leur permettant d'accéder aux tarifs Demandeurs d'Asile de la TaM, sur la période antérieure au 1^{er} mai.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la mise à disposition gracieuse de ticket de transport TAM sous réserve de la signature de la convention correspondante ;
- D'autoriser l'attribution de la subvention telle que détaillée ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution correspondante ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Croix Rouge
- Convention mise à disposition titre TaM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194681-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSÉ, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN,
Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN,
Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle
MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno
PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles
SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN,
Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à
Mustapha MAJDOUL, Claire HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant
donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie
MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE,
Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à
Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir
à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné
pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mylvia HOUGUET, Nicole MARIN-KHOURY

Dispositif Maguelone - Réseau de zones refuges - Convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault - Règlement d'engagement - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

En France, 86 % des femmes ont été victimes « *d'au moins une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue au cours de leur vie* », d'après une étude de la Fondation Jean Jaurès publiée en 2018. Selon le sondage réalisé par Ipsos et L'Oréal Paris en avril 2019, seulement 20 % des femmes victimes de harcèlement dans l'espace public déclarent avoir été aidées. La Ville de Montpellier n'échappe pas au sentiment d'insécurité dans l'espace public. Le chiffrage des faits est difficile à obtenir, il constitue néanmoins une réalité pour un grand nombre de femmes et peut aller du harcèlement de rue à l'agression physique. En 2021, sur le territoire montpellierain, 94 % des victimes de violences sexuelles déclarées sont des femmes (source Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP34)).

Face à ce constat, une dynamique locale est engagée pour une ville plus inclusive, solidaire, égalitaire et vise l'obtention, pour tous, d'une liberté fondamentale : la liberté d'aller et venir en toute sécurité sur la voie publique.

Afin de renforcer l'entre-aide et d'accroître les mesures de protection à destination des femmes dans l'espace public, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault, a souhaité créer un réseau de zones dites « *refuges* » afin d'accueillir des femmes en détresse ou en insécurité sur l'espace public. Ainsi, des établissements commerciaux volontaires et d'autres structures institutionnelles, préalablement sensibilisés par les services de la Ville aux questions d'égalité et de

violences à l'égard des femmes, pourront accueillir des victimes.

Dès lors, les commerçants pourront être en capacité d'appréhender leurs besoins, les mettre en sécurité et leur porter une première assistance en attendant l'arrivée des secours. Dans cette perspective, chaque établissement volontaire devra faire connaître son souhait de s'inscrire dans ce dispositif auprès de la CCI en signant le règlement d'engagement.

La participation de ces établissements au dispositif **MAGUELONE** sera signalée par l'affichage d'un sticker en façade. Des supports de communication, comme le site de la Ville, l'application *Destination Hérault* et d'autres applications partenaires, permettront aussi de relayer les établissements identifiés en tant que zone refuge.

La mise en œuvre de ce dispositif devra faire l'objet d'une convention entre la Ville de Montpellier et la CCI de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault portant sur le dispositif « *MAGUELONE* » ;
- D'approuver le règlement d'engagement portant sur ce dispositif ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville CCI Dispositif Maguelone
- Règlement d'engagement Dispositif Maguelone

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193611-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Michaël DELAFOSSE**.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Dépistage du cancer du sein par une unité mobile dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville - Approbation - Attribution de subvention

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Partenaire historique de la Ville de Montpellier, l'association Montpellier Hérault pour le Dépistage du Cancer du Sein (AMHDCS) est une association pionnière en France dans l'accès à la mammographie de dépistage des femmes âgées de 50 à 74 ans. En effet, le « *Mammobile* » sillonne tout au long de l'année le département de l'Hérault dans une démarche d'« *aller vers* » les populations les plus éloignées de la prévention santé et du dépistage organisé. La volonté du nouvel exécutif de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, associée à la dynamique impulsée par le collectif « *Octobre rose* » et la mise en place du Contrat Local de Santé, amènent à un renforcement des actions du « *Mammobile* » sur le territoire et particulièrement dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

En s'engageant avec l'AMHDCS, la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de poursuivre le travail accompli sur son territoire et s'inscrit pleinement dans les objectifs de santé publique de la stratégie nationale de santé qui place la prévention et la promotion de la santé comme un axe majeur de la lutte contre les cancers.

Afin d'aider l'association à mener à bien son activité et ses projets, il y a lieu d'allouer une subvention comme indiqué ci-dessous :

SANTÉ					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
2881	Association Montpellier Hérault Dépistage du Cancer du Sein AMHDCS	V-CAB-000005	Projet	Déploiement de l'unité mobile « <i>Mammobile</i> » dans les quartiers prioritaires de la ville afin de faciliter l'accès au dépistage organisé du cancer du sein	15 000
TOTAL					15 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Hérault pour le Dépistage du Cancer du Sein (AMHDCS) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION_PARTENARIAT_MAMMOBILE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194417-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasmime AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN,
Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia
HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA,
Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON,
Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia
SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN,
Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à
Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant
donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie
MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia
HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné
pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant
donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ
ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Charles SULTAN, Annie YAGUE

Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2022 - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12

octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifie ainsi l'engagement de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Après présentation du rapport d'exécution 2020, un avenant actant la programmation 2021 a été adopté par le Conseil de Métropole le 7 juin 2021. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2021 a été adopté par le Conseil municipal du 29 mars 2022.

Les priorités identifiées pour 2022 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente, à savoir l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par 32 actions se répartissant de la manière suivante :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;
- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) (1 action) ;
- Poursuivre le soutien d'actions destinées à améliorer et développer la qualité de l'alimentation pour les personnes les plus en précarité (5 actions) dont la consolidation des moyens pour le marché solidaire (saxo), le soutien à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune (territoires à vivre) et au dispositif de la cloche solidaire, la distribution de paniers solidaires et la création des épiceries sociales et solidaires ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (7 actions) ; actions portées par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale, l'APIJ (Association pour l'insertion par l'économique), Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), la maison des chômeurs et l'Airdie... ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économique (3 actions) : l'aide au démarrage d'associations dans le cadre de l'Entreprise d'insertion (EI), le cofinancement de chantiers d'insertion et le cofinancement de postes pour le suivi de la clause sociale et territoire zéro chômeur) ;
- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (2 projets portés par UCRM (Union Cépière Robert Monnier) et Coraline Mosaïque RH) ;
- Prise en compte des besoins essentiels des personnes en bidonvilles (4 actions) : soutien aux dispositifs d'urgence et intercalaires, actions urgentes pour la sécurité et l'hygiène sur certains sites, action pour la maîtrise de la langue par les habitants des bidonvilles, cofinancement du poste de coordination et du poste dédié de travailleuse sociale ;
- Soutien au développement de l'habitat intercalaire (5 actions) : soutiens aux associations, gestion et ou location de sites, Cofinancement du poste de coordination.

Le budget total de la programmation 2022 s'élève à 1 368 041 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2022 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2021 à hauteur de 368 041,34 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2022 se traduit par un avenant à la convention 2020-2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'acter la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, entre l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 2022 convention Etat Métropole Ville
- Tableau programmation 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193308-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et enfant
dans la Ville**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN

**Création d'une crèche municipale dans le quartier de la Pompignane -
Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et ACM Habitat - Approbation
- Autorisation de signature**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le développement de nouvelles places de crèches constitue un enjeu majeur de la Ville de Montpellier car il contribue à répondre aux besoins croissants de sa population, aux objectifs de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire. C'est dans ce contexte que la Ville a décidé de créer une nouvelle structure d'accueil petite enfance dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) « *Pompignane Cœur de quartier* » qui se situe au Nord-Est de la commune et dont la réalisation a été confiée, par une concession d'aménagement, à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Compte tenu des besoins exprimés sur ce secteur, cette crèche aura une capacité de 48 places pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans, voire moins de 6 ans pour l'accueil périscolaire. La date d'ouverture est prévue en septembre 2025. La superficie totale de la crèche est estimée à 657 m² SU (environ 794 m² de surface plancher) et 169 m² pour les surfaces extérieures.

La crèche s'organisera autour de 2 unités de 2 sections réparties par âge :

- Unité d'enfants de moins de 20 mois :

- 1 section de bébés de 5 enfants ;
- 1 section de grands bébés – petits moyens de 7 enfants ;
- Unité d'enfants de plus de 20 mois :
 - 1 section de moyens-grands de 18 enfants ;
 - 1 section de moyens-grands de 18 enfants.

Le programme prendra appui sur la pédagogie développée dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) de la Ville de Montpellier et qui émane des récents apports des neurosciences dans le domaine de la petite enfance. Il s'agit de la pédagogie de la libre-exploration qui vise à ouvrir les espaces et à respecter au maximum le rythme et les besoins du jeune enfant.

Il est à noter que cet équipement petite enfance s'insérera dans un programme mixte destiné à accueillir, au rez-de chaussée, la crèche pour le compte de la Ville et, à l'étage, une résidence seniors pour le compte d'ACM Habitat. Compte tenu de l'unicité du projet immobilier envisagé, la Ville et ACM Habitat ont décidé de confier la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la crèche à ACM Habitat dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

En effet, le Code de la commande publique dispose en son article L. 2422-12 que *« lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 [...], ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme »*.

Au vu de ces éléments, il est convenu que la Ville transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à ACM Habitat uniquement pour la réalisation de l'immeuble destiné à accueillir la crèche ainsi que les abords et espaces extérieurs de la crèche. Pour la réalisation de ce projet, ACM Habitat devra se conformer au programme de la crèche réalisé par la Direction Architecture et Immobilier de la Ville.

Le coût total de l'opération crèche est estimé à 4 400 000 € TTC dont 2 200 000 € HT au titre des travaux objet de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec ACM.

L'opération devra répondre aux objectifs suivants :

- Inscrire le projet dans le contexte urbain de la ZAC Pompignane en prenant notamment en compte les modalités d'insertion architecturale et fonctionnelle du projet dans l'environnement afin de construire une interface réussie avec la résidence seniors ;
- Concevoir un bâtiment répondant aux exigences fonctionnelles et techniques des futurs occupants afin de favoriser une pédagogie adaptée à chaque contexte, en phase avec les évolutions contemporaines ;
- Concevoir un bâtiment qui soit une référence en matière de cours végétalisées ;
- Répondre à des objectifs environnementaux afin de faire du nouvel établissement un modèle en matière d'efficacité énergétique. Concevoir un équipement dont la cour sera un îlot de fraîcheur au regard des expérimentations menées par la Ville ;
- Répondre à un enjeu fort de la municipalité qui consiste en un développement des mobilités « apaisées » ;
- En termes de sécurité des enfants, concevoir des espaces et mobiliers adaptés aux tout petits ;
- En termes de conditions de travail, concevoir des espaces et des mobiliers qui préviennent les troubles musculo-squelettiques et l'usure professionnelle.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'autoriser ACM Habitat à déposer une demande de permis de construire. A l'issue de l'opération, le transfert de propriété d'ACM Habitat à la Ville de Montpellier de la partie d'ouvrage constituant le rez-de-chaussée de l'immeuble interviendra par la réitération d'un acte authentique, au terme de la réalisation par ACM Habitat d'un état de division en volumes.

La Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil départemental de l'Hérault seront sollicités respectivement pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de la construction de la crèche. De plus, cette future crèche se situant en bordure d'un quartier politique de la Ville, il est envisagé de solliciter une dotation Politique de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'opération de création d'une nouvelle crèche de 48 berceaux au sein de la ZAC « Pompignane Cœur de quartier » ;
- D'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la réalisation de cet équipement ;
- D'autoriser ACM Habitat à déposer un dossier de permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville ACM habitat

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220628-194409-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et enfant
dans la Ville**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophie MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN

**Convention entre le Centre de coopération Internationale en Recherche
Agronomique pour le Développement (CIRAD) et la Ville de Montpellier pour la
réservation de berceaux dans les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant -
Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés et en contrepartie d'une redevance annuelle. La réservation de berceaux municipaux présente pour la Ville l'avantage de favoriser la mixité sociale au sein de certains EAJE municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier. Elle permet également d'obtenir des recettes d'exploitation complémentaires.

C'est dans ce contexte que, pour répondre à la demande du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), le Conseil municipal a ensuite autorisé, par délibération du 17 juillet 2018, la signature d'une convention permettant au CIRAD de réserver six places à la crèche Agropolis (quartier Hôpitaux-Facultés) pendant une durée de 4 ans au total. Les places réservées donnent lieu à une contractualisation de l'accueil, conformément au règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans de la Ville de Montpellier.

Cette première convention arrivant à son terme le 31 août 2022, la CIRAD a sollicité son renouvellement sur les mêmes modalités. La nouvelle convention sera conclue à compter du 1^{er} septembre 2022, pour une période initiale d'un an, renouvelable tacitement trois fois maximum. Conformément à la délibération du 29 mars 2022, le CIRAD versera à la Ville une redevance, fixée pour l'année 2022-2023 à 6 000 € par berceau réservé, et dont le montant sera révisé à chaque date anniversaire de reconduction annuelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de réservation de berceaux dans les EAJE municipaux entre le CIRAD et la Ville de Montpellier ;
- D'approuver la perception d'une redevance annuelle pour chaque berceau réservé d'un montant de 6 000 € pour l'année 2022-2023 et du montant révisé, par délibération, pour les périodes suivantes ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention réservation berceaux Ville-CIRAD 2022-2026

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-189786-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Parution du recueil de nouvelles "Mystères de Montpellier", Tome 13 à l'occasion
de La Comédie du Livre 2022 - Convention de Partenariat entre la Ville de
Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux
de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de l'édition 2022 du recueil *Les Mystères de Montpellier*, le réseau CANOPE (dont les missions sont définies dans le décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent conclure un partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre », organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, de ce recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN).

Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants. Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production de l'ouvrage. La rémunération des intervenants est partagée avec la DSDEN.

Compte tenu de l'intérêt pédagogique de l'opération, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Financer le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 4 000 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;
- Financer le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;
- Financer la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;
- Diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier et aux enseignants de ces écoles.

Ceci représente un apport financier de 10 000 € pour la Ville sur un budget total de 10 376 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Mystère de Montpellier Tome 13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-188026-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Participation de la Ville de Montpellier aux séjours vacances d'été 2022 -
Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €. Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes nés entre le 01/01/2006 et le 31/12/2018 des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), offre chaque année aux enfants de cette tranche d'âge la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la CAF de Montpellier. L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances dont le siège social se situe à Montpellier. La documentation sur les organismes labélisés par la CAF et dont le siège se trouve à Montpellier est consultable sur : www.vacaf.org.

En 2022, en accord avec les directives de la CAF, le financement municipal intervient en complément du programme « Aide aux Vacances Enfants » (Avel) de CAF et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif. La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15

jours maximum) selon les modalités suivantes :

- Du 1^{er} au 7^{ème} jour, la Ville intervient en majorant le taux de l'aide de la CAF suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial ;
- A partir du 8^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'Avel qui cesse au 7^{ème} jour du séjour. Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, soit un total de 20 000 € :

Barème pour un séjour compris entre la 1^{ère} et la 7^{ème} nuit (8 jours) plafonné à 50€/jour :

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701€ à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	45% du prix du séjour (dont Avel CAF max 45%) Participation Ville de 10%	40% du prix du séjour (dont Avel CAF max 40%) Participation Ville de 10%	25% du prix du séjour (dont Avel CAF max 25%) Participation Ville de 10%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont Avel 90%)	80% du prix du séjour (dont Avel 80%)	50% du prix du séjour (dont Avel 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 8^{ème} et la 14^{ème} nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	45% du prix du séjour	40% du prix du séjour	25% du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter les critères de définition des organismes participant au dispositif Avel ;
- D'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- De prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192817-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE

**Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en faveur
d'associations - Conventions d'occupation - Subventions en nature - Approbation
- Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L.212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux. Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (articles L.2125-1

et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association. Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 6 € par salle occupée et par heure d'utilisation comme suit :

Nom de l'association	Adresse du siège	Ecole mise à disposition	montant de la subvention en nature du 01/09/2022 au 31/12/2022	montant de la subvention en nature du 01/01/2023 au 07/07/2023	montant total de la subvention en nature
Chœur Universitaire Montpellier	136 rue Del Miéjour – 34070 Montpellier	Jean Moulin	84	288	372
HERAULT SPORT	ZAC Pierre vives.66 esplanade de l'égalité, BP 7250 34086 Montpellier cedex 4	Diderot	540	540	1 080
ARECREE (Association Récréative de l'Ecole d'Estanove)	424, rue du Lavandin 34070 Montpellier	Estanove	179,40	297,60	477
Compagnie Tempo Théâtre	49 rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston Churchill	978	1536	2514
Gammes-Alisé	6 rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Jean Zay	486	756	1242
Carthage	53 avenue de Fontcaude - 34990 JUVIGNAC	Julie Daubié	486	864	1350
Chorale les Voix'zines	8 rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline Desbordes-Valmore	168	276	444
Balthazar, Centre des Arts du Cirque	16, rue Toiras - 34000 Montpellier	Frédéric Bazille - Docteur Roux	84	126	210
Du vent dans les voix	360, rue des Acconiers - 34070 Montpellier	Jeanne d'Arc	210	345	555

OBBY	82 allée de Corfou Résidence le Moulin APT 821 34000 Montpellier	Blaise Pascal	84	132	216
		Jean Moulin	660	1044	1704
		Jean Zay	660	1044	1704
		Périclès	84	138	222
La boutique d'écriture	76 rue du Faubourg Figuerolles 34070 Montpellier	Docteur Roux	3306	4767	8073
GFEN Languedoc	Le St Guilhem II 314/320 Le Grand Mail 34080 Montpellier	Louisville Heidelberg	2508	3477	5985
		TOTAUX	10 517,40	15 630,60	26 148

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition type ;
- D'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville pour un total de 26 148 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Véronique BRUNET, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2022-2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193767-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains. Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé d'attribuer, pour un montant de 2 000 € la subvention selon le projet décrit ci-dessous :

Djamila KERRAS, 24 ans, demandeur d'emploi, titulaire d'un BTS Economie Sociale et Solidaire.

Titre du Projet : La cuisine solidaire

Ce projet de cuisine solidaire a pour but de contribuer à renforcer la cohésion sociale du quartier Petit Bard. Il propose d'organiser régulièrement des ateliers de cuisine avec la création de recettes de cuisine à faible coût. Cette action a été conçue pour préserver la santé et garantir une alimentation équilibrée aux habitants, familles et enfants du quartier en situation de précarité. Elle est conduite en étroite liaison avec les femmes qui gèrent les jardins partagés de la Pergola dans le but de rompre l'isolement, de créer un lieu d'échanges, de partage et de convivialité. La banque Crédit Agricole participe à hauteur de 3000 €.

Montant du projet : 6 650 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 2 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, la subvention d'un montant de 2 000 € pour le projet détaillé ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191402-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Conseil municipal du 29 septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public de ses salles par des associations. Ces structures de la Ville de Montpellier hébergent chaque année de nombreuses associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville. Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2021/2022, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 310 €, ainsi que la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 18 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3 410 €.

Des tableaux joints en annexe décrivent le nom des associations, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 16 décembre 2021 pour la mise à disposition des salles à partir du 1 janvier 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les tableaux joints en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et ces associations ;
- De porter le montant de la subvention en nature au compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau demande de gratuité annuel
- Tableau demande de gratuite ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-192075-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Michaël DELAFOSSE**.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clara HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Convention relative à la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et des associations locales de protection animale - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier implante des abris pour chats libres, dans différents quartiers de la ville dans un objectif de bien-être animal et de régulation des populations de chats sauvages. En cohérence avec les pouvoirs de police du Maire – afin d'assurer sécurité, tranquillité et salubrité publiques sur la commune – ces cabanes permettent d'optimiser les actions de stérilisation féline. L'installation d'abris dans des endroits où les populations de chats sont en augmentation facilite les interventions de stérilisation et offre aux chats un refuge leur assurant nourriture et protection contre les aléas climatiques ou bien les maltraitements possibles. Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code rural et de la pêche maritime, cette démarche vise à renforcer la mission de régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Par délibération en date du 18 mai 2017, une convention de gestion de ces abris a été conclue avec des associations de protection féline ; cette convention arrive à terme. Néanmoins, il s'avère que le retour d'expérience sur ce dispositif est positif, il permet un état sanitaire satisfaisant des chats de quartier, une centralisation en un point de nourrissage, ainsi qu'un lien fédérateur avec les résidents et les associations.

C'est pourquoi, pour continuer à mener à bien cette action, il est proposé une nouvelle convention de gestion

des abris à chats avec les associations l'Ecole du Chat, Les Pattounes du Cœur, Félines pour l'Autre 34, Agissons ensemble et Pattes et Moustaches. Cette convention prévoit notamment que la Ville installe les abris à chats et les met à dispositions des associations ; les associations s'engagent quant à elles à organiser la gestion quotidienne des abris et des abords, par l'intermédiaire d'un « bénévole nourrisseur ». La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

Le champ d'application de cette convention pourra être étendu à d'autres associations de protection animale, sous réserve de la signature d'une convention à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de gestion des abris à chats entre les associations et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention pour la gestion des abris à chats 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220626-193454-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Attribution d'une subvention pour la création d'un chenil solidaire dans le cadre
de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'animal, et tout particulièrement le chien, occupe une place importante dans la vie des personnes frappées de précarité et vivant dans la rue. Ce dernier est un outil puissant de socialisation, d'émancipation et de sécurité pour des personnes se sentant fortement stigmatisées et en difficulté dans leurs démarches administratives. Aussi, dans le but de favoriser l'accès aux droits des plus fragiles, la Ville souhaite soutenir la création d'un nouveau service innovant : un chenil social et solidaire.

Cet espace animé par une médiatrice canine a pour vocation de permettre un soutien aux personnes sur un moment précis de vie pour la garde de leur animal, notamment pour l'accès aux établissements de soin ou les démarches administratives et judiciaires. L'échange avec la médiatrice canine doit permettre aux personnes en grande précarité d'acquérir les outils nécessaires quant à la détention d'un animal, afin d'en faire un moteur dans leur parcours d'insertion.

Ce temps de gardiennage de l'animal sera également l'occasion de faire un bilan de santé de ce dernier, d'accompagner et soutenir son maître dans les démarches vétérinaires, et d'orienter les propriétaires vers les autres structures ressources pour le bien-être animal.

Les animaux seront accueillis dans 9 enclos individuels, rue de l'industrie. Une fiche normée sera remplie pour chaque animal passant par le chenil, permettant ainsi la tenue d'un registre d'entrées et sorties, le lien avec la brigade de capture, leur identification et leur suivi dans le cadre d'actions partenariales avec d'autres associations œuvrant pour la cause animale. Le livret d'accueil remis à chaque propriétaire l'informerait également de l'accompagnement possible par la médiatrice canine quant aux difficultés rencontrées avec son animal.

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2022			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
7812	COALLIA	Projet : création d'un chenil social et solidaire	7 500 €
Création d'un chenil social et solidaire de 9 places, rue de l'industrie, pour les propriétaires d'animaux en grande précarité et devant accéder aux établissements de soins, administratifs ou judiciaires.			

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement Type subvention 2022

- Charte Laïcité

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194468-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville et
de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2022 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Contrat de Ville – Appel à projets 2022

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2022, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville.

La délibération n° V2022-73 du 29 mars 2022 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville a attribué 313 500 € au titre des thématiques « Cohésion sociale », « Mission Mosson-Cévennes », « Jeunesse » et « Sport » pour un total de 132 projets. La présente délibération vient

compléter la précédente par l'affectation de 6 nouvelles subventions au titre de la thématique « Cohésion sociale » et de 25 nouvelles subventions au titre de la thématique « Education ».

L'affectation des nouvelles subventions se répartit comme suit :

- 14 000 euros au titre de la thématique « Cohésion sociale » ;
- 12 000 euros au titre de la thématique « Education ».

CONTRAT DE VILLE – FINANCEMENTS COHESION SOCIALE 2022			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
6808	ADEMASS	La grande parade métèque	5 000 €
		Le Loft des assos : lieu de ressources pour assos et habitants	2 000 €
		Espaces de créations partagés : résidences et ateliers	3 000 €
2920	Association CAP GELY-FIGUEROLLES	Mosaïques Gipsy Bohème	3 000 €
	Actions culturelles sur et autour de la culture tsigane : - Atelier d'apprentissage de la guitare en partenariat avec la cité des arts et le conservatoire (2 fois par semaine) ; - Organisation du Festival Mosaïque Gipsy Bohème qui se déroulera fin septembre 2022 ; - Organisation de la journée mondiale du 8 avril qui célèbre la culture Tsigane.		
3036	ESPRIT LIBRE	Cuisine du monde	500 €
		Esprit livre	500 €
			1 000 €
TOTAL			14 000 €

CONTRAT DE VILLE – FINANCEMENTS EDUCATION 2021			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
7584	APB&C (Asso de parents d'élèves Bloch et Copernic)	Vie famille école quartier	600 €
	Au quotidien accompagner et orienter les familles dans leurs questions et problématiques autour de l'école et du quartier. Balades nature et Atelier conte parents/enfants/collégien au sein de l'école		
409	JEL (Association Jouons en Ludothèques)	Ludothèque Pergola	1 000 €

	Ludothèque les mercredis après-midi (et les lundis pendant les vacances) pour les enfants de 6 à 11 ans et leurs parents à la Maison des Enfants et de la Famille à la Pergola à Montpellier. Atelier hebdomadaire "La vie en France comme un jeu d'Enfant" destiné à des parents pour jouer et travailler sur l'expression orale en français.		
1783	Octopus Expression	Concours d'éloquence en école élémentaire	500 €
	Il s'agit de préparer et organiser un concours d'éloquence pour deux classes élémentaire de cycle 3. Il sera composé d'une phase d'apprentissage aux techniques d'expression orales et d'une phase d'accompagnement au concours.		
3036	REP Gérard PHILIPPE (Collège Gérard PHILIPPE et écoles du secteur)	Prévenir le décrochage, favoriser l'insertion	300 €
		Des Liens Ecole-Familles pour la Réussite Éducative	500 €
			800 €
5633	REP + Marcel PAGNOL (Collège Marcel PAGNOL et écoles du secteur)	Des Liens Ecole-Familles pour la Réussite Éducative	600 €
		Favoriser la Réussite Éducative et Scolaire	500 €
		L'Ouverture à la Culture pour la Réussite	600 €
		Renforcer la coopération école - famille	400 €
			2 100 €
5454	REP+ Arthur Rimbaud (Collège Arthur Rimbaud et écoles du secteur)	Conforter le Parcours Ambitieux de L'Enfant.	500 €
		Valoriser la relation parents - enseignants	300 €
		Prévention: Santé, Citoyenneté, Illettrisme, Décrochage	500 €
			1 300 €
1329	REP+ Escholiers de la Mosson (Collège Escholiers de la Mosson et écoles du secteur)	Alliance Éducative en Réseaux	300 €
		Citoyenneté, Laïcité et Santé	300 €
		Cultures et projets participatifs	300 €
		Renforcer la Coopération Ecole/Parents	500 €
			1 400 €

3125	REP+ Les Garrigues (Collège les Garrigues et écoles du secteur)	Culture autour du Livre	700 €
		Lier Apprentissages Scolaires et Culture	500 €
		Renforcer la Relation Parents/École	500 €
			1 700 €
1424	REP+ Simone VEIL (Collège Simone VEIL et écoles du secteur)	Lire, Écrire et Partager des Œuvres Littéraires	300 €
		Prévention du Décrochage Scolaire	500 €
		Renforcer la Relation École/Parents	500 €
		Soutenir Les Apprentissages pour la Réussite Scolaire	500 €
		Théâtre et Langage, un Parcours d'Excellence	300 €
			2 100 €
4472	THEATRE LA VISTA (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	ACTIONS CULTURELLES EN QPV	500 €
	Les actions culturelles en QPV offrent aux habitants des QPV d'aller au-delà de la posture de spectateur en devenant acteur dans la rencontre avec la pratique artistique et la culture. Par étape, ce projet permet : de susciter la découverte de la pratique artistique et du processus de création artistique ; de développer la pratique artistique pour les habitants des QPV ; d'accompagner les structures partenaires dans le lancement de nouveaux projets culturels en QPV par un soutien la première année.		
TOTAL			12 000 €

Subvention de droit commun – Thématique « Cohésion sociale »

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention. A cet égard, la ville de Montpellier décide d'attribuer les subventions suivantes :

2004	AJPPN (Association Jeunes Phobos et Paillade Nord)	FONCTIONNEMENT	20 000 €
Actions de prévenance afin de rendre accessible les activités sportives et culturelles aux jeunes du quartier. Centre de loisirs et club de Foot. Accompagnement scolaire, médiation familiale et guidance socio-économique.			
4773	DEFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	FONCTIONNEMENT	5 000 €

Faciliter et développer la mise en place de projets, d'actions en direction des publics en difficulté : encourager la formation et l'emploi, l'accompagnement à la scolarité et la prévention, l'ouverture culturelle et le développement de la vie associative.	
TOTAL	25 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat d'engagement républicain
- Convention Projet 2022
- Lettre d'engagement Type subvention 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-194368-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Michaël DELAFOSSE**.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) dans le cadre de la saison 2022-2023 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale. L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la Commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte. Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la

saison 2022-2023.

Le bénéficiaire, représenté par le MHSC sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions, conformément aux tarifs 2022 fixés par la délibération n° V2021-477 en date du 16 décembre 2021. L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte équipe du lundi au samedi : 128 € ;
- Cas 2 : Escorte équipe les dimanches et jours fériés : 196 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'indemnisation relative à ces interventions entre la Ville de Montpellier et le Montpellier Hérault Sport Club ;
- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Escortes match foot MHSC 2022-2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191957-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Organisation d'activités "Sécurité Routière" dans les écoles maternelles et
élémentaires - Interventions de la Police Municipale - Convention 2022-2023 entre
la Ville de Montpellier et l'Éducation nationale - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes. Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique « vélo » est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2022/2023 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de prévention en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault pour l'organisation d'activité « sécurité routière » sur la période 2022/2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention organisation activités sécurité routière écoles 2022-23

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220628-192296-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clère HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Réserve Communale de Sécurité Civile - Convention de partenariat entre la Ville
de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture
du risque - Autorisation de signature**

Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, rapporte :

Le territoire de la Ville de Montpellier est soumis à différents risques et menaces majeurs, notamment des épisodes caniculaires et méditerranéens, qu'il faudra envisager plus nombreux et plus intenses dans le futur. La capacité de prévention et de réaction pour y faire face dépend autant des pouvoirs publics que des citoyens appelés à devenir des acteurs de leur propre sécurité et de celle de leurs proches.

La Ville de Montpellier agit afin de prévenir et d'atténuer les effets négatifs de ces risques, notamment par le biais de travaux de réduction de la vulnérabilité, de la planification de la gestion de crise et de l'intensification de la diffusion d'une culture du risque auprès de la population. L'article L.125-2 du Code de l'environnement dispose en effet que tout citoyen a droit à une information sur les risques majeurs naturels et technologiques auxquels il est exposé ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui le concernent. Il est de la responsabilité du Maire de transmettre à ses administrés tous les éléments d'information préventive sur les risques existants sur sa commune.

A ce titre, afin de renforcer son action volontariste au bénéfice de la résilience des habitants et de leur

territoire, la Ville de Montpellier a créé une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) par la délibération n° V2020-243 du Conseil municipal du 30 novembre 2020. Ce dispositif de mobilisation civique est défini par la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile. Il est soumis aux dispositions des articles L. 724-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure. Il a vocation à être utilisé pour mener des actions de soutien et d'assistance aux populations, d'appui logistique et de rétablissement des activités dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, qui prévoit une sollicitation progressive et adaptée des ressources de la Ville en cas d'événement majeur avéré. Par ailleurs, la RCSC peut aussi être mobilisée pour promouvoir la culture du risque en diffusant de l'information préventive auprès de la population et en proposant des animations pédagogiques de sensibilisation.

Depuis juin 2021, les réservistes ont déjà été associés à de nombreuses opérations, aux côtés des services municipaux et des autres acteurs de la sécurité civile :

- Missions de sensibilisation auprès des montpelliérains sur les risques majeurs ;
- Actions de prévention à l'occasion de grands rassemblements ;
- Interventions au centre de vaccination pour lutter contre la pandémie liée à la Covid-19 ;
- Interventions au centre d'accueil et de regroupement des réfugiés ukrainiens ouvert au gymnase Olympie en mars 2022.

Afin de répondre aux besoins identifiés sur le territoire en matière de prévention et de gestion de crise, la Ville a souhaité porter l'effectif de la RCSC, composée initialement de 54 volontaires bénévoles, à environ 80 membres en 2022.

Le déploiement progressif de ce nouveau dispositif d'engagement citoyen est également rendu possible par la création d'une communauté de partenaires soucieux d'accompagner la RCSC dans l'exercice de ses missions et conscients de son intérêt pour la sécurité de la population. L'objectif est d'offrir aux réservistes un véritable parcours de formation adapté à la nature des missions qui leur sont confiées par la Collectivité. A ce titre, la Ville a déjà signé deux conventions de partenariat avec des acteurs majeurs de la sécurité civile :

- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) ;
- La Croix Rouge Française, délégation territoriale de l'Hérault.

A présent, la Ville de Montpellier propose de signer une convention de partenariat avec le Montpellier Handball, en faveur de la diffusion de la culture du risque. Cet acteur emblématique du territoire a construit sa renommée internationale sur ses performances et ses valeurs, comme l'éducation à la citoyenneté. Il est aussi engagé depuis peu dans une démarche de responsabilité sociale des entreprises.

La RCSC Civile pourrait ainsi intervenir auprès du personnel et des licenciés du Montpellier Handball, dans l'objectif de les sensibiliser aux risques, aux menaces majeurs, et plus largement à la posture du « *citoyen acteur de sa sécurité et celle de ses concitoyens* ». Ces actions de sensibilisation se dérouleraient dans la limite de 2 jours ou 4 demi-journées maximum par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture du risque ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville - Montpellier Handball

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193821-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Rapport 2020-2021 de la Commission Communale pour l'Accessibilité -
Approbation**

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Une des dispositions de la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA – article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, élargit la CCA à tous les usagers sous la forme d'un observatoire de l'accessibilité.

La CCA de la Ville de Montpellier est composée de 10 élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville, désignés par arrêté du Maire.

Ce rapport réunit l'état des lieux du suivi par les différents services de la Collectivité de la mise en accessibilité des ERP, de la Voirie, des Transports, du Logement, de l'accès aux Droits et à l'Information, etc. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche

partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et des experts du Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes en situation de Handicap et malades chroniques (CLCPH).

Pour les années 2020 et 2021, la Commission Communale pour l'Accessibilité a notamment mis en avant les points suivants :

1- Les grands Projets qui améliorent l'accessibilité de la voirie :

- Un quartier apaisé pour mixité d'usage : les Arceaux ;
- La mise en accessibilité des terrasses du Peyrou, du Jardin des Plantes ;
- Les capteurs d'occupation sur les places PMR et l'application M'Ticket ;
- Les rénovations de la dalle du triangle, de la Place de la Comédie, de l'Esplanade Charles-de-Gaulle.

2- Les actions réalisées pour la mobilité :

- Le changement de dénomination des stations doubles du tramway est opérante ;
- La concertation projet ligne 5 a démarré grâce aux réunions régulières de TaM et de Montpellier Méditerranée Métropole avec les experts du Comité de Liaison et de Coordination des Associations des Personnes Handicapées (CLCPH) ;
- Un plan braille du réseau TaM a été diffusé.

3- L'Accès au logement :

- Le travail régulier avec la cellule logement de l'APF qui est conventionnée avec ACM et l'OMH ;
- La définition du logement accessible type de référence à travers un Guide de préconisations avec l'APF-France Handicap : guide publié, prise en compte des recommandations et adaptation des marchés en cours par ACM-Habitat.

4- La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) :

L'Ad'AP de la Ville de Montpellier concerne 306 ERP répartis sur 248 sites. Sa mise en œuvre est programmée sur une durée de 9 ans, séquencée en 3 périodes de 3 ans. Son financement, sur 9 ans, représente 35 M€ au total. Sur la période concernée, 90 sites sont terminés, 50 en cours et 6 sont à démarrer.

5- L'inclusion des personnes en situation de handicap :

- L'emploi des personnes handicapées à la Mairie de Montpellier est supérieur au taux légal de 6% avec 8,22% en 2021. Pour information, Montpellier Méditerranée Métropole à un taux de 6,74% et de 10,47% pour le CCAS en 2020. Ainsi, près de 500 agents en situation de handicap sur les trois structures bénéficient d'un accompagnement et au maintien dans l'emploi ;
- Le soutien financier et logistique au Salon Emploi HANDI'JOB 16 novembre 2021 au Corum a permis l'accueil de 1 000 visiteurs, 120 exposants, 312 offres d'emploi, et 30 recrutements à l'issue ;
- La Ville a accueilli par ailleurs 4 stagiaires de jeunes en situation de handicap mental de l'association Cap'A Cité.

6- L'inclusion des enfants en situation de handicap :

- La première aire de jeux inclusive dans le nouveau parc René-Dumont (Nouveau Quartier St-Roch) qui a ouvert ses portes mi-juin 2022 ;
- Les aires de jeux existantes rénovées et transformées en aires de jeux inclusives seront livrées avant fin

2022 : Richter, Brassens, Font Colombe ;

- L'amélioration des abords des écoles (places GIHP à école Langevin, stationnement PMR école Pape Carpentier) se poursuit.

7- L'accès facilité au sport, à la culture, aux loisirs :

- L'amélioration de l'accès aux sports adaptés et handisports ;
- La création d'une page dédiée au handisport et au sport adapté sur le site de la Ville ;
- La validation d'uniformiser les modèles de mise à l'eau pour les PMR dans toutes les piscines de la Métropole ;
- La création de salles de change pour adultes en situation de handicap lourd dans toutes les piscines qui seront rénovées ;
- L'ouverture du Pôle Handi'arts pour adultes et enfants en situation de handicap au Conservatoire – Cité des Arts.

8- La sensibilisation à l'accessibilité via des événements inclusifs :

- L'évènement Handi'Com est devenu « *Handi'Com en Ligne* » en 2021 à la suite de la crise sanitaire : des ressources numériques ont été proposées aux enseignants telles que des interviews en vidéos d'acteurs locaux du handicap, dessin animé, handidanse, animations 3D, quizzs, formulaires, supports pédagogiques ;
- Première édition le 3 décembre 2021 de la Journée Internationale des personnes en situation de handicap au Gymnase Busnel (handisport et sport adapté pour des élèves et collégiens) et au Conservatoire-Cité des Arts : Handidanse avec les compagnies MOZAIK et SINGULIER PLURIEL, exposition photo de personnes amputées des membres inférieurs ;
- Première Journée nationale de sensibilisation au TDAH : 12 juin 2021 Conférence-Débat avec le Professeur Diane PURPER-OUAKIL, le Docteur Nathalie FRANC, avec les associations, le public en direct et les élèves ;
- Les Journées Mondiales des Sourds (JMS) ont été soutenues : 19/09/20 et 18/09/21 : marches, pavoisement du drapeau « *Sign Union Flag* », inauguration de plaques souvenir, expositions, discours et Marseillaise en LSF, ainsi que la conférence de sensibilisation sur la Rétinite Pigmentaire le 12 juin 2021 à la Salle Rabelais par l'Information Recherche Rétinite Pigmentaire.

Ce rapport a été transmis, discuté et validé le 14 mai 2022 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière, présidée par Monsieur le Maire, représenté par Madame Emilie CABELLO.

Après validation par le Conseil municipal, il sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la présentation du rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil municipal prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CCA 2020-2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-193714-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.